

Directeur : Jacques Fauvet

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 89
C.C.P. 6397-23 Paris
Télég. Paris no 639572
Tél. : 246.72.73

(Lire nos informations
pages 2 et 3.)

De notre envoyé spécial

Une « mission d'inspection »

pagné du général Singa, officier au grade de chef, barré d'une fine moustache. Ancien chef de la gendarmerie, il a été promu, voici quelques semaines, commandant opérationnel après la discrète mise à l'écart pour incapacité du chef d'état-major, le général Bumba Masazo Djogi. Entouré de ses conseillers militaires, le chef de l'Etat interrompt, écoute et s'essuie de temps à autre le visage avec un mouchoir blanc.

Le président semble satisfait. Ce pont endommagé est le dernier obstacle à l'avancée des unités conjuguées zaïro-marocaines, en direction de Kinshasa. Derrière plusieurs commandos, détachés en avant-garde, ont d'ores et déjà franchi la rivière. En cet après-midi du dimanche 24 avril, nul ne pouvait

Deux Mirages rugissaient à basse altitude, comme à la parade, et les pilotes du Shaba prendaient conscience du meeting aérien. L'heure, en tout cas, n'est pas au triomphe. Pas encore.

Sollicité, le président refuse de livrer le moindre commentaire avant d'avoir « terminé sa mission d'inspection ». Pourtant, chacun sait que la chute de Mutshasha sonne le glas des aspirations des « rebelles » katangais. A 5 kilomètres en deca de la rivière, tout le village de Kayemba a brité, comme commentait opérationnel zaïro-marocain. Il a été repris aux rebelles il y a trois jours, pratiquement sans combat.

JEAN-PIERRE LOMBARD.

(Lire la suite page 4.)

1. — Des quartiers entiers à New-York...

Près de 350 000 Israéliens — environ 10 % de la population d'Israël — vivent à l'étranger, pour la plupart aux Etats-Unis, où une petite minorité — la diaspora israélienne — est en train de conquérir sa place dans la mosaïque américaine. Des quartiers entiers à New-York et à Los Angeles sont imprégnés d'ambiance israélienne. On entend parler hébreu dans les rues, et des magasins portent des inscriptions hébraïques. Il y a des Israéliens dans les universités, dans les professions libérales,

par AMNON KAPELIOUK

A New-York seulement, on compte plus d'un millier de chauffeurs de taxi immigrants d'Israël. Le chef de la station de taxis du Waldorf Astoria donne ses ordres en hébreu. Dans cette même ville une station de radio intitulée « Ici Israël », dirigée par d'anciens employés de la radio israélienne diffuse des programmes hébraïques. Pour le moment, il n'y a pas d'école hébraïque pour les émigrants, mais des immigrants dispensent dans des jardins d'enfants le programme du ministère de l'éducation israélien.

De retour des Etats-Unis, le général Sharon a dit avec amertume : « Graduellement, New-York devient la première ville israélienne dans le monde, à la place de Tel-Aviv. »

Qui, combien et où ?

Il n'existe pas de statistique exacte sur l'émigration israélienne. La plupart des émigrants ne déclarent pas, en sortant, qu'ils quittent définitivement leur patrie, pour la simple raison qu'ils n'auraient alors le droit d'emporter que dix dollars. Toutefois, en Israël, sont considérés habituellement comme émigrants (en hébreu, *yored*, « celui qui descend ») les termes qui comportent une nuance péjorative, les personnes qui séjournent à l'étranger plus de quatre ans. Il suffit de retourner en Israël pour cesdites trois tou-

M. Giscard d'Estaing, revenu samedi soir 23 avril de Dakar, s'est entretenu dimanche après-midi avec M. Raymond Barre, au palais de l'Élysée, durant une heure quarante. Le premier ministre s'est refusé à toute déclaration à sa sortie de l'Élysée.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de la présidence de la République, avait indiqué, avant l'entretien, que celui-ci était surtout destiné à préparer le conseil des ministres du mardi 25 avril, qui aura notamment à son ordre du jour des questions de politique générale. Ce conseil aura lieu à 14 heures, à l'Élysée.

Après-midi, M. Giscard d'Estaing devra de nouveau recevoir M. Barre jusqu'au 25 avril à 18 heures.

Les mesures économiques que devait annoncer M. Barre, mardi 24 avril, à l'Assemblée nationale, n'étaient pas connues dans le détail en ce début de semaine. On savait seulement qu'elles concerneraient l'emploi (on va chercher à supprimer les freins à l'embauche des jeunes), probablement aussi les familles et les personnes âgées (on va augmenter les allocations payées aux vieux), les dépenses (on va essayer d'en réduire certaines) et de la « force vivante » (soutiens-à-port à Matignon).

Mardi matin, le conseil politique et le bureau du groupe parlementaire du R.P.R. tiendront une réunion commune de 9 h. 30 à 15 heures. M. Claude Fabby, président du groupe, rappellera les engagements du R.P.R. clarté. Sera-t-elle reprise par le R.P.R., qui s'accommoderait probablement assez facilement de mesures énergiques destinées à soutenir l'emploi ? La question est posée.

Les mesures qu'annoncent M. Barre mardi, sans être négligeables, ne constituent ni strictement pas une révolution, ni même une version « bis » du plan initial. Il y aura deux ou trois mesures nouvelles, indiquées à Maticron, notamment pour faciliter l'embauche des jeunes. Les dépenses des entreprises, les dépenses qu'elles entraîneront seront strictement couvertes par les recettes équivalentes. On peut en déduire facilement que certains secteurs, comme l'agriculture, les assurances, les transports, les services, les ministères du travail, en tout cas, a remis à M. Barre, une série de projets qui visent à éliminer les freins à l'embauche des jeunes. Des mesures seraient prises pour faciliter l'accès des jeunes à la recherche d'un travail, en

couple plus complexe. Chacun sait qu'il y a eu, pour M. Barre, il n'est toujours pas question de changer de cap. Le premier ministre confie volontiers qu'il n'y a pas d'alternance, mais qu'il a strictement appliqué son plan de septembre dernier. Politiquement, ajoute-t-il, le plan représente — malgrés ses risques d'impopularité — la seule chance sérieuse pour la majorité de gagner les élections de mars 1978. Là n'est d'ailleurs pas l'essentiel pour M. Barre : ce qui lui faut, c'est redresser la conjonction économique du pays et cela exige des efforts. Toute concession à but électoral serait « méprisante ». Le premier ministre ne se gêne pas de faire savoir qu'il préférerait voir pondérer les fonctions plus que de donner l'impulsion à l'action d'assainissement qu'il a entreprise.

Al. V.

(Lire nos informations page 35.)

Cette analyse a pour elle la

ÉLIE NNE

New-York...

Les deux ou trois ans pour ne plus être considéré comme un émigrant dans les statistiques. Un autre moyen pour arriver à une estimation consiste à soustraire chaque année le nombre des citoyens se rendant à l'étranger de celui des citoyens en revenant. Mais, la morale, le bilan n'est pas toujours à fait exact. Et pour les enfants israéliens nés à l'étranger doivent-ils être comptabilisés ou non ?

Les deux camps : ceux qui ont émigré à partir des produits de la mer du Nord vont faire accomplir un bond considérable à la gastronomie, et l'on installera des stands de dégustation dans les stations-service.

Evidemment, nous sommes tellement habitués au phénomène automobile qu'il faut de grandes catastrophes pour que les hommes se demandent si les inciter à rouler en voiture ce n'est pas leur mener un peu en bateau. Mais le nouveau jour de l'addition du « confort » on constate que notre civilisation a beaucoup de pétrole mais qu'elle manque cruellement d'idées.

Moralité : quand la marée est trop belle, la marée est

JAZZ A LA ROCHELLE

Un modèle d'action culturelle

Ce n'est pas un hasard si La Rochelle et le jazz ont vécu dix jours ensemble, du 12 au 23 avril. La municipalité a montré son souci de protéger le cadre de vie. Elle a déchiré le projet « Sextant », les plans de construction d'un immeuble énorme, laqueux et sinistre — un de plus — sur la digue des Millesmines, au-dessus de la baie. Elle a aussi refusé le projet d'un village des pêcheurs, et installé un centre nautique d'accueil, au port de plaisance. Qui défend le cadre de vie défend la culture, car il en paraît la plus immédiate expression et ne saurait en être dissocié. Le premier fait culturel visible, ce sont les demeures, et ce que

ner les différences, mais qui s'adresse à tous et se propose d'être, à terme, l'objet créé du tour. Celle qui souhaite garder une mémoire d'elle-même moins pauvre se contempler que pour prendre appui sur les expériences passées, décider critiquement du préférable et, en toute connaissance de cause, ne changer que dans le sens d'un authentiquement choisi.

« Musique de la diversité et symbole même de l'art vivant », comme l'écrit Jean-Benoît Chaplain, « elle n'avait été que l'invité exemplaire d'une ville et d'un secteur régional où la culture n'est pas conçue de manière élitiste et conservatrice.

LUCIEN MALSON.
(Lire la suite page 25.)

SEUIL Roland Barthes

Fragments d'un discours amoureux

**Discours aujourd'hui
d'une extrême
solitude...**

288 pages 42F
Collection Tel Quel
dirigée par
Philippe Sollers



ASIE

Le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong

Portrait

Une vie de combat

C'était pendant la guerre américaine, aux premiers moments. Les visiteurs étrangers — journalistes, professeurs, scientifiques, artistes — en étaient presque gênés : leurs rencontres avec M. Pham Van Dong s'élevaient parfois sur plusieurs heures. « Avant votre départ, du pays, revenez me voir », nous dit-il un jour, après une longue conversation. Les avions américains réduisent non loin de la capitale ; dans la nuit, les combats font rage ; il y avait d'innombrables problèmes à résoudre au Nord ; il fallait aussi régler un délicat ballet diplomatique avec l'Occident, avec les pays du camp — ou plutôt des camps — socialistes. Mais le chef du gouvernement nord-vietnamien avait apparemment le temps ; le temps de parler, d'expliquer, en un français recherché, inlassablement, les thèmes de son pays. Impeccable porte-parole dont on n'avait jamais vu les énormes épaules de rires étaler sur l'acteur ou l'effet d'une parfaite assurance quant à l'issue finale de la fantasia et sanglante mêlée. Mais justement, il ne s'agissait pas d'un porte-parole ordinaire, mais d'un premier ministre. Bref, il avait le temps. Comprenez qui pourra. Cet homme grand, mince, est bien — l'encre prend d'écrire : depuis toujours — LE gouvernement, mais à la vietnamienne communiste. Une tâche délicate, mais au sein d'une équipe où l'expérience compte moins que l'analyse politique globale et, naturellement, que le rang dans la hiérarchie du parti. Il n'y a souvent dans les interminables textes signés par tel ou tel responsable — civil, militaire, économique — que des différences de coloration dues au sujet traité, mais le fond de la palette est le même : d'un rouge sans nuances. Les Sudistes en savent quelque chose, à qui le Pham Van Dong avait promis qu'il n'était surtout pas question de les com-

muniser... On sait ce qu'il advint, et brutalement. Une décision prise contre l'avis d'un premier ministre qui aime se donner, dans la cadre, certes étiqué, du marxisme, une allure de libéral ? Comment savoir ? « Et puis, vous savez, c'est le public qui aura le dernier mot », nous dit-il, lors d'une conversation qui portait notamment sur la diversité des courants artistiques. Bien sûr, du moins peut-on l'espérer, mais quand et comment ?

Pien, socialement, ne prédestinait peut-être M. Pham Van Dong à devenir ce qu'il devint, mais l'histoire fit son œuvre. Cet homme du Centre (du Quang-Ngai) est issu d'une famille de mandarins (le père fut chef de cabinet du roi d'Annam, le roi d'Annam). Il est né en 1906, une année assurément importante : elle lui sert à celle qui a vu l'Asie se redresser, la Japon vaincre l'Occident (russe) à Port-Arthur. L'ébullition gagne l'Indochine et, après des études à Hanoi, le jeune homme la rejoint à Hanoi, mais non passivement : il se lance dans l'action dès 1925 lors des élections du nationaliste Pham Chu Trinh. La société coloniale veille, l'étudiant fut en Chine et y revint contre un autre Vietnamien, qui deviendra Ho Chi Minh, et qu'il ne quittera jamais plus.

Il rentre au Vietnam en 1928, rallié à l'idée de révolution, idée qu'il propage tout en enseignant dans une école privée de Hanoi. En 1930, il est membre de la direction de la Jeunesse révolutionnaire du Vietnam (le tout parti communiste indochinois) ; une fois encore la police veille, et cette fois ne rate pas l'adversaire : M. Pham Van Dong est envoyé au bagne de Poulo-Condor, où, pendant six ans, il diffuse le marxisme parmi les « politiques » dans cet enfer où tant de nationalistes péroreront, que chose, où le Pham Van Dong avait promis qu'il n'était surtout pas question de les com-

De Genève aux « quatre points »

1936 : grâce à la victoire en France du Front populaire, M. Pham Van Dong retrouve la liberté, devient journaliste, écrit dans la *Viêt Nam* indochinoise. M. Mandat France rend le peu de dignité à une France humiliée et considère avec réalisme et sérieux les « gens d'en face ». Peu de temps après son retour à Hanoi, M. Pham Van Dong devient le premier ministre d'un Vietnam coupé en deux, mais il a en poche un document reconnaissant l'unité de son pays et prévoyant des élections générales dans un délai de deux ans. Il en fera usage des milliers de fois, jusqu'à la victoire finale.

Voilà donc le Nord communiste et le Sud chaque jour davantage livré à la famille des Ngo et à ses amis américains. M. Pham Van Dong œuvre à la construction du socialisme dans la République démocratique (il n'est apparemment pas scabroussé par les « erreurs » ultra-socialistes commises lors de la réforme agraire) tout en préparant (y a-t-il une autre issue ?) la seconde guerre.

Plus d'une décennie de guerre, et, exactement, une décennie entre les premières grandes propositions de paix (les « quatre points » de Pham Van Dong du 8 avril 1955) et l'entrée dans la guerre.

Salon... Si séjourne le plus souvent à Hanoi, le premier ministre voyage aussi : à Bandoing (avril 1955 : dixième anniversaire de la grande conférence), puis en U.R.S.S. et en Chine (octobre 1955) ; nouvelles visites à Pékin et à Moscou en août 1956 : « La grande République populaire de Chine est notre alliée. La grande Union soviétique est constamment à nos côtés », dit-il à son retour, dans un bel esprit d'équilibre. Il y a d'autres voyages dans les deux « pays frères ». Mais il y a aussi l'épreuve du septembre 1959, le mort de Ho Chi Minh. Si elle a personnellement marqué le premier ministre, elle n'a en rien altéré la volonté des communistes. Lyndon Johnson s'est sans doute engagé sur la voie de la négociation, mais, dès octobre 1969, M. Pham Van Dong signe de nouveaux accords d'indépendance avec les Russes et les Chinois. Nouvelle difficulté politique : le putsch pro-américain de Phnom-Penh en avril 1970. Le premier ministre nord-vietnamien se rend, dit-on, secrètement à Pékín pour imposer la présence de Sihanouk à la tête (nominale) du royaume, mais prestigieuse de la révolution khmère. La suite est connue, ou Cameroun, comme au Vietnam.

Ho Chi Minh s'était promis de partir pour l'étranger une fois la paix revenue. C'est à M. Pham Van Dong qu'il revient d'accomplir cette tâche à la suite de la signature des accords de Paris. « Visites d'amitié », de 1973 en Chine, en Mongolie, en Corée du Nord, en U.R.S.S. et dans l'Est européen. Puis, en 1974, en Yougoslavie, à Cuba, en Algérie et aussi en Suède, premier pays occidental de la sorte remercié pour l'aide — politique essentiellement — apportée à Hanoi pendant la guerre et les négociations.

1974 : M. Pham Van Dong est encore premier ministre du Nord. 1977 : il débarque en France en tant que premier ministre du Vietnam réuni. Paul Mus a écrit : « Je demandai (en 1947) à l'improvisé au président Ho Chi Minh : « Croyez-vous qu'il nous reste un dépit de cette guerre, un air commun ? ». Oui, me répondit-il, tout de même : nous avons besoin d'une aide et nous sommes habitués à vous. Trente ans après, Ho Chi Minh ferait peut-être la même réponse. Le Vietnam a besoin d'une aide et « les habitudes » ne sont pas toutes effacées, en dix ans de mœurs du temps.

Mais, dans notre pays, le premier ministre va aussi rencontrer des centaines de représentants des communautés vietnamiennes de l'étranger. Saura-t-il apaiser les troubles de conscience, s'engager (au nom du régime qu'il représente) à ce que la teneur et nécessaire « reconnaissance » ne se résume pas à un alignement pur et simple sur une doctrine que, tout, loin de là, n'aiment pas ? Définitive ou non, elle apparaît comme la simplification à tant de Sudistes, surtout lorsqu'elle est mise en œuvre par des cadres à la mentalité de petits chefs parvenus. L'ouverture du Vietnam au monde passe aussi par son ouverture à tous ces Vietnamiens aussi attachés à leur terre natale que les migrants d'aujourd'hui. « Mon peuple est intelligent », aime à dire M. Pham Van Dong, constatant une évidence. Le premier ministre n'est-il pas de ceux qui peuvent aider à user, sans mutilation, de cette richesse collective ?

JACQUES DECORNOY.

Hanoi propose des avantages substantiels aux investisseurs étrangers

La signature, à la fin de la semaine dernière, d'un protocole financier entre la France et le Vietnam (« Le Monde » daté 24-25 avril), s'est accompagnée de discussions concernant le régime des investissements étrangers. L'attitude du Vietnam socialiste est à cet égard assez libérale et M. Nguyen Co Tach, vice-ministre des affaires étrangères, avait apporté à la fin

de l'année dernière de nombreuses précisions aux patrons français (« Le Monde » daté 12-13 décembre 1976). L'attitude de Hanoi dans ce domaine est maintenant très précise avec la publication « du projet de règlement concernant les investissements étrangers », dont nous donnons ci-dessous les extraits les plus importants.

La partie étrangère peut investir au Vietnam sous les formes suivantes : coopération dans la production avec partage des produits ; entreprises ou sociétés mixtes ; investissement dans la production des marchandises exclusivement destinées à l'exportation.

Coopération dans la production : partage des biens fabriqués.

« La partie étrangère apporte les fonds et équipements techniques (...). Les biens produits sont partagés entre la partie vietnamienne et la partie étrangère selon un pourcentage et pour une durée fixée d'accord entre les deux parties. La part réservée à la partie étrangère ne peut être vendue au Vietnam, excepté le cas où la partie vietnamienne désire en garder une partie ou la totalité pour la consommation intérieure. »

Entreprise ou société mixte : 49 % maximum pour la partie étrangère.

« La partie étrangère et une organisation économique étatique vietnamienne constituent une société mixte pour l'exploitation d'une entreprise ou société mixte sous forme de société anonyme ou société à responsabilité limitée. »

« L'apport de la partie étrangère dans l'entreprise ou société mixte comprend les équipements, l'outillage, les matériaux, le matériel technique, le matériel de transport et les droits de propriété industrielle. »

« Cet apport doit constituer au moins 30 % et ne peut dépasser 49 % du capital de la société. »

« L'apport de la partie vietnamienne comprend les terrains, les locaux, les installations, les équipements, l'outillage, les matériaux de construction et les dépenses effectuées en monnaie locale. »

« Investissements dans la production des marchandises exclusivement destinées à l'exportation : les salaires payés en devises étrangères. »

« La partie étrangère apporte au Vietnam des équipements techniques, matières premières, carburants, matériaux de construction, etc., nécessaires à la construction et au fonctionnement de l'entreprise. L'exception de ce que le Vietnam est en mesure de fournir, sous forme de vente-achat. »

« Le personnel et les ouvriers de l'entreprise doivent être de nationalité vietnamienne, excepté les cadres et les spécialistes des présents règlements. Les salaires du personnel et des ouvriers vietnamiens doivent être payés en devises étrangères. »

« Les codes des investissements précisent les garanties apportées à la partie étrangère : »

« Dans les cas de participation aux entreprises ou sociétés mixtes et d'investissement dans la production des marchandises exclusivement destinées à l'exportation, la partie étrangère bénéficie des droits suivants : »

« Garantie par le gouvernement vietnamien d'une durée d'activité de dix à quinze ans, à partir du jour de la signature de l'investissement est accordé : »

« Protection par le gouvernement de la République socialiste du Vietnam du capital investi (et, au besoin, des dépenses de l'investissement national, l'entreprise doit être nationalisée, le gouvernement vietnamien la rachète sur une base équitable et raisonnable, sans discrimination, et le paiement se fera dans la monnaie investie, dans un délai raisonnable ; »

« Cession du capital investi, en totalité ou en partie, après autorisation du ministère du commerce extérieur et du ministère des finances de la République socialiste du Vietnam. »

Rapatriement des bénéfices

Autre garantie : « Le rapatriement ou le transfert à l'étranger des bénéfices nets annuels, déduction faite des impôts et des prélèvements pour constituer le fonds de réserve, jusqu'à concurrence de 25 % du capital investi, lesquels redeviendront des fonds réinvestis en cas de cession, de dissolution de l'entreprise ou de rachat par le gouvernement de la République socialiste du Vietnam. »

« Le gouvernement de la République socialiste du Vietnam encourage le réinvestissement des bénéfices au Vietnam. Les capitaux réinvestis bénéficient de l'exemption ou de la réduction de l'impôt sur le revenu, selon l'importance des investissements et selon les secteurs réinvestis. »

« Le code des investissements prévoit des exonérations totales ou des réductions d'impôt et des taxes à l'importation comme à l'exportation pendant les premières années d'exploitation. Autrement les impôts sont fixés. »

SI LE GÉNÉRAL BIGEARD AVAIT ÉTÉ VIETNAMIEN

Le général Marcel Bigeard, interrogé, dimanche 24 avril, à Nancy sur sa participation au déjeuner franco-vietnamien mardi à l'Élysée, a estimé qu'il est « normal » de trouver le pays. « Nous sommes, les Vietnamiens, nous, comme un vieux ménage, après le divorce, rien ne prouve que nous ne nous remarierons pas un jour », a-t-il dit.

La brulc courant que, dans la délégation vietnamienne, pour se trouver le général Glap, le général Bigeard a précisé, au micro de R.T.L., qu'il ne connaissait ni n'était pas question. « Mais, a-t-il dit, Glap est un homme qui s'est admirablement battu, et j'aurais plaisir à le rencontrer. Pendant trente ans, il a commandé en chef contre les Français puis contre les Américains : il fallait le faire. »

« J'ai toujours dit, a-t-il conclu, que si j'avais été Vietnamien, que si j'avais été Algérien, j'aurais été dans la résistance, car moi aussi j'aurais voulu ma liberté. Je pense donc qu'il faut nettement élever le débat et comprendre tout le monde : il existe une fraternité entre combattants qui est indélébile, et en ce qui me concerne, plus un adversaire s'est battu courageusement, plus je l'admire. »

« Commandant le 6^e bataillon de parachutistes coloniaux et accomplissant son troisième séjour en Indochine, le général Bigeard — qui venait d'être promu lieutenant-colonel — a été fait présent à deux reprises le 8 mai 1954 et est libéré le 11 septembre de la même année. »

à des pourcentages variant entre 30 et 50 % de bénéfices selon les branches.

Autre précision intéressante : « Les litiges entre les entreprises ayant des investissements étrangers d'une part et les organisations économiques ou citoyens vietnamiens, de l'autre, seront tranchés soit par la commission d'arbitrage économique, soit par les tribunaux populaires, selon la nature du litige et conformément à la législation vietnamienne. »

Le code ajoute : « Les litiges issus des rapports contractuels entre la partie étrangère et la partie vietnamienne seront tranchés par la commission d'arbitrage du commerce extérieur près le ministère du commerce du Vietnam, excepté les cas particuliers où les parties seront convenues d'un autre mode d'arbitrage dans le contrat d'investissement. »

Enfin, le code des investissements précise que « dans des cas particuliers et si nécessaire, le Conseil du gouvernement de la République socialiste du Vietnam pourra accorder à la partie étrangère des conditions plus favorables que celles mentionnées précédemment. »

Le bassin du Mékong

La nécessité pour le Vietnam de bénéficier d'une coopération et d'une aide financière internationale a été à nouveau illustrée ces derniers jours par une demande de crédits à la Banque asiatique de développement (BAD) par le gouvernement vietnamien.

M. Tran Dong, directeur de la Banque nationale du Vietnam, a demandé, le vendredi 22 avril, à la BAD une aide urgente pour la reconstruction de l'économie vietnamienne, ravagée par trente années de guerre. Le président de la banque, M. Tachibana Yoshida, a cependant estimé que l'octroi de ces crédits pourrait demander « un certain temps ».

En ce qui concerne le Mékong, M. Dinh Ba Thi, délégué du Vietnam à la réunion du Comité économique et social des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, a déclaré que « son gouvernement souhaitait coopérer avec le Comité pour la mise en valeur du Mékong ». Le Mékong traverse la Laos et la Thaïlande, dont il forme la frontière, puis le Cambodge, avant de déboucher dans le delta de la partie méridionale du Vietnam.

« Accord aérien France-Vietnam. Un accord relatif aux transports aériens civils vient d'être signé à Paris entre les gouvernements français et vietnamiens. Aux termes de cet accord, la France obtient une route aérienne entre Paris et Hanoi — via des points intermédiaires, — et, au-delà vers Hong-Kong, la République populaire de Chine, les Philippines et le Japon. De son côté, la République socialiste du Vietnam obtient une ligne absolue symétrique. « Cet accord, souligne le communiqué, représente un élément très important de la coopération que les deux pays souhaitent voir se développer entre eux. »

Air France compte desservir cette nouvelle escale, à raison d'un vol hebdomadaire en Boeing 707, entre les mois d'août et de décembre prochains. L'ouverture de cette ligne étant liée à l'insaturation du nouvel aéroport Noi-Bai, à Hanoi.

Trente ans après la conférence de Fontainebleau...

Le 6 juillet 1946, au château de Fontainebleau, un Annamite de quarante ans préside la délégation du gouvernement de Hanoi aux négociations qui doivent définir les nouvelles relations entre la France et un Etat dont elle a reconnu l'existence six mois plus tôt mais dont on ose à peine prononcer le nom. L'administration française a effacé le mot Vietnam des cartes de géographie et ne connaît qu'une colonie, la Cochinchine, et deux protectorats, l'Annam et le Tonkin.

Au discours de bienvenue du chef de la délégation française, Max André, Pham Van Dong répond par un rappel de « trois quarts de siècle de lutte pour la libération nationale » et une protestation contre la « mutilation » de sa patrie. C'est le même Pham Van Dong qui revient à Paris trente ans plus tard, chef d'un gouvernement honnête, et — serait-ce trop dire ? — courtois. Trente ans pendant lesquels Pham Van Dong et les siens, démunis, pourchassés, refoulés d'abord dans la jungle, puis écrasés sous les bombes dans leurs villes ont défait tour à tour les armées de deux grandes puissances, dont la mieux équipée du monde, l'armée américaine. Trente ans pendant lesquels Pham Van Dong,

qui était déjà l'un des principaux dirigeants de son pays, Glap, Ho Chi Minh et tant d'autres qui furent aux postes de commandement pendant des décennies (Nguyen Thanh Le était le porte-parole de Hanoi à la conférence de Genève de 1954 et il l'était encore à la conférence de Paris de 1968 à 1973) ont répété les mêmes mots avec un acharnement qui a peu d'exemples : indépendance, intégrité et unité du Vietnam.

Indépendance — le mot n'était pas encore de mise à Paris. Dans la convention du 8 mars 1946, la France avait reconnu le Vietnam comme un « Etat libre ». Pour les nationalistes vietnamiens, l'abolition du régime colonial était le premier objectif.

Intégrité — c'est le mot qui fit couler le plus de sang. Si le gouvernement français n'avait pu empêcher l'installation d'un gouvernement vietnamien à Hanoi (où la Chine avait reçu mission de démanteler l'occupant japonais), il n'aurait pas renoncé — et après lui le gouvernement américain ne renoncera que contraint et forcé — à soustraire à son autorité Saigon et la Cochinchine (où le démantèlement des Japonais avait été confié aux Britanniques). C'est parce que le gouvernement français avait installé un

autre gouvernement à Saigon et entendait intégrer la Cochinchine, avec le Cambodge et le Laos, dans une nouvelle fédération indochinoise que la conférence de Fontainebleau ne pouvait qu'échouer. Elle se sépara le 10 septembre 1946.

Pham Van Dong, en quittant Paris, proclamait son intention de conclure sur place « des accords partiels sur des questions déterminées » pour marquer « sa volonté d'entente et de coopération avec la France ». Dans le même esprit, Ho Chi Minh (1), président du gouvernement, qui était tenu en réserve et prolongeait son séjour en France signa le 14 septembre un modus vivendi provisoire. Mais nul ne se faisait d'illusions : la guerre était inévitable. Après le bombardement de Haiphong par l'artillerie française, fin novembre, l'insurrection vietnamienne éclata en décembre.

L'unité enfin est l'aspiration naturelle d'une nation longtemps démembrée. Le processus d'unification ne pourra être engagé qu'après la chute de Saigon en 1975. Il présenterait d'ailleurs quelques risques pour l'avenir si, dans un pays que la géographie et l'histoire ont rendus constitués en régions distinctes, les dirigeants confondaient unité et centralisme.

Indépendance, Intégrité, unité, ces trois mots

n'ont certes pas suffi à assurer la victoire. Pour les nationalistes vietnamiens, le communisme a été à la fois un moyen et une fin. Leur seul appui extérieur les Etats-Unis ayant rapidement mis fin au soutien qu'ils leur avaient accordé durant la deuxième guerre mondiale, venait du monde communiste.

Quand les Français comprurent, en 1954, que la nation vietnamienne ne serait pas brisée, la cause démocratique n'était peut-être pas perdue. Mais il aurait fallu exiger la stricte application des clauses politiques de l'armistice et l'organisation d'élections libres et internationalement contrôlées.

Mais on ne refait pas l'histoire et les Américains ne s'en sentent pas tirer la leçon de l'échec français. Ils ont voulu faire du Sud un bastion de l'anticommunisme en Asie du Sud-Est. Disposant d'un instrument militaire sans rival, ils pensèrent que rien ne leur résisterait.

MAURICE DELARUE.

(1) Parti du Vietnam le 30 mai 1946, canonisé pendant trois semaines à Hanoï dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement français. Ho Chi Minh a été accueilli en visite officielle à Paris le 23 juin et s'est réinstallé à Hanoï le 10 septembre.

visite en France

Libres opinions

LES SOCIALISTES, PARIS ET HANOI

E

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

هكذا من الأصل

Le Vietnam deux ans après

III. — Une relève difficile

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Les « durs » s'appellent aussi sur des habitudes nées de la clandestinité et de la guerre : goût du secret poussé parfois jusqu'au ridicule, réseaux d'amitiés, systèmes d'autorisation et de restrictions de déplacement. Les difficultés de communications sont telles qu'un cadre local peut, s'il est mal contrôlé, se comporter en petit potentat. Une telle mentalité, faite de méfiance, s'est paradoxalement installée au Nord chez certains responsables, alors que la population a fait preuve pendant la guerre d'une fidélité et d'une abnégation sans limites. Qui plus est, il est difficile de se séparer de militants de la première heure, qui ont risqué leur vie aux moments les plus durs, surtout si l'on ne peut leur trouver de remplaçants.

Le débat entre les deux lignes est donc très vivace au sein du parti. La ligne « dure » est minoritaire mais maintient ses positions dans l'appareil, et conserve assez d'influence pour bloquer certaines décisions.

Marxisme-léninisme à la vietnamienne

Il y a aussi l'application des principes du marxisme-léninisme qui font leur travail. Mais la bureaucratie est omnipotente. « Je ne parviens toujours pas à comprendre comment nous avons réussi à gagner la guerre », s'exclame devant nous un vieux cadre, à la fois désabusé et fier du résultat obtenu. Sur le plan de la doctrine, on peut trouver dans le marxisme-léninisme vietnamien une sorte de pragmatisme, peut-être même plus pragmatique que les Américains. Ce pragmatisme, on le retrouve aussi dans l'utilisation de l'armée en temps de paix, des généraux « militaires » par opposition à ceux qui sont plus « politiques » — comme le général Van Thieu, membre du bureau politique, qui l'an dernier, se mettait en avant dans son récit de la chute de Saigon, retournant dans l'ombre. Les héros de la guerre ne sont pas nécessairement ceux de la paix.

Aujourd'hui, l'une des tâches principales de l'armée populaire est de « participer à l'économie nationale du pays », comme nous l'a dit le colonel Tran Minh Bac, rédacteur en chef adjoint du *Quan Doi Nhan Dan*, quotidien de l'armée.

Le rôle déterminant de l'armée

Nous avons visité le chantier d'une future ferme d'Etat militaire au sud de Saigon, dans la province de Long An. Trois cents soldats, aidés par des « jeunes volontaires » civils locaux, cultivent une centaine d'hectares de riz. On a commencé à défricher en 1975 et 3 000 hectares sur lesquels, selon le plan, mille cinq cents soldats produiront des légumes en 1980. Presque tout le travail se fait à la main, avec l'aide de trois tracteurs. C'est une unité « héroïque » qui prend part à ces travaux. Le 4^e bataillon des forces régionales qui a participé à l'offensive du Têt 1968 et à l'offensive finale contre Saigon. De 1972 à 1975, il a perdu 45 % de ses effectifs au combat. Quatre fermes militaires sont prévues dans la province. Cette mobilisation de toutes les énergies, ce retour des soldats à la production montre l'importance primordiale que revêt pour le Vietnam la reconstruction économique. Sur des bases socialistes certes, mais avant tout vietnamiennes.

Prochain article :
DU BRICOLAGE
A LA PLANNIFICATION



Claude Mauriac
La terrasse de Malagar
Le temps immobile tome 4

Deux ans après la chute de Saigon, le régime pro-américain de Saigon, le Vietnam, désormais réunifié, manifeste une volonté d'ouverture diplomatique en direction de l'Occident sans pour autant remettre en question son appartenance au camp socialiste. Dans la partie sud du pays, l'installation d'un régime communiste, le transfert d'une partie de la population vers les campagnes, la maladresse de certaines cadres, suscitent encore des résistances que le nouveau régime s'efforce d'ignorer sans recourir à une répression trop brutale (le Monde des 23 et 24-25 avril).

Hanoi. — Régulièrement, la télévision de la capitale vietnamienne diffuse des films sur les enfants, la jeunesse, les pionniers. La télévision, phénomène récent, appartient à l'école qu'il fallait soit jusqu'à 21 heures, heures où se terminent les programmes, on note une forte baisse de tension des appareils électro-ménagers, ce qui signifie que le personnel est asséché autour du petit écran.

Les enfants, la jeunesse, ont une importance primordiale pour les dirigeants vietnamiens. « C'est elle qui doit gagner la bataille du socialisme », nous disait un haut responsable. On se savait depuis longtemps au Nord où les jeunes générations se sont battues avec acharnement pour réaliser le rêve de leurs aînés. Mais c'est surtout au Sud que le changement est spectaculaire. La scolarisation et la modification des programmes d'enseignement s'adressent à des enfants qui, en 1975 encore, appartenaient à l'école qu'il fallait soit jusqu'à 21 heures, heures où se terminent les programmes, on note une forte baisse de tension des appareils électro-ménagers, ce qui signifie que le personnel est asséché autour du petit écran.

Des cadres à recycler

Le parti accorde une attention particulière à la formation et au recyclage des cadres qui doivent suivre, tout au long de leur carrière et parfois pendant plusieurs mois des cours de « rééducation ». Dans le nouveau premier arrondissement de Saigon (formé par la fusion des anciens premier et deuxième arrondissements), il restait quinze membres du parti

communiste en activité le 30 avril 1975 : cent cinquante militaires avaient été tués, trois cents emprisonnés. Aujourd'hui, le parti y compte mille cent membres, nouveaux venus et anciens. D'où les nombreux problèmes de gestion, d'administration et de relations avec la population.

« Il est difficile à nos cadres de absorber tout ce qu'ils ont appris, nous disait une personnalité. (...) Il y a des jeunes, dynamiques, ardents, qui s'imaginent qu'ils pourraient mener les choses plus rondement avec certaines pratiques, il faut les écarter, les éduquer. »

Ces cadres souvent inamovibles qui ont été pendant des années des privilégiés, de leurs propres hôpitaux, ont tendance à se sentir différents, d'autant que la tradition confucéenne est tenace. Il est bien rare qu'un cadre incomplet retourne à la rizière (le secrétaire du parti pour le cinquième arrondissement, un ancien du bureau de Phou-Condore, a pu être néanmoins condamné à quinze années de prison pour concussion).

Les « durs » restent influents

Mais en dépit de nombreuses directives et de sanctions sévères, on ne change pas une mentalité millénaire en quelques décennies. Les principaux dirigeants, comme MM. Le Duan ou Pham Van Dong, cherchent à combattre ces pratiques en développant l'initiative et la critique au sein de la population. La chose n'est guère aisée non plus. Une bureaucratie puissante bloque ou déforme souvent ces initiatives. Témoin ce responsable d'un camp de rééducation à qui nous avons demandé comment avait été appliquée la directive du premier ministre sur la libération des médecins :

- « En avez-vous libéré ? »
- « Oui, un certain nombre. »
- « Combien y en avait-il ? »
- « Un certain nombre. »
- « Combien en reste-t-il actuellement en rééducation ? »
- « Un certain nombre. »

Dans l'appareil du parti, de l'administration, dans la police, omnipotente, voire dans certains secteurs de l'armée, les « durs » ont encore des poids solides. Leur porte-parole officiel

en visite en France

Libres opinions

LES SOCIALISTES, PARIS ET HANOI

par LIONEL JOSPIN (*)

EN pénétrant le 30 avril 1975 à Saigon, les troupes de l'armée régulière du Vietnam mettaient fin au partage du pays. Avec l'unité et l'indépendance nationales reconquises, les deux principaux objectifs des Vietnamiens et de leurs dirigeants étaient atteints. Arrivait à son terme une époque non de trente mais de plus de cent ans. A son origine il y avait eu, non pas les accords de Paris (1973), ni ceux de Genève (1954), mais les expéditions lointaines du Second Empire, ou plus récemment la sinistre force de l'extrême Thierry d'Argenlieu tirant de sa poche Nguyen Van Thinh et la République de Cochinchine (1949).

L'entrée des *bo doi* à Saigon avait aussi créé les conditions de succès d'un dialogue entre la France et le Vietnam. Désormais indépendants et égaux, les deux pays étaient libres d'établir entre eux des liens fructueux de solidarité et de coopération. Paris, après quelques hésitations, comprit cette évolution et invita le premier ministre de la République socialiste du Vietnam à se rendre en France.

Qui aujourd'hui ne se rappelle pas avec regret l'accueil fait à la proposition de Hanoi d'un Vietnam libre descendant au sein de l'Union française ? Qui n'évoque l'ambiguïté et les immenses et tragiques effets de la guerre franco-vietnamienne, cette « guerre fratricide », selon le mot de Ho Chi Minh ? Mais on ne revient ni cent ni trente ans en arrière. Depuis les accords de Genève, chaque pays a parcouru son chemin. Or le temps a transformé le visage que chacun avait de l'autre quand ils vivaient en union forcée à l'ère coloniale.

Aux conditions nécessaires à l'ouverture du dialogue — égalité et indépendance, — il faut que s'ajoute maintenant celle de la réussite. Du côté français : la conscience d'un Vietnam héroïque, tenace, fier et désireux de maintenir dans la paix comme dans la guerre sa liberté d'agir et le désir de participer à sa reconstruction. Et pour les Vietnamiens : l'espoir à terme de retrouver la France de la Révolution, de la Commune de Paris, du Front populaire (qui ouvrit la porte des prisons à nombre des dirigeants actuels du Vietnam), et tout de suite la volonté de renouer les liens, que paraissent exprimer clairement plusieurs gestes : la France n'a-t-elle pas été le seul pays occidental (avec la Suède) invité à se faire représenter au trentième anniversaire de l'indépendance du Vietnam (proclamée le 2 septembre 1945... contre elle) ? Paris n'est-elle pas la première capitale vietnamite par Pham Van Dong depuis le 30 avril 1975 ?

Analysant les relations entre la France et le Vietnam devraient rapidement se développer, puisque le contexte n'a jamais été aussi favorable à leur développement.

Toutefois le cortège des erreurs de la politique française en Indochine nourrit l'inquiétude. Le gouvernement français saura-t-il adopter une position dénuée d'arrière-pensée, de suspicion, de ces calculs qui font un peu trop table rase de décennies d'exploitation coloniale et de destruction des deux guerres, la nôtre et celle des Américains ? Pourtant, l'enjeu est là, et il est de taille. En contrepartie d'une aide à la reconstruction d'un pays, dont ne répètera pas assez combien il a été dévasté, que peut espérer raisonnablement la France ? Sont en cause : l'existence en Asie du Sud-Est d'un pôle de culture qui pourra faire une bonne place à la langue, à la littérature et à la science française ; une coopération dans le domaine scientifique, agricole et médical qui ne serait pas érie à sens unique, mais collaboration entre spécialistes de haut niveau ; le maintien d'entreprises françaises autour de Ho-Chi-Minh-Ville (dans le cadre du code des investissements préparé par Hanoi) ; à terme, un marché et — qui sait — une source d'approvisionnement en pétrole.

Cependant, il y a plus et mieux à faire entre la France et le Vietnam : les deux pays, qui cherchent à préserver leur indépendance envers et contre toute volonté d'hégémonie des grandes puissances de notre temps, doivent viser à une concertation sur les problèmes politiques. Pour sa part, un gouvernement d'union de la gauche s'efforcera d'atteindre ces buts. Il paraît, en effet, de l'intérêt commun du Vietnam et de la France de tout faire pour conforter leur liberté de décision et d'action dans une région du monde dont ni le Vietnam, bien entendu, ni la France ne peuvent se désintéresser : le Sud-Est asiatique. Leur conception politique pourrait d'ailleurs s'étendre à d'autres aspects de la vie internationale : dialogue Nord-Sud, désarmement, Nations unies, etc.

Serait-il vain d'attendre que le « contentieux » juridique et psychologique, que charrie avec elle toute décolonisation, ne déteigne pas sur les réactions du gouvernement que nous avons aujourd'hui ? Peut-on espérer que Paris, prenant conscience de l'enjeu, ne cherche pas, dans les lenteurs administratives, les hésitations d'un moment difficile pour le développement du Vietnam, prétextes à retarder la mise en place des premiers éléments d'une collaboration à la hauteur de l'amitié et de l'estime mutuelle que se portent les deux peuples. Ce risque existe. Or les deux parties ne pourront aller de l'avant que si elles ont toutes deux une vive conscience de l'existence d'un objectif commun à la hauteur de leur ambition.

Un insuccès de la visite de Pham Van Dong, en France, n'aurait pas les conséquences de l'échec du voyage de Ho Chi Minh, qui était revenu « les mains vides » de Fontainebleau en 1946. Il retarderait, cependant, tout à fait inutilement, le début d'une ère nouvelle entre Paris et Hanoi, capitale du Vietnam réunifié. En tout cas, pour la gauche française, l'histoire des relations franco-vietnamiennes est arrivée à un point de sa course qui devrait être celui de relations exceptionnelles.

(*) Secrétaire International « tiers-monde » du parti socialiste.

Deux mille cinq cents ressortissants français attendent de pouvoir quitter le Sud

Deux ans après la chute de Saigon, quelque deux mille cinq cents ressortissants français, en majorité d'origine indochinoise, attendent de pouvoir quitter la zone sud du Vietnam pour regagner la France. Un millier de détenteurs de passeports français souhaiteraient, en revanche, rester. Il est probable que, si ces derniers maintenaient leur décision, il leur serait demandé d'opter pour la citoyenneté vietnamienne.

En réponse à une question du sénateur Roger Poudonson (C.D.P., Pas-de-Calais), le ministre des affaires étrangères, M. de Guringaud, a rappelé, le 16 février, que, pour permettre les rapatriements après la cessation des desastres aériennes internationales à partir de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), le gouvernement français avait demandé à la compagnie Air France d'assurer des vols spéciaux à partir de Bangkok.

Commencés le 12 août 1975 sur un rythme quotidien, ces vols ont été depuis, considérablement réduits. Actuellement, un Boeing d'Air France effectue une seule

rotation entre la capitale thaïlandaise et Saigon.

D'après M. de Guringaud, ces navettes avaient permis d'évacuer, jusqu'en février, près de huit mille ressortissants français qui, pour 80 % d'entre eux, ont été transportés aux frais de l'Etat jusqu'à Paris. Plusieurs centaines d'autres ressortissants étrangers ont profité, à leurs frais, de ces vols.

Selon le ministre des affaires étrangères, « le mouvement des retours est freiné par les difficultés que beaucoup de nos compatriotes rencontrent pour obtenir des services vietnamiens le visa de sortie exigé pour quitter le pays ». Le ministre précisait que les vols de rapatriement seraient poursuivis, moyennant l'accord des autorités vietnamiennes, « aussi longtemps que la nécessité en apparaîtra ».

D'autre part, les autorités vietnamiennes viennent de signer avec Air France un accord prévoyant l'ouverture, d'ici à la fin de 1977, d'une escale de la compagnie française à Hanoi.

R. P. P.

Pham Van Dong

substantiels aux investisseurs étrangers

de l'année dernière de nombreux patrons français (le Monde, 10 décembre 1976). L'atmosphère de confiance est maintenant très propice à la publication du projet de règlement des investissements étrangers, qui donne ci-dessous les caractéristiques importantes.

Le capital investi, en 1975, a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

Le montant des bénéfices a été de 100 millions de dollars, contre 80 millions en 1974.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DES ANNÉES

La municipalité de New-York présente un budget en équilibre

De notre correspondant

New-York. — Le budget de la ville de New-York, portant sur la période qui va du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978, vient d'être rendu public par le maire, M. Beame, sera équilibré pour la première fois depuis de longues années. Il ne contient pas de déficit dissimulé et n'a pas recours, pour autant qu'il apparaisse, à des tours de passe-passe de comptabilité.

Le nouveau budget de New-York au chiffre de 13,9 milliards de dollars. Il permettra à la ville d'embaucher ou de réembaucher 8 400 employés, dont 1 372 policiers, 500 pompiers, 1 700 gardiens de parcs qui avaient été licenciés, et aux bibliothèques municipales de rester ouvertes — comme avant les restrictions qui furent imposées en raison des compressions budgétaires — six jours par semaine.

Le nouveau budget prévoit la construction d'un palais des congrès, l'achat de 225 camions pour les services de voirie, la construction de deux nouvelles écoles et la plantation d'arbres le long d'un certain nombre d'avenues importantes dans le centre. Même les milieux politiques hostiles au maire se sont déclarés agréablement surpris par ce budget et y voient « l'œuvre d'un magicien ». Personne ne croyait sérieusement que le budget de New-York pourrait un jour cesser d'être déficitaire. En fait M. Beame vient peut-être de prouver que ce dernier aurait pu être équilibré depuis longtemps si l'administration de la ville et ses politiciens l'avaient souhaité.

Les plus pauvres touchés

Pour la première fois aussi depuis trente ans la municipalité va être en mesure de réduire — très légèrement — l'impôt municipal. En un premier temps, le nouveau budget prévoyait un déficit de 725 millions de dollars, mais M. Beame parvint à l'éliminer en obtenant notamment 250 millions de dollars du gouvernement fédéral destinés au paiement des intérêts dus par la ville, 165 millions pour la formation professionnelle, 135 millions aux termes du programme de partage des revenus.

Les problèmes financiers de New-York, dont la dette se chiffre à 10 milliards de dollars environ, sont loin d'être résolus.

Argentine

REMISS EN LIBERTÉ

Le directeur du «Buenos Aires Herald» fait l'objet d'une information judiciaire

Buenos Aires (A.F.P., A.P., Ruter). — M. Robert Cox, citoyen britannique, directeur du *Buenos Aires Herald*, journal publié en langue anglaise dans la capitale argentine, a été libéré le samedi 23 avril après vingt-quatre heures de détention. Il fera l'objet de poursuites judiciaires. Il a déclaré qu'un juge instruit une accusation de « publication d'informations subversives » portée contre lui. M. Cox avait publié le 21 avril un compte rendu de la conférence de presse donnée la veille à Rome par M. Firmicini, leader du mouvement péroniste de gauche les Montoneros. La loi argentine interdit la publication d'informations relatives à la guerre, sauf celles provenant d'une source autorisée.

D'autre part, le directeur adjoint du quotidien pro-gouvernemental *la Opinion*, M. Enrique Jara, de nationalité uruguayenne, a également été libéré après dix jours de détention, sans que les raisons de celle-ci aient été précisées.

En revanche, M. Jacobo Timmermann, directeur de *la Opinion*, demeure emprisonné. Et l'on est toujours sans nouvelles de M. Edgardo Sajon, ancien secrétaire de presse du président Lanusse et membre de la direction de *la Opinion*, ni de M. Enrique Raab, ancien rédacteur de *la Opinion*, enlevés chez eux par des inconnus, probablement membres d'organisations d'extrême droite.

D'autre part, cent cinquante personnes soupçonnées de subversion, de crimes économiques ou de complicité avec des éléments subversifs, ont été emprisonnées, sans comparution devant un juge d'instruction, en Argentine, au cours des quinze derniers jours, a annoncé, le 23 avril, le ministère de l'Intérieur. M. S. et à la disposition de l'exécutif, les prisonniers peuvent rester détenus indéfiniment sans passer en jugement.

Enfin, quatre guérilleros, deux hommes et deux femmes, ont été tués, le 23 avril, près de Buenos Aires, au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre. La police précise que les guérilleros, qui circulaient à bord de deux automobiles, ont refusé de se soumettre à un contrôle et ont ouvert le feu. Dans les véhicules, les policiers affirmèrent avoir trouvé des armes, des armes de gros calibre et de la propagande du mouvement de guérilla des Montoneros (péronistes de gauche).

Le Fonds monétaire international a accordé un prêt de 100 millions de dollars à l'Argentine, a annoncé, samedi 23 avril, M. Martínez de Hoz, ministre de l'économie. Buenos Aires avait déjà obtenu un prêt de 200 millions de dollars du F.M.I. après le coup d'Etat militaire du 26 mars 1976. — (A.F.P.)

MIKIS THEODORAKIS CHANTE POUR CHYPRE
Samedi 30 avril 1977
à 20 h. 30 Salle Pleyel
Prix : 15 à 50 F
Loc. Pleyel, Bureau 3 FNAC, CROUS

PLM BIARRITZ
★★★★ au bord de la plage
Hôtel-Résidence : 210 chambres et appartements - pour vos vacances et vos séminaires.
PLM BIARRITZ - Réservation centrale - Tél. : 538 73 46 - Téléc. : 270 740.

PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris
800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589 89 80

AFRIQUE

Ethiopie

En fermant six consulats étrangers à Asmara

Les militaires ont choisi d'isoler totalement l'Érythrée

Addis-Abeba (A.F.P., Ruter, U.P.I.). — L'ensemble des services américains installés en Éthiopie — excepté l'ambassade elle-même — ont été fermés le samedi 23 avril par les autorités. Les personnels (trois cents personnes environ) devront quitter le pays avant quatre jours. Les organisations frappées par cette mesure sont : le Centre culturel américain (USIS), la mission de recherche médicale navale (NAMRU), la mission des conseillers militaires (MAAG) et ce qui reste de l'ancienne base de télécommunications de Kagnev, en Érythrée. Dans un communiqué diffusé par la radio, le DERR (comité militaire) a justifié cette mesure en déclarant notamment : « L'existence d'une mission de conseillers militaires américains est inutile à un moment où le gouvernement américain n'a jamais parlé de violation des droits de l'homme quand le régime fasciste de Haile Sélassié démantelait des milliers de paysans éthiopiens affamés par la faim et des traitements inhumains ».

Cette décision, prise sous la pression de l'allemand radical du Derg et du « bureau politique », consacre une rupture entre l'Éthiopie et les États-Unis, qui furent, pendant plus de vingt années, les principaux protecteurs et fournisseurs d'armes de l'ancien empire. Elle était déjà consommée en pratique. Le 1^{er} février, les militaires éthiopiens avaient annoncé leur intention de s'approprier en armement dans le camp socialiste, dont le nouveau régime révolutionnaire n'a cessé de se rapprocher depuis plusieurs mois. Le président Carter, de son côté, avait annoncé le 26 février une réduction de l'aide américaine à plusieurs pays (dont l'Éthiopie) qui, estimait-il, ne respectent pas les droits de l'homme. Les Américains, en revanche, ont accusé notoirement leur rôle au Soudan, pays avec lequel l'Éthiopie est en état de quasi-belliférance depuis le début de l'année.

Cette rupture avec les États-Unis — qui néanmoins ne va pas encore jusqu'à la rupture des relations diplomatiques — est également à rapprocher de la récente tournée de M. Castro en Afrique, et notamment à Addis-Abeba, où le premier ministre cubain a séjourné à plusieurs reprises. La semaine dernière, une trentaine de chars T-34 soviétiques sont arrivés en Éthiopie où se trouvaient également, dit-on, quelques conseillers cubains et des soldats sud-yéménites.

Vers une grande offensive ?

Les autorités d'Addis-Abeba ont d'autre part ordonné la fermeture de six consulats étrangers à Asmara, capitale de la province d'Érythrée. Il s'agit des consulats américain, belge, italien, français, soudanais et britannique. Le personnel de ces consulats devra quitter cette province septentrionale, où la situation militaire ne cesse de se dégrader au profit des Fronts de libération qui luttent depuis près de quinze ans pour l'indépendance. Cette volonté des militaires d'isoler l'Érythrée semble confirmer l'imminence d'une « grande offensive » contre des Fronts d'Érythrée, et cela avant le début de la saison des pluies (juin-juillet).

Les militaires ont multiplié ces derniers jours les appels à la population à se préparer à de « grandes sacrifices » pour sauvegarder l'intégrité territoriale du pays. Plusieurs villes importantes ont été prises d'assaut depuis le début de l'année aux mains des maquisards érythréens soutenus par le Soudan et l'ensemble des pays arabes (excepté la Libye et le Sud-Yémen).

Le gouvernement américain n'a pas réagi à cette série de mesures, se contentant de protester contre le délit trop répété imposé à ses alliés. Le gouvernement de Rome, en revanche, a exigé « avec la plus grande énergie » que la sécurité des « possessions italiennes » en Érythrée, ancienne colonie italienne, soit assurée.

Sénégal

La fin de la visite de M. Giscard d'Estaing

< Mesdames les Saint-Louisiennes... >

De notre envoyé spécial

Saint-Louis-du-Sénégal. — Rompant pour sa dernière journée en terre sénégalaise, avec les préoccupations politiques, M. Valéry Giscard d'Estaing a rendu, samedi matin 23 avril, visite à Saint-Louis. Après avoir survolé en hélicoptère le site du futur barrage de Diama, il est, avec M. Senghor, entré dans la cité qui demeure le haut lieu privilégié, où commencent de façon intime l'histoire de France et celle du Sénégal.

Ovationné dès son arrivée sur la place Faidherbe, qui, dix-sept ans après l'accession du Sénégal à l'indépendance, a conservé son nom, le président est l'occasion de prendre ses premiers véritables bains de foule depuis le début de son séjour. Reputée frondeuse, généralement hostile au pouvoir central, quel qu'il soit, la population Saint-Louisiennaise est, en revanche, accueillante à l'étranger. La turbulence politique, qui en fait l'un des fiefs de l'opposition, n'a pas entamé sa francophilie.

Le président de la République française fut accueilli par M. André Guillabert, ambassadeur du Sénégal en France, maire de la ville.

« Que votre présence parmi nous, lui dit-il, quelques jours seulement après la décision historique que vous avez prise, en relevant le défi de ceux qui ne cessent d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Afrique, sous les prétextes les plus fallacieux, mais dans un but très arrêté, soit le gage de notre compréhension et de notre totale approbation. » M. Giscard d'Estaing ne revint pas sur ce sujet. Il évoqua longuement les siècles passés, la culture sénégalaise en particulier et africaine en général, et rappela que Saint-Louis abrite la deuxième université du pays.

L'histoire de la ville commence selon les uns en 1588, selon d'autres en 1638. Une longue suite de gouverneurs, parmi lesquels se détache le nom de Faidherbe, a laissé des empreintes profondes. Saint-Louis est fière de Pierre Loti, qui écrivit ici le *Roman d'un spahi*, et les édiles montrent aux hôtes de passage la maison dans laquelle l'écrivain résida plusieurs mois. Plus proche de nous reste présent le souvenir de Jean Mermoz et de ses compagnons de l'Aéropostale qui, à bord de l'hydravion Latécoère-25 *Camille-de-la-Vaux*, réalisèrent, le 12 mai 1930, la première liaison aérienne transatlantique entre l'hydrobase de Saint-Louis et la ville brésilienne de Natal.

L'éclat que les autorités sénégalaises ont voulu donner à cette journée du 24 avril fait que la visite du président de la République française rejoindra dans la légende celle d'autres festivités dont les Saint-Louisiennes conservent le souvenir : l'escalade, en 1840, du navire qui ramenait de Saint-Hélène en France les cendres de l'empereur Napoléon I^{er} ; la commémoration, en 1965, du vingtième anniversaire de la traversée de l'Atlantique sud ; la visite, en décembre 1959, du général de Gaulle.

La foule et les vœux qui accompagnent M. Giscard d'Estaing ont le chemin des prentes profondes. Saint-Louis gémit de l'enthousiasme de ceux qu'il appelle dans son allocution de remerciement à M. Guillabert : « Mesdames les Saint-Louisiennes, Mesdames les Saint-Louisiennes... » — Ph. D.

Zaire

Le « guide suprême » sur le front du Shaba

(Suite de la première page.)

La deuxième brigade zairoise y côtoie quelque deux cents militaires marocains, commandés par le colonel Abdel Wahed. A l'heure du déjeuner, les deux camps ont tenu le rythme du feu. L'ordre est complété par du poison séché chinois et des conserves sud-africaines, on leur fait preuve d'un optimisme de bon aloi. Un officier zairois nous confirme que les Marocains « ne sont pas allés au contact », la situation ne l'exigeant pas. Ils se sont donc contentés de fournir un appui-feu aux combattants zairois. Mais leur arrivée sur le front a incontestablement fouetté le moral d'une armée quelque peu découragée, en proie au doute, et les désertions n'étaient pas rares.

A l'intérieur du campement de Kaywezi, le président Mobutu est accueilli au son des chants et des tam-tams. Il se tient immobile pendant un quart d'heure face aux soldats déployés en demi-cercle, transformés en acteurs d'un spectacle étonnant, qui tient à la fois de l'homme, de l'incantation collective et du défi à l'ennemi. A l'invitation d'un meneur de jeu, le chœur militaire, grave et puissant, scandé quelques formules sans cesse répétées : « Mobutu tout-puissant », « Mobutu tout-puissant ».

Le président met fin lui-même à ce témoignage de bruyante fidélité. Devant une carte d'état-major, un commandant chargé des opérations évalue les journalistes pour « réserver la prime des informations militaires au président-toucheur ». Celui-ci se retire ensuite sous un arbre, accompagné de ses officiers, et tient conseil.

Les « Katangais » ont-ils, dans leur rapet, pratiqué la politique de la terre brûlée ? Des unités gouvernementales ont-elles réglé quelques comptes avec certaines communautés villageoises, jugées trop accueillantes envers des envahisseurs frères de race ? En « nettoyant » la piste lors de sa réouverture, l'armée zairoise a désamorcé une douzaine de mines antichars. Près de la rivière Lubutu rôde encore l'odeur de la mort. C'est ici qu'éclatèrent, le 14 avril, les engagements les plus violents de cette « petite guerre du Shaba », qui, à moins d'une nouvelle escalade militaire pour l'instant, paraît probable, aura fait « seulement » au total une quarantaine de morts. Dans sa reconquête du terrain perdu, l'armée gouvernementale n'a pratiquement rencontré aucune résistance.

On peut dès maintenant tirer quelques enseignements de l'échec de l'opération. A l'origine, elle a été incontestablement bien menée sur le plan militaire. Elle a pris au dépourvu une armée souvent inefficace, mal dirigée et peu motivée. Ce *Kriegspiel* s'est déroulé selon une stratégie offensive classique (comportant notamment des attaques en quinconce) digne de la pédagogie des meilleurs écoles de guerre. En face d'eux, les assaillants n'ont trouvé que deux sortes d'adversaires : d'une part, des militaires appartenant à la même ethnie qu'eux (les Lutas) et peu désireux de croiser le fer avec leurs frères de race ; d'autre part, des soldats originaires du Nord ou du Centre. Ils ont pu, dans ce contexte, frapper vite et marquer des points.

Toutefois, le résultat du plan supposé que le centre millier de Kaywezi s'effondrerait, soit sous la poussée extérieure, soit sous l'effet d'une subversion interne. Or Kaywezi « tenu », le « soulèvement populaire » ne s'est pas produit ; en dépit des raisons qui auraient pu le faciliter (dégradation constante de la situation économique, poursuite de l'inflation, baisse du niveau de vie, etc.), les quatorze mille travailleurs africains de la compagnie Gécamines, qui extrait le cuivre, n'ont pas bougé. Cette indifférence a privé les rebelles de l'étout sur lequel ils comptaient.

Les Zairois, certes, ne se sont pas spontanément mobilisés en masse pour défendre le régime en place. Mais ils n'ont pas « basculé », notamment au Shaba. Le détonateur a joué, nous dit un observateur, mais le poudre était mouillée.

Après s'être emparés de Kaywezi, les rebelles envisageaient de restaurer la République démocratique du Congo, sa Constitution fédérale et son drapeau, puis de négocier avec les autorités de Kinshasa un aménagement des relations entre le pouvoir central et celui du Shaba, à la condition que le président Mobutu soit écarté du pouvoir.

D'autres secteurs, de nature et d'importance diverses, ont empêché les rebelles de pousser leur avantage : le sans politique du président Zaire, qui, tout au long de cette crise, a conservé son sang-froid, la réorganisation du commandement opérationnel, l'embarras et la gêne de nombreux pays africains, la sympathie active manifestée par certains autres à l'égard du régime zairois et, bien sûr, l'envoi au Shaba d'un corps expéditionnaire marocain.

Mais la faiblesse majeure de l'opération résidait ailleurs. Elle tenait précisément au caractère « katangais » de la rébellion, que rien n'a pu occulter. La ligne de front, avant la contre-offensive gouvernementale, correspondait très exactement à l'implantation de l'ethnie Luta, majoritaire aussi de l'autre côté de la frontière angolaise. Héritière du prestigieux royaume de Balunda, les rebelles n'ont pas réussi à se débarrasser de cette étiquette « katangaise » qui réveille tant de mauvais souvenirs au sein de la population zairoise, tant de craintes dans un continent où le « séparatisme » demeure l'ennemi numéro un.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

A travers le monde

Bangladesh

LE GENERAL ZIAUR RAHMAN, nouveau chef de l'Etat (le Monde du 23 avril) a ordonné, samedi 23 avril, la libération de sept cent trente-sept détenus politiques. — (A.F.P.)

Mexique

L'ARMÉE ET LA POLICE ont occupé dimanche 24 avril les locaux de l'université autonome d'Oaxaca, au terme d'affrontements qui ont causé la mort d'un étudiant et fait deux blessés. Plusieurs personnes ont été arrêtées. Les forces de l'ordre ont pénétré sur le campus de l'université afin de déloger les membres du « Groupe pour

Rhodésie

QUATORZE GUERRILLEROS NATIONALISTES ont été tués par les forces de sécurité rhodésiennes au cours de ces dernières quarante-huit heures, annonce, dimanche 24 avril, un communiqué à Salisbury. Le communiqué précise que certains de ces guerilleros avaient récemment tué un employé du service d'entretien des routes lors d'une embuscade.

Tunisie

M. JEAN-MARIE BRESSAN, président de la Fédération mondiale des villes jumelées, a annoncé samedi 23 avril au président Bourguiba qu'il avait été nommé président d'honneur de l'Union des villes de la Méditerranée. Le chef de l'Etat tunisien a accepté cette distinction. — (Corresp.)

Portugal

ANNIVERSAIRE DU 25 AVRIL

Socialistes et partisans du commandant Otelo de Carvalho ont manifesté à Lisbonne

Un grand rassemblement a eu lieu à Lisbonne, le samedi 23 avril, pour commémorer le 25 avril 1976, jour de la révolution des œufs. Des milliers de personnes, dont beaucoup de socialistes et partisans du commandant Otelo de Carvalho, ont manifesté dans les rues de la capitale portugaise. Les manifestants ont porté des banderoles et des pancartes, et ont chanté des chansons révolutionnaires. Les forces de l'ordre ont été présentes pour maintenir l'ordre, mais aucune violence n'a éclaté. Le rassemblement a été pacifique et a duré plusieurs heures.

Allemagne fédérale

audiences du procès Baader ont pris fin

De notre correspondant

Les audiences du procès Baader ont pris fin. Les juges ont rendu leur verdict. Les accusés ont été condamnés à différentes peines de prison. Le procès a été l'un des plus importants de l'histoire récente de l'Allemagne fédérale.

Le procès Baader a duré plusieurs années. Il a attiré l'attention internationale. Les médias ont suivi de près les développements de l'affaire. Les juges ont tenu de nombreuses audiences publiques.

Les accusés du procès Baader ont été jugés séparément. Certains ont été condamnés à la prison à vie, d'autres à des peines de prison plus courtes. Les juges ont expliqué les raisons de leurs décisions.

Le procès Baader a été un événement majeur de la vie politique allemande. Il a soulevé de nombreuses questions sur la justice et la sécurité.

Les audiences du procès Baader ont pris fin. Les juges ont rendu leur verdict. Les accusés ont été condamnés à différentes peines de prison. Le procès a été l'un des plus importants de l'histoire récente de l'Allemagne fédérale.

Le procès Baader a duré plusieurs années. Il a attiré l'attention internationale. Les médias ont suivi de près les développements de l'affaire. Les juges ont tenu de nombreuses audiences publiques.

Les accusés du procès Baader ont été jugés séparément. Certains ont été condamnés à la prison à vie, d'autres à des peines de prison plus courtes. Les juges ont expliqué les raisons de leurs décisions.

Le procès Baader a été un événement majeur de la vie politique allemande. Il a soulevé de nombreuses questions sur la justice et la sécurité.

Les audiences du procès Baader ont pris fin. Les juges ont rendu leur verdict. Les accusés ont été condamnés à différentes peines de prison. Le procès a été l'un des plus importants de l'histoire récente de l'Allemagne fédérale.

مكتبة من الأصل

EUROPE

MERCREDI

Sénégal

de la visite de M. Giscard d'Estaing salués les Saint-Louisien

De notre envoyé spécial

Louis, du Sénégal, — M. Giscard d'Estaing, en sa dernière tournée africaine, a salué les Saint-Louisien. Le président de la République française a été reçu par le maire, M. Valéry Giscard d'Estaing, et par le préfet, M. Jean-Pierre Gaudin. Le président français a été reçu par le maire, M. Valéry Giscard d'Estaing, et par le préfet, M. Jean-Pierre Gaudin. Le président français a été reçu par le maire, M. Valéry Giscard d'Estaing, et par le préfet, M. Jean-Pierre Gaudin.

Le président français a été reçu par le maire, M. Valéry Giscard d'Estaing, et par le préfet, M. Jean-Pierre Gaudin. Le président français a été reçu par le maire, M. Valéry Giscard d'Estaing, et par le préfet, M. Jean-Pierre Gaudin. Le président français a été reçu par le maire, M. Valéry Giscard d'Estaing, et par le préfet, M. Jean-Pierre Gaudin.

le front du Shah

Le front du Shah, le front du Shah, le front du Shah. Le front du Shah, le front du Shah, le front du Shah. Le front du Shah, le front du Shah, le front du Shah. Le front du Shah, le front du Shah, le front du Shah.

vers le monde

vers le monde, vers le monde, vers le monde. vers le monde, vers le monde, vers le monde. vers le monde, vers le monde, vers le monde. vers le monde, vers le monde, vers le monde.

Portugal

L'ANNIVERSAIRE DU 25 AVRIL 1974

Socialistes et partisans du commandant Otelo de Carvalho ont manifesté à Lisbonne

De notre correspondant

Lisbonne. — Ici, poste de commandement du Mouvement des forces armées. Les forces armées lancent un appel aux habitants de Lisbonne, qui doivent rentrer chez eux et demeurer tranquilles. Il était à 11 h. 20 du matin, le 25 avril 1974. Quelques heures plus tard, dans les rues de Lisbonne, des civils et des militaires célébraient dans la joie la chute de la dictature. C'était la « révolution des œillets », qui fleurissaient les boutonnières et les fusils.

Rendant hommage à l'actuel ministre de l'Agriculture, M. Barroto, M. Soares s'est prononcé en faveur d'une réforme agraire qui ne mène pas à l'installation de l'Alentejo au bénéfice du P.C. — Nous avons, entretiens les socialistes du monde entier à se défaire de leurs complexes par rapport aux partis communistes », a-t-il déclaré. Mais, pour le premier ministre, il y a aussi des « complexés » au sein de son propre parti : les membres de la Fraternité ouvrière, association fondée par M. Lopes Cardoso, qui s'agitent lorsque nous voulons mettre en pratique notre politique.

Espagne

Le ministre des travaux publics démissionne pour se présenter aux élections du 15 juin

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont réunis, samedi 23 avril, à Barcelone, devant l'hôtel de ville, pour réclamer le statut d'autonomie de 1932 pour la Catalogne. A Bilbao, des manifestations de nationalistes basques ont également eu lieu, cependant que la commémoration du bombardement de Guernica, autorisée pour la première fois par le gouvernement, a commencé par une « table ronde » d'écrivains. Un meeting doit avoir lieu, mardi, dans la petite cité basque, rasée par l'aviation allemande pendant la guerre civile.

Le P.C.E. a tenu d'autre part son premier meeting public samedi à Valladolid. M. Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a justifié à cette occasion l'adoption du drapeau sans et or de la monarchie et accusé l'Alliance populaire de M. Fraga d'avoir « provoqué l'armée ».

De notre correspondant

Madrid. — M. Leopoldo Calvo Sotelo, ministre des travaux publics, a donné sa démission, samedi 23 avril, pour pouvoir présenter sa candidature aux élections du 15 juin. Mais il se doute que d'autres ministres suivent son exemple. M. José María de Arelliza, ancien ministre des affaires étrangères, a annoncé, pour sa part, qu'il se présenterait au Sénat. Quant à M. Suarez, il est parti le 24 avril de Madrid en voyage officiel à Mexico et à Washington sans

préciser s'il serait ou non candidat. M. Calvo Sotelo, qui, semblait-il, se présentera sous les couleurs du Centre démocratique, a déclaré : « Je veux me joindre à cette majorité d'Espagnols qui expriment chaque jour leur confiance au gouvernement, et je désire collaborer avec eux en présentant au pays une option centriste ».

M. José María de Arelliza pourrait réintégrer le Centre démocratique, qu'il a quitté, ou bien prendre la tête d'une liste de candidats indépendants dans la province de Madrid, liste qui serait appuyée par l'ensemble de l'opposition. La Fédération démocratique-christienne de MM. Joaquín Ruiz Giménez et José María Gil Robles et le P.S.O.E. ont lancé, de leur côté, un appel pour la formation dans toutes les provinces de listes communes de « démocrates » soutenues par tous les partis de l'opposition. — J.-A.N.

Madrid. — M. Leopoldo Calvo Sotelo, ministre des travaux publics, a donné sa démission, samedi 23 avril, pour pouvoir présenter sa candidature aux élections du 15 juin. Mais il se doute que d'autres ministres suivent son exemple. M. José María de Arelliza, ancien ministre des affaires étrangères, a annoncé, pour sa part, qu'il se présenterait au Sénat. Quant à M. Suarez, il est parti le 24 avril de Madrid en voyage officiel à Mexico et à Washington sans

préciser s'il serait ou non candidat. M. Calvo Sotelo, qui, semblait-il, se présentera sous les couleurs du Centre démocratique, a déclaré : « Je veux me joindre à cette majorité d'Espagnols qui expriment chaque jour leur confiance au gouvernement, et je désire collaborer avec eux en présentant au pays une option centriste ».

M. José María de Arelliza pourrait réintégrer le Centre démocratique, qu'il a quitté, ou bien prendre la tête d'une liste de candidats indépendants dans la province de Madrid, liste qui serait appuyée par l'ensemble de l'opposition. La Fédération démocratique-christienne de MM. Joaquín Ruiz Giménez et José María Gil Robles et le P.S.O.E. ont lancé, de leur côté, un appel pour la formation dans toutes les provinces de listes communes de « démocrates » soutenues par tous les partis de l'opposition. — J.-A.N.

Madrid. — M. Leopoldo Calvo Sotelo, ministre des travaux publics, a donné sa démission, samedi 23 avril, pour pouvoir présenter sa candidature aux élections du 15 juin. Mais il se doute que d'autres ministres suivent son exemple. M. José María de Arelliza, ancien ministre des affaires étrangères, a annoncé, pour sa part, qu'il se présenterait au Sénat. Quant à M. Suarez, il est parti le 24 avril de Madrid en voyage officiel à Mexico et à Washington sans

préciser s'il serait ou non candidat. M. Calvo Sotelo, qui, semblait-il, se présentera sous les couleurs du Centre démocratique, a déclaré : « Je veux me joindre à cette majorité d'Espagnols qui expriment chaque jour leur confiance au gouvernement, et je désire collaborer avec eux en présentant au pays une option centriste ».

M. José María de Arelliza pourrait réintégrer le Centre démocratique, qu'il a quitté, ou bien prendre la tête d'une liste de candidats indépendants dans la province de Madrid, liste qui serait appuyée par l'ensemble de l'opposition. La Fédération démocratique-christienne de MM. Joaquín Ruiz Giménez et José María Gil Robles et le P.S.O.E. ont lancé, de leur côté, un appel pour la formation dans toutes les provinces de listes communes de « démocrates » soutenues par tous les partis de l'opposition. — J.-A.N.

UN POLICIER TIRE SUR UN MINISTRE

Lundi dernier, dans la banlieue de Stuttgart, un ancien commissaire de police, Ferdinand Rieche (52 ans) a tiré sur le ministre chargé de la construction au sein du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Son geste, apparemment gratuit, s'explique peut-être par la déception que lui a occasionnée son récent licenciement de l'entreprise multinationale Deutsche Neuropa, où il avait été engagé comme chef de la sécurité.

Interviewé après son attentat — manqué, le ministre n'ayant eu que la mâchoire fracassée —, Ferdinand Rieche a déclaré qu'il voulait par là prouver que la société libérale et démocratique privilégiait toujours l'arrestation par rapport à la protection. Selon lui, la surveillance et la prévention face aux criminels de toute sorte devraient être confiées à des hommes particulièrement compétents (et bien entraînés) tels que lui, bien sûr, Ferdinand Rieche ou, plus exactement :

Ferdinand le Radical

Mercredi sur les écrans.



**Dès qu'il atterrit,
l'homme No.1 Hertz "décolle"**

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme N° 1. Et un homme N° 1 n'attend pas. Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz N° 1 Club.

Un membre du Hertz N° 1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt : nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz N° 1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop! vous prenez le volant. Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme N° 1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz N° 1 Club. Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement. Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz No.1 Club
Téléphonez, signez et prenez le volant.
PARIS (01) 788.51.51 LYON (78) 27.28.86 NICE (93) 83.07.01

Allemagne fédérale

Les audiences du procès Baader-Meinhof ont pris fin

De notre correspondant

Bonn. — Après cent quatre-vingt-neuf jours d'audience, étalés sur près de deux ans, le procès de Stuttgart contre le « noyau dur » de la fraction de l'armée rouge (groupe Baader-Meinhof) touche à sa fin. Le président de la cour d'appel, qui juge en première instance les crimes particulièrement graves contre la sûreté de l'Etat, a annoncé, jeudi 21 avril, que le verdict serait rendu à la fin d'avril ou au début de mai.

Le dernier jour d'audience a eu lieu sans les accusés, qui ont renoncé à leur droit de parler les derniers. En sans leurs avocats, qui, depuis la découverte des écoutes de leurs entretiens avec leurs clients, ne participent plus au procès. Seuls les avocats commis d'office qui, depuis le début de la procédure, n'ont pas échangé un seul mot avec leurs « mandants », ont plaidé, après que le parquet eut requis la réduction à perpétuité pour les trois inculpés : Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe, accusés de cinq meurtres, de plusieurs tentatives de meurtres, d'attaques à main armée et d'attentats à l'explosif. A l'origine, il y avait cinq inculpés dans cette affaire. Deux, Holger Meins et Ulrike Meinhof, sont morts en prison.

Les plaidoiries des défenseurs commis par le tribunal ont été de véritables réquisitoires contre les conditions dans lesquelles le procès de Stuttgart a été mené depuis deux ans. Les avocats ont demandé la suspension de la procédure, qui obligerait, si elle était acceptée par la cour, à recommencer le procès depuis le début. Ils ne manquaient pas d'arguments :

(1) Plusieurs dizaines d'intellectuels allemands et étrangers ont signé un appel en faveur d'un changement des conditions de détention pour les accusés de Stuttgart qui appuient leurs revendications par une grève de la faim. Parmi eux, MM. Jean-Paul Sartre, Daniel Guérin et Pierre Halbwachs.

LANGUAGES STUDIES
Pour vraiment parler une autre langue, une seule solution : GROUPE V
Voici ce qui fait leur efficacité : — L'étude individuelle d'une langue étrangère dans une équipe de 3 personnes pendant 50, 75 ou 100 heures, avec des professeurs d'origine, hautement qualifiés. — Des cours de 2 à 4 semaines commençant chaque mois. — Pour tous les débutants ou niveaux intermédiaires à partir de 18 ans.

Dans nos différents centres : LONDRES, PARIS, LILLE, MADRID, MUNICH (et au mois d'août : CAMBRIDGE).

INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS : LANGUAGES STUDIES, 550, rue Saint-Bonnet, 12001 PARIS. — Téléphone : 260-53-70, 4, rue Sans-Pavé, 92 LILLE. Tél. 33-14-71.

EUROPE

UNE RENCONTRE ENTRE MM. PALME ET MITTERRAND

Y a-t-il un « modèle socialiste » suédois ?

Samedi 23 et dimanche 24 avril s'est tenue à Gouville (Oise) une rencontre à huis clos entre socialistes suédois et socialistes français, à l'invitation de ces derniers. La délégation suédoise était conduite par M. Olof Palme, ancien premier ministre, et comprenait notamment MM. Carl Lidbom, ancien ministre du commerce, Pierre Vinde, ancien secrétaire d'Etat aux finances, Gösta Rehn, directeur de l'Institut de recherches sociales du parti social-démocrate, et Pierre Schori, membre du secrétariat de cette formation et responsable

des questions internationales. Du côté français, plusieurs membres du secrétariat national du P.S. — Mme Edith Cresson et MM. Estier, Fajardie et Marinier — et de nombreux autres responsables socialistes entouraient M. Mitterrand.

Il s'agissait, au cours de cette rencontre, présentée comme « informelle » et « fraternelle », d'examiner les résultats de l'expérience socialiste suédoise, et d'en tirer, éventuellement, des enseignements pour la France.

Le pouvoir ouvrier, le contrôle du développement, les nationalisations, « peuvent y contribuer mais ne doivent pas devenir une mystique ».

Nationalisation et démocratie économique

M. Mitterrand a dit de son côté qu'il ne s'agissait pas, pour le P.S., d'imiter un modèle. Le colloque n'en a pas moins permis aux socialistes français de vérifier qu'un certain nombre de mesures importantes adoptées en Suède par les gouvernements sociaux-démocrates successifs trouvaient en France un terrain d'application tout désigné, s'agissant en particulier de la fiscalité, de la justice sociale, de l'exercice de la démocratie locale ou de la garantie des libertés individuelles. Mais, à plusieurs reprises au cours du débat, la différence — voire l'opposition — entre les deux conceptions du socialisme s'est manifestée assez vivement. « Les socialistes suédois exercent un pouvoir grâce à une théorisation, nous n'exerçons pas », devait noter un des rapporteurs du P.S., tout en reconnaissant que le pragmatisme social-démocrate et l'ensemble de réformes qu'il a su mener à bien s'inscrivent finalement de quelques grandes idées plus précises qu'il n'y paraît.

Cette différence observée dans la démarche intellectuelle des deux partis, s'est manifestée d'une façon particulière à propos des nationalisations. Les amis de M. Palme ont insisté sur le fait que celles-ci ne devaient être mises en œuvre que si elles étaient économiquement nécessaires, rationnelles. L'ancien premier ministre aura même, sans doute, mis son bête français dans un certain embarras en remarquant que, « en Suède, les nationalisations ont parfois été le fait de gouvernements bourgeois complaisants, qui en ont fait une arme idéologique ». Pour lui, c'est surtout la démocratie économique qui compte, c'est-à-dire

Quant au bilan de l'expérience social-démocrate dressé à l'aide de plusieurs rapports sur « la démocratie industrielle en Suède », « la lutte contre les inégalités », le pouvoir local, etc., il a en fait conduit les participants à s'interroger sur l'existence d'un « modèle socialiste suédois ». M. Palme, il est vrai, a répondu que ses amis s'étaient toujours refusés à jouer un tel rôle : pour l'ancien premier

Yigal Allon

Israël : la lutte pour l'espoir

L'un des hommes clés du Moyen-Orient parle

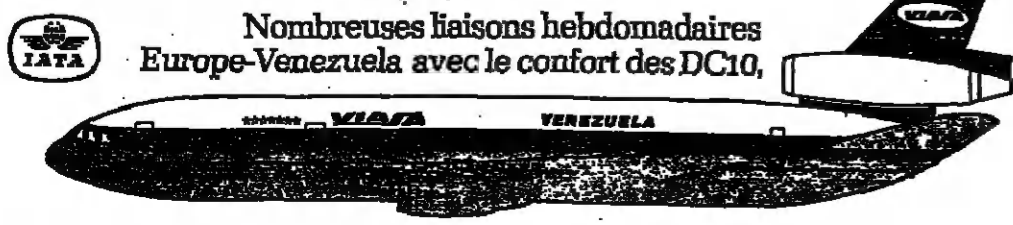
Collection les Grands Leaders dirigée par Claude Gayman.

Stock

Paris-Caracas.

La seule liaison directe.

Nombreuses liaisons hebdomadaires Europe-Venezuela avec le confort des DC10.



VIA SA

PRESTIGE DU VENEZUELA DANS LE MONDE

Venezuela Internacional de Aviacion SA
S.A. Agent Général pour la France
34 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris.
Réservation passage: 01 260 57-10 Fax: 01 515 78-00

DES PHYSICIENS FRANÇAIS CRÉENT UN COMITÉ POUR DÉFENDRE YOUNG ORLOV

Un Comité des physiciens pour la défense de Young Orlov (1) a été fondé à Paris le 23 avril pour mener une campagne pour la libération du physicien soviétique, membre du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, incarcéré depuis le 10 juillet dernier à la prison de Lefortovo, à Moscou. Les fondateurs sont MM. A. Kastler, prix Nobel de physique, membre de l'Institut ; A. Abrabam, L. Lévy-Régnier, membres de l'Institut ; les professeurs J. Durup, F. Lévy, P. Meyer (Paris-Sud), J.-P. Mathien, P. Millies (Paris) et - Marie - Curie, E. Schatzman, président de la Société de physique (Paris-VII) ; MM. Iloupoulos et J. Scherk (maîtres de recherche au C.N.R.S.).

(1) M. J.-P. Mathien, université Pierre-et-Marie-Curie, 4, place Jussieu, 75005 Paris.

Belgique

LE DIRIGEANT SOCIALISTE VICTOR LAROCK MEURT SUBITEMENT A MADRID

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Victor Larock, ancien ministre des affaires étrangères, est mort subitement en Espagne le dimanche 24 avril. A la tête d'une délégation belge, il assistait à un congrès des socialistes européens en compagnie de M. Jos Van Eynde, ministre d'Etat.

M. Larock était né à Ans, un faubourg de Liège, le 6 octobre 1904. Fils de mineur, il avait fait de brillantes études à l'université de Liège, puis à Paris, comme élève étranger de l'Ecole normale supérieure, et il répétait que les plus belles années de sa vie s'étaient passées rue d'Ulm. Après une brève carrière dans l'enseignement, il passa à la politique dans les rangs du parti socialiste avec Henri Rolin, à l'époque d'Emile Vandervelde. Il fut parmi les socialistes qui militèrent le plus farouchement contre le régime de Léon Degrelle et contre la politique de neutralité de Léopold III. Après la guerre, il devint député et directeur politique de l'organe du parti socialiste, le *Peuple*. élu député de Bruxelles en 1949, il devint ministre du commerce extérieur en 1954, dans le cabinet Van Acker, et, en mai 1975, il succéda à Paul-Henri Spaak au portefeuille des affaires étrangères, quand celui-ci fut nommé secrétaire général de l'O.T.A.N. Ministre de l'éducation nationale dans le cabinet Lefèvre-Spaak, il démissionna en 1963 pour protester contre les lois linguistiques pour l'enseignement, lois décriées à son insu et qui recurent son nom, alors qu'il en rejetait toute paternité. Ce n'est cependant que sept ans plus tard que M. Larock révéla la véritable raison de sa démission. En 1968, il n'avait pas voulu mettre la coalition en péril.

LE MOUVEMENT DE LA PAIX ET L'EUROPE

Le Mouvement de la paix a tenu, dimanche 24 avril, une session extraordinaire de son conseil national, consacré au projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct. Des représentants de diverses tendances sont venus apporter l'opinion de leur organisation : le général Bisschoff, coprésident du Front progressiste (gauche d'opposition), M. Jacques Benhabou, ancien député U.D.R., Jacques Denis, membre du comité central de parti communiste français, Claude Bourdet, membre de la direction politique nationale du P.S.U., André Joly (C.G.T.). Un compte rendu analytique des débats de ce conseil national extraordinaire sera adressé aux groupes parlementaires. Les groupes communistes et P.S.U. de l'Assemblée nationale ont, pour leur part, décidé de recevoir une délégation du Mouvement de la paix dans les prochains jours.

Grande-Bretagne

SIX POLICIERS ONT ETE BLESSES ET PLUS CINQUANTE BLESSÉS AU COURS D'UNE MANIFESTATION DE PRÈS DE TROIS MILLE SYMPATHISANTS DU MOUVEMENT D'EXTREME DROITE FRONT NATIONAL QUI S'EST DÉROULÉE, LE 23 AVRIL, A BARNET, L'UN DES QUARTIERS DU NORD DE LONDRES AYANT UNE POPULATION À PRÉDOMINANCE ASIATIQUE.

Nous avons cherché un bon emplacement. Nous vous présentons

Le Mercure à Cannes



Près du centre de Cannes et de la plage du Midi, nous construisons une magnifique résidence. Cet immeuble a une triple vocation, à la fois comme résidence principale, comme résidence de vacances et bien sûr comme placement local. Il rassemble des 2 pièces et quelques 3 pièces à partir de 4 100 F le m² à prix fermes et définitifs. Autres réalisations en cours à Cannes.

Le mercure
Place Henri-Bergia - Cannes

SOUVENIR
33 rue Shakespeare - 06400 Cannes - Tél : (09) 33.62.91
13 bd de Courcelles - 75008 Paris - Tél : 322.37.50

PROCHE-ORIENT

Israël

M. Abba Eban fait l'objet d'une enquête concernant ses comptes bancaires à l'étranger

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Abba Eban va-t-il connaître le même sort que M. Rabin ? L'ancien ministre des affaires étrangères risque de voir sa carrière politique brisée ou, en tout cas, compromise par une affaire d'infraction à la loi sur les devises étrangères. Tout a commencé il y a une dizaine de jours. La police, le conseiller juridique du gouvernement et le Trésor reçoivent des lettres d'un Israélien résidant à New-York. Le correspondant anonyme affirme que M. Eban possède des comptes en banque aux Etats-Unis. A sa lettre, il aurait joint une pièce à conviction : une photocopie d'un relevé de compte. Les ministres des finances ont immédiatement une enquête. Mais ce n'est que le samedi 23 avril que l'affaire éclate au grand jour. La radio diffuse l'information sur l'ouverture de l'enquête et M. Eban est contraint de réagir. Il publie un communiqué dans lequel il reconnaît posséder depuis dix ans des comptes à l'étranger. Ces comptes, explique-t-il, sont « indispensables » la poursuite de ses activités littéraires et universitaires. M. Eban, en effet, se rend régulièrement en tournée de conférences dans des universités américaines.

Il a, d'autre part, publié ces dernières années plusieurs ouvrages à l'étranger. « Pour gérer mes affaires avec mes maisons d'édition et les universités dans lesquelles je suis invité, j'avais besoin de comptes en banque aux Etats-Unis. C'est pourquoi, affirme M. Eban, j'avais demandé et reçu l'autorisation du ministre des finances. » Personne ne met en doute que l'autorisation lui ait été accordée. Il y a dix ans, bien que jusqu'à présent ni M. Eban ni le ministre des finances n'ont retrouvé la trace de cette autorisation.

(Interim.)

Egypte

« Le Caire est prêt à arrêter la détérioration de ses relations avec l'Union soviétique »

déclare à Tunis le vice-président égyptien

M. Hosni Mubarak, vice-président égyptien, est arrivé, dimanche soir 24 avril, à Paris, venant de Tunis. Il s'entretient ce lundi avec M. Giscard d'Estaing, auquel il doit remettre un message du président Sadate. Il rencontrera aussi M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.

Au cours de sa visite de vingt-quatre heures à Tunis, M. Mubarak a été reçu par le président Bourguiba et le premier ministre, M. Hédi Nourra.

De notre correspondant

Tunis. — « L'Egypte est disposée à arrêter le processus de détérioration de ses relations avec l'Union soviétique », a déclaré le dimanche 24 avril, à Tunis, au cours d'une conférence de presse, M. Mohamed Hosni Mubarak, vice-président de la République d'Egypte. M. Mubarak était venu informer les dirigeants tunisiens des résultats des entretiens que le président Sadate a eu dernièrement à Washington, Bonn et Paris sur le Proche-Orient, a ajouté que son pays n'oublie pas l'aide que lui a apportée l'Union soviétique et qu'il est nécessaire que celle-ci participe à la préparation et à la tenue de la conférence de Genève. « Des consultations ont lieu à ce sujet entre les deux pays », a-t-il précisé. Evoquant la situation au Zaïre, M. Mubarak a déclaré que l'Egypte était « inquiète », au même titre que l'état du problème de l'Ethiopie, car « nous nous efforçons d'enquêter l'hébergement étranger en Afrique ». Selon le vice-président égyptien, l'affaire du Zaïre, qui revêt l'aspect d'une crise aux dimensions internationales, menace la sécurité du Soudan, déjà mis en danger par l'Ethiopie. « Signataire d'un pacte militaire avec le Soudan, l'Egypte est tenue d'intervenir si la sécurité de ce pays est en cause », a-t-il dit.

Interrogé sur les informations parues dans la presse égyptienne selon lesquelles des troupes cubaines seraient stationnées à la frontière égypto-libyenne, M. Mubarak s'est refusé à les confirmer malgré « les échos » qui lui sont parvenus. « Nous souhaitons que ce stationnement n'ait pas lieu », s'est-il borné à déclarer.

Liban

A Beyrouth

UNE CINQUANTAINE DE PERSONNES SONT TUÉES OU BLESSÉES AU COURS D'AFFRONTEMENTS ENTRE SOLDATS DE LA FORCE ARABE ET PALESTINIENS.

Une cinquantaine de personnes ont été tuées ou blessées, samedi 23 avril et dimanche 24, à Beyrouth, au cours d'affrontements qui ont opposé la force de la sécurité arabe (FAD), composée en majorité de soldats syriens, à des combattants palestiniens du Front du refus, hostile à toute solution négociée du problème du Proche-Orient. Ces combattants palestiniens appartiennent, selon les informations recueillies à Beyrouth, à une organisation nationale libanaise dirigée par M. Issam El Arab et à la branche hostile à Damas du Front populaire pour la libération de la Palestine, commandement général (F.F.L.P.-C.G.) dirigée par Abou Abbas.

Les victimes sont des civils résidant dans la zone des combats et des Palestiniens. Les incidents ont commencé samedi soir. Deux « casques verts » syriens avaient été tués, la veille, dans le quartier de la Chihab, situé dans la périphérie sud-ouest de Beyrouth. La FAD a aussitôt réagi en bouclant tout le secteur et, après des « accrochages », a réussi à arrêter, dimanche matin, « les quatre criminels » auteurs de l'attentat. Le communiqué de la force arabe de dissuasion précisait toutefois qu'elle poursuivait le rattrapage de la zone où s'étaient réfugiés les « coupables » afin de découvrir « ceux qui les ont soutenus au cours des combats ».

Les affrontements se sont déroulés surtout dans le secteur du boulevard Al-Masra, jusqu'à l'hôpital des « Malakess » (association islamique de bienfaisance). Ce quartier est contigu au secteur de Chihab. Tandis qu'un calme relatif, selon des sources israéliennes, régnerait dans le sud du Liban, le colonel syrien Mohamed El Echi, représentant de la Syrie au comité quadripartite chargé de contrôler l'application de l'accord du Caire de 1969, a remis samedi au président Sarkis un message du président Assad dans lequel la Syrie réaffirme que la sécurité doit être rétablie au Sud-Liban par une force libanaise.

Le dias

math phys

math

SOS MATH

100 rue de la République - 75001 Paris - Tél : 33-61-24

EURO

le groupe pour vos

BANCO DI ROMA - BA

مركز من الأصل

ROCHE-ORIENT

Israël

M. Abba Eban fait l'objet d'une enquête concernant ses comptes bancaires à l'étranger

De notre correspondant

Jerusalem. — M. Abba Eban, ministre des Affaires étrangères israélien, est l'objet d'une enquête concernant ses comptes bancaires à l'étranger. Cette enquête a été lancée par le gouvernement israélien après la découverte de comptes ouverts par M. Eban dans des banques étrangères. Le ministre a déclaré qu'il n'avait rien de caché et qu'il était prêt à coopérer avec les enquêteurs. L'enquête porte sur des comptes ouverts dans des banques de Suisse, de France et d'Allemagne. M. Eban a affirmé que ces comptes étaient destinés à des dépenses personnelles et qu'il n'y avait rien de suspect. Cependant, les enquêteurs ont trouvé des preuves de transferts d'argent importants vers ces comptes. Le gouvernement israélien a insisté sur la nécessité de mener cette enquête à son terme pour garantir l'intégrité des fonctionnaires publics.

Exemple

Le Caire est prêt à arrêter la détérioration de ses relations avec l'Union soviétique

Le Caire. — Le gouvernement égyptien a déclaré qu'il était prêt à arrêter la détérioration de ses relations avec l'Union soviétique. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse tenue au Palais présidentiel. Le ministre des Affaires étrangères égyptien a souligné que l'Égypte cherchait à normaliser ses relations avec tous les pays, y compris l'Union soviétique. Il a ajouté que l'Égypte était prête à dialoguer avec Moscou sur les questions de sécurité et de coopération régionale. Cette déclaration est considérée comme un signal positif pour les relations égypto-soviétiques.

Le Caire. — Le gouvernement égyptien a déclaré qu'il était prêt à arrêter la détérioration de ses relations avec l'Union soviétique. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse tenue au Palais présidentiel. Le ministre des Affaires étrangères égyptien a souligné que l'Égypte cherchait à normaliser ses relations avec tous les pays, y compris l'Union soviétique. Il a ajouté que l'Égypte était prête à dialoguer avec Moscou sur les questions de sécurité et de coopération régionale. Cette déclaration est considérée comme un signal positif pour les relations égypto-soviétiques.

cherche un bon vous présentons à Cannes.

Le Caire. — Le gouvernement égyptien a déclaré qu'il était prêt à arrêter la détérioration de ses relations avec l'Union soviétique. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse tenue au Palais présidentiel. Le ministre des Affaires étrangères égyptien a souligné que l'Égypte cherchait à normaliser ses relations avec tous les pays, y compris l'Union soviétique. Il a ajouté que l'Égypte était prête à dialoguer avec Moscou sur les questions de sécurité et de coopération régionale. Cette déclaration est considérée comme un signal positif pour les relations égypto-soviétiques.

PROCHE-ORIENT

La diaspora israélienne

(Suite de la première page.)

Au cours des vingt-cinq dernières années de l'existence de l'Etat d'Israël, plus d'un quart de million d'Israéliens ont émigré, et le rythme s'est accéléré depuis pour atteindre le chiffre d'environ vingt mille par an (1). Un million et demi d'immigrants étant venus en Israël depuis sa création, le total des départs représente donc le cinquième de l'immigration. On estime que, ces deux dernières années, le nombre des émigrants égale, ou même dépasse, celui des immigrants.

« Une véritable saignée »

Un phénomène nouveau est apparu depuis la guerre d'octobre 1973 : l'émigration n'est plus un sujet tabou, et l'on ne craint plus de proclamer son intention de partir. 5,2 % des adultes juifs déclaraient en avril 1975, et 5 % en avril 1976, avoir envisagé d'émigrer dans les deux ans, et 2,3 % affirmaient avoir fait des préparatifs concrets.

Parmi les jeunes, la proportion de ceux qui songent à émigrer atteint 9,3 % ; en octobre 1974, 16,8 % des jeunes ont déclaré avoir envisagé cette possibilité (Haaretz, 26 avril 1976). Dans les vagues d'émigration des dernières années, on évalue à un tiers le nombre des moins de vingt-neuf ans. Autre phénomène inquiétant : le pourcentage élevé de sabras (nés en Israël) — un tiers environ — parmi les émigrants des dernières années. Des jeunes des kibboutzim figurent même parmi les émigrants, mais en nombre relativement faible.

Les émigrants appartiennent aux diverses communautés et couches sociales, mais, ces dernières

années, le nombre des Israéliens d'origine orientale émigrants a augmenté.

On trouve, parmi les émigrants, des hommes d'affaires, des artistes (comme Rika Zarai, établie en France) et même des fonctionnaires. Depuis dix ans, cent vingt-cinq personnes employées par les services diplomatiques israéliens à l'étranger (dont l'ancien ambassadeur à Vienne, et un autre diplomate de haut rang) n'ont pas regagné leur patrie. Parmi ceux qui partent, il y a bien entendu de nouveaux immigrants qui n'ont pas réussi à s'intégrer. On estime qu'ils représentent 15 % du total. Environ 5 % des immigrants venus de l'U.R.S.S. repartent d'Israël. Il faut cependant rappeler que, parmi les juifs qui quittent l'U.R.S.S., le pourcentage de ceux qui, en définitive, ne se rendent pas en Israël est passé de 0,4 % en 1971 à 49,5 % en 1976. Dans cette catégorie, la proportion des habitants des grandes villes est particulièrement élevée : 94 % pour Odessa, 80 % pour Kiev, en 1976.

L'émigration a des incidences sur la défense du pays. Parmi les partants, il y a en effet des dizaines de milliers de militaires de réserve, sans parler des futurs soldats. Le dirigeant du Likoud (bloc nationaliste de droite), M. Menahem Begin, a déclaré à la Knesset le 16 juin 1976, en demandant une commission d'enquête sur les causes de l'émigration, que, « depuis la création de l'Etat, nous avons perdu quatre divisions ou douze brigades, ce qui représente une véritable saignée ». Un rapport du ministère des Transports, M. Oso Yaskob, sur les causes de l'émigration, révèle que, « après leur service militaire, dans de nombreux cas, les jeunes émigrent du pays » (Maariv du 3 mars 1976).

Sur la liste venue par le colonel Kfir au consulat israélien à New-York, sont inscrits près de dix mille hommes en âge d'être réservistes, dont quelques dizaines de pilotes. Le nombre d'officiers est relativement élevé par rapport à celui des soldats. L'armée israélienne a décidé de ne pas renoncer à ce potentiel. L'année dernière, pour la première fois depuis la création de l'Etat, des réunions d'officiers israéliens ont été organisées aux Etats-Unis. En mars

1976, une réunion de ce genre a eu lieu à Los Angeles, au cours de laquelle se sont produits douze artistes israéliens immigrés. Au cours d'une autre à New-York, un appel enregistré du chef d'état-major israélien et les discours de deux officiers supérieurs ont été diffusés. Sur les huit cents officiers invités, trois cents étaient présents. En cas de mobilisation générale en Israël, Tsahal pourra, pour la première fois, procéder à une mobilisation régulière parmi les Israéliens établis aux Etats-Unis. Un exercice d'appel par téléphone a démontré que celle-ci pourrait être très rapide. (Davar du 22 juin 1976).

Les Etats-Unis sont le premier pays d'émigration. Plus de 250 000 Israéliens y habitent, la plupart à New-York (dans l'autre sens, le nombre d'immigrants venus des Etats-Unis en ces cinq dernières années est de 18 000). Viennent ensuite le Canada, avec 25 000 Israéliens (quelque 18 000 s'y sont installés depuis la guerre de 1973), l'Australie et l'Afrique du Sud (20 000 environ) (2).

Dix mille en France

En France, la « diaspora israélienne » comprend environ dix mille personnes, pour la plupart originaires de l'Afrique du Nord, qui, après avoir vécu un certain temps en Israël, ont décidé de s'expatrier. Une autre catégorie comprend des étudiants restés en France après avoir terminé leurs études. Il y a aussi des Israéliens en Allemagne fédérale, en Grande-

Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas, ainsi que dans les pays scandinaves. Quelques dizaines sont retournés au Maroc (3).

Si les Etats-Unis attirent le plus les Israéliens candidats au départ, il est difficile d'y émigrer, en l'occurrence l'obtention d'un visa, même de touriste. En juin 1976, la police a dû intervenir à plusieurs reprises pour rétablir l'ordre devant l'ambassade américaine à Tel-Aviv, où, chaque jour, de cent cinquante à deux cents personnes faisaient la queue dès l'aube. Les Israéliens paient des milliers de dollars aux avocats américains pour obtenir la « green card », la carte verte qui leur donne le droit de s'établir et de travailler aux Etats-Unis. Le journal des étudiants de l'université de Tel-Aviv a rapporté que des étudiants israéliens contractant des mariages blancs avec des Américaines pour obtenir la carte verte, puis divorçant et font venir leurs amis d'Israël (Maariv du 17 septembre 1976) ; pendant les années 1971-1976, sur les 516 773 naturalisés aux Etats-Unis, on comptait 18 088 Israéliens, soit environ 4 %. En 1975, ils occupaient la troisième place, après les émigrants de la Grande-Bretagne et de l'Inde, et avant ceux du Japon.

AMNON KAPELJOUK.

Prochain article :

LES CAUSES DE L'ÉMIGRATION

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'Entreprise.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 261.81.14
demandez votre documentation



Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

(1) En 1973 (estimation) : 54 700 immigrants contre 14 900 en 1974, 32 000 contre 21 000 ; en 1975, 19 000 contre 20 000 ; en 1976, 18 900 contre 20 000.
(2) Le nombre d'Israéliens émigrés en Afrique du Sud en 1976 était le double de celui des juifs sud-africains immigrés en Israël au cours de la même année (Maariv, 30 janvier 1977).
(3) Le 11 novembre 1976, l'agence A.P. a estimé, d'après des sources officielles à Rabat, que « mille juifs sont retournés au Maroc en 1976 », mais sans indiquer le pourcentage d'Israéliens parmi eux, qui était probablement minime.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 908

ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1973
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat

4, rue des Petits-Champs
75006 PARIS - CEDEX 02

bac math phys

bepe math

SOS MATH

Département d'Enseignement Privé
3, rue de MONCEAU - 75001 PARIS
Métro : Ecole ou St-Philippe

FRANTEL RENNES

A deux pas de la place du Palais

Depuis 33 ans, le journal spécialisé

“Les Annonces” est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

magasins, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.

En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte 75011 Paris

FRANTEL ROUEN

A deux pas de la rue du Gros-Horloge

Pour tous ceux, garçons et filles qui souhaitent :

- préparer les concours d'entrée aux grandes écoles d'Art.
- s'orienter vers : les arts graphiques et photographiques en publicité, l'architecture intérieure, le design.

Adresser votre demande à

académie charpentier

Etablissement d'Enseignement Technologique privé
Centre de Formation Artistique supérieur
2, rue Jules-Chaplain - 75006 PARIS
Tél. : 033.31.12

Nom : _____
Adresse : _____

particulièrement intéressé par

- ☐ les arts graphiques en publicité,
- ☐ l'architecture intérieure,
- ☐ le design.

écoles d'art. désire recevoir gratuitement l'ouvrage d'information "Académie Charpentier" 48 pages, 57 illustrations dont 40 en couleurs.

FRANTEL NANCY

A deux pas de la place Stanislas

SAINT LAURENT

rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6
38 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE, PARIS 1^{er}
46 AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS 16^e

23 HOTELS EN FRANCE

franTEL

Des hôtels au cœur des villes

Réservation centrale PARIS 828.88.00

EUROPARTENAIRES

le groupe bancaire international pour vos affaires dans le monde.

CREDIT LYONNAIS
et ses partenaires

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK

ser l'action

CHAK

pour le rapport qui sera la référence des collectivités locales. Les délégations nationales chargées d'apporter une aide technique aux communes. A partir de la semaine de formation des nouveaux élus.

la régional de l'emploi

des régions départementales. Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LOIR-ET-CHER

M. Yves Guéna, député de Loir-et-Cher, a déclaré dimanche 24 avril à Arles :

ne quatre sièges

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

LE NOUVEL

Le conseil régional de l'emploi a été créé par la loi du 10 juillet 1975. Il a pour mission de promouvoir l'emploi dans la région.

M. Olivier Guichard : le gouvernement a besoin des relais et du soutien de la majorité

M. Olivier Guichard, ancien ministre d'Etat, ancien garde des sceaux, estime dans une interview publiée par les Echos, lundi 25 avril :

« Je suis convaincu que nous pouvons gagner les élections. Encore faut-il prendre les dispositions nécessaires. »

D'abord — condition indispensable — il faut que la majorité se présente unie, qu'elle forme un ensemble solide. Cela sera plus facile si elle se convainc qu'elle sera tout entière battue ou tout entière victorieuse.

A cet égard, il faut se méfier de la tentation proportionnaliste. Introduire le scrutin proportionnel, ce serait organiser la dévotion. C'est, contrairement aux apparences, le scrutin des cavaliers seuls.

M. Yves Guéna (R.P.R.) : il faut clamer que le choix est impossible entre la liberté et la tyrannie.

M. Yves Guéna, député politique du R.P.R., a déclaré dimanche 24 avril à Arles :

« La majorité peut encore gagner les élections législatives, à condition d'en prendre les moyens et de faire la bonne analyse. Les seuls actionnaires économiques ne suffisent pas à assurer le succès : la France ne sortira pas en six mois d'une crise mondiale qui persiste. Il ne faut pas non plus accorder dans l'opinion l'idée que le président pourrait continuer à veiller aux destinées de la France en cas de victoire de l'Union de la gauche, de qui dépendent nos élections. Il ne faut pas, enfin, chercher le salut dans un expédient électoral. Au R.P.R., nous considérons que le combat est politique. »

M. Guéna a ajouté qu'il fallait « dénoncer l'adversaire et le pousser dans ses retranchements. Il faut rappeler ce que nous avons apporté à ce pays en vingt ans et lui ouvrir les portes d'un nouveau espoir. Il faut aussi donner aux Français les satisfactions immédiates qu'ils réclament, notamment pour l'emploi. Cette tactique exige une révolution qui doit déborder aux yeux du pays. On ne doit pas dire aux Français qu'ils auront le choix entre deux formules de gouvernement ou de société. Il faut clamer que le choix est impossible entre la liberté et la tyrannie, entre la prospérité et la ruine. »

OUTRE-MER

Territoire des Afars et des Issas

La composition de la future Assemblée

LES PARTIS ESTIMENT LEUR PARTICIPATION INSUFFISANTE

Les partis du Territoire français des Afars et des Issas ne sont pas parvenus à un accord avant le dépôt, samedi soir 23 avril, d'une liste unique de candidats aux élections législatives, qui se dérouleront le 2 mai au même temps que la consultation sur l'avenir du T.F.A.I.

La Ligue populaire africaine pour l'indépendance, la majorité parlementaire et le Front de libération de la Côte des Somalis prennent part à cette liste, désignée sous le sigle de Rassemblement populaire pour l'indépendance (R.P.I.).

L'Union nationale pour l'indépendance et le Mouvement populaire de libération, deux partis exclusivement constitués d'Afars, ont finalement refusé d'y participer, estimant leur représentation numérique insuffisante.

M. Stirn : réconfortant pour l'avenir

Les discussions qui s'étaient déroulées depuis quelques jours à Djibouti avaient abouti à une répartition qui semblait contenir chaque ethnie de la Chambre des députés du T.F.A.I. sera constituée, ajoute-t-on de même source, de trente personnes d'origine afar, trente-trois d'origine somalienne, Isaaq (Cadaoudi) et de deux représentants arabes.

M. Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a néanmoins affirmé dimanche soir à Paris, que la liste de Rassemblement populaire pour l'indépendance était « particulièrement représentative » de l'ethnie, a-t-il ajouté, que les diverses composantes des populations du Territoire sont équitablement représentées ce qui est très réconfortant pour son avenir.

G.S.L. veut encourager la formation d'un grand parti giscardien

Le conseil national de Génération sociale et libérale (mouvement des jeunes giscardiens), réuni dimanche 24 avril, demande que soit organisé un « grand parti giscardien ». Pour M. Dominique Bussereau, les caractéristiques de ce nouveau mouvement devront être « le réformisme, le militantisme et le rayonnement ». Le président de G.S.L. a ajouté :

« Nous faisons confiance à M. Jean-Pierre Soisson pour mener à bien cette tâche. Celui-ci devrait être un secrétaire général intérimaire, car il faut que son action de rénovation de la Fédération des républicains indépendants aboutisse à la création d'un grand parti giscardien. »

Dans cette perspective, M. Bussereau souhaite que toutes les instances giscardiennes « réfléchissent sur ce que doit être l'avenir de leur mouvement ». Il a ajouté : « Il est possible, en quelques mois, de bâtir un grand parti, de rassembler des candidats et de lancer une dynamique. Pour leur part, les militants de G.S.L. sont prêts à déployer tous les efforts nécessaires pour que se crée un tel parti. Le nouveau secrétaire général des républicains indépendants a donc notre appui, mais ce n'est pas un soutien contre d'autres personnalités. Nous pensons, notamment, que la présence de M. Michel Pajotowski aux côtés de M. Jean-Pierre Soisson est une bonne chose. »

Le conseil national de G.S.L. s'est également donné pour objectif de « supprimer le chômage des jeunes qui sont privés d'emploi depuis plus de trois mois ». Pour cela, les jeunes giscardiens demandent à l'Etat de dégager 4 milliards de francs et au Parlement d'avancer l'âge d'appel au service national, de sorte que la formation professionnelle soit engagée plus tôt. Pour faire aboutir leurs propositions, les dirigeants de G.S.L. demanderont à s'entretenir avec le ministre du travail et avec les partenaires sociaux. Parallèlement à cette action, les militants du mouvement s'efforceront de rencontrer les préfets et les sections départementales des organisations syndicales.

Les clubs Perspectives et Réalités préparent un projet de programme pour la majorité

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a été réélu à la présidence des clubs Perspectives et Réalités, réunis en assemblée générale le samedi 23 avril à Paris. Il a indiqué que le comité directeur des clubs avait entrepris depuis un mois l'élaboration d'un « avant-projet de programme » qui pourrait servir de plate-forme commune aux adversaires du programme commun de la gauche, dans la perspective d'un « pacte majoritaire » souhaité par le président de la République et M. Chirac.

M. Fourcade, qui a décidé de quitter le conseil politique de la Fédération nationale des républicains indépendants pour se consacrer à ses fonctions gouver-

Pas de « concurrence » avec le plan d'action du premier ministre

M. Fourcade, qui a décidé de quitter le conseil politique de la Fédération nationale des républicains indépendants pour se consacrer à ses fonctions gouver-



9-11, rue Benoit-Malon - 92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

LE NOUVEL observateur

LES SOCIALISTES JUGENT LA POLITIQUE INDUSTRIELLE FRANÇAISE

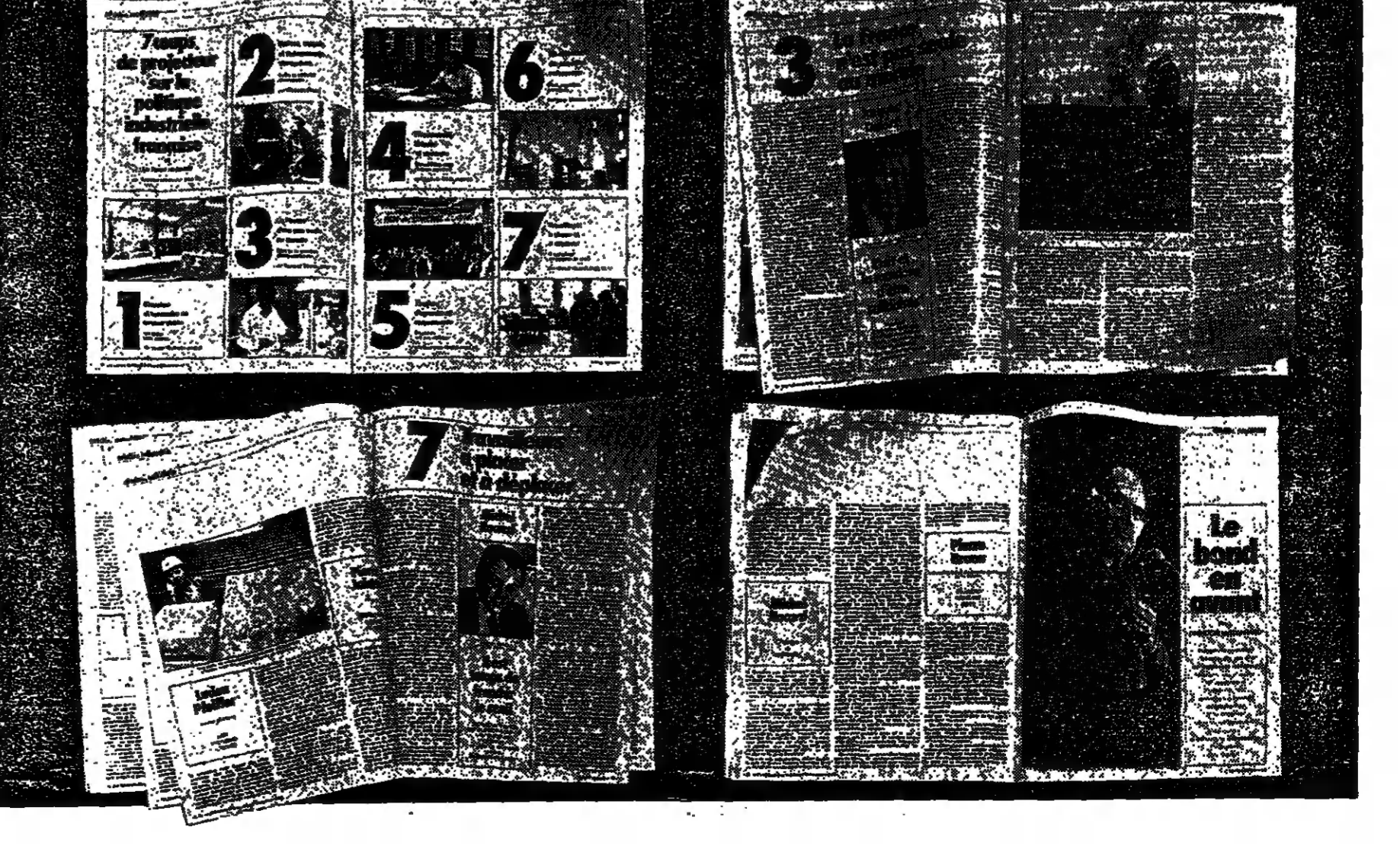
Les analyses de Jacques Attali, Jean-Pierre Soisson, André Gourevitch, Jean Matouk, Christian Pierre, Michel Rocard et François Mitterrand.

Le premier tableau précis et complet de la politique industrielle qui accompagnerait la mise en œuvre du programme commun de la gauche.

SPÉCIAL INDUSTRIE

NUMERO HORS-SERIE DU NOUVEL **observateur**

un dossier essentiel en vente cette semaine



[The page contains faint, illegible markings and heavy noise.]

PHILIPPE BOGGIO.

(1) Le 11 mars 1933, le conseil municipal de la ville de Paris, sous la présidence de M. Albert Sarraute, a élu M. Louis Marin, député de la Seine, à la présidence de la commission d'histoire de la ville de Paris.

(2) La Fédération revendique deux mille adhérents, dont un nombre considérable de syndiqués. — Un comité syndical, celui des enseignants d'architecture, vient d'être créé.

Le nouveau X21U Agfa-Gevaert. Vous en mesurerez tous les jours les avantages.

Un silence feutré.
Le copieur Gevafox X21 Universal ne vous gênera pas, même installé tout près de vous.

Une excellente reproduction.
Pour obtenir des photocopies très sèches, vous ne devez plus passer par un service central de reprographie.
Le copieur Gevafox X21 Universal, près de vous, fait un tout aussi bon travail.

Acceptation de tous les formats.
Le copieur Gevafox X21 Universal accepte tous les formats de 64 à 120 mm, ainsi qu'une grande variété d'autres supports.

Pas de dégagement de chaleur.
Le copieur Gevafox X21 Universal ne comporte pas le four des photocopieurs classiques.
Alors il ne dégage pas de chaleur.

Un faible encombrement.

Avec autant de technique dans si peu de volume, vous pourrez placer le copieur Gevafox X21 Universal à portée de votre main.

La fin du gaspillage.
Une clé-compteur optionnelle vous permet de contrôler ce que consomme chaque service.

Photocopies en recto-verso.
Le copieur Gevafox X21 Universal vous permet de faire vous-même des photocopies recto-verso en quelques secondes.

Un service après-vente rapide.

La simplicité du mécanisme du copieur Gevafox X21 Universal lui donne une fiabilité exceptionnelle.
Toutefois, pour tout réglage, tout dépannage, les 400 spécialistes des 33 agences Agfa-Gevaert sont prêts à intervenir dès votre appel.

Gevafox X21U. C'est un copieur qui bénéficie d'une technique nouvelle, la fixation du toner par flash (exclusive Agfa-Gevaert). Il est conçu pour travailler près de vous. Vous en mesurerez tous les jours les avantages.

La gamme Gevafox.
Vous connaissez déjà les copieurs Gevafox X10 et Gevafox X20, X20 D, X20 S, X20 DS. Avec le nouveau Gevafox X21 Universal, Agfa-Gevaert consolide sa position de spécialiste de «photocopie de proximité».

AGFA-GEVAERT

Division Equipement des Entreprises - 274, avenue Napoléon Bonaparte - 92008 Rosny-Macdonald - Tél. 947.81.44.

**Remettons la photocopie à sa place :
près de vous.**



Le Monde

DE L'ECONOMIE

NOUVELLES DONNÉES POUR LES EXPORTATEURS

On a parfois tendance à considérer la conférence Nord-Sud comme un exercice diplomatique, oubliant que, désormais, les pays du tiers-monde, ceux qui produisent du pétrole, mais aussi les autres, jouent un rôle de premier plan dans la régulation de l'économie mondiale. Si, faute de mesures financières adéquates, ces pays devaient diminuer leur demande, cela pourrait provoquer une nouvelle et grave récession, notamment en France.

C'est le thème que développe ci-dessous M. Gérard Tardy.

Il reste que l'équilibre de la balance commerciale, en voie de rétablissement (voir le graphique de la page 18) reste lié aux efforts d'exportations vers les marchés les plus développés, notamment le marché américain et encore plus le marché allemand (voir page 20).

Aux Etats-Unis, la pénétration commerciale est souvent conditionnée par l'ins-

tallation sur place d'unités de production (voir ci-dessous l'article de Michel Boyer et Jean-Michel Quatrepoint). Si les exportateurs français trouvent parfois sur leur chemin les obstacles dressés par le protectionnisme, un récent arrêt de la Cour de justice européenne montre, s'il en était besoin, que l'administration française continue d'interpréter de la façon la plus restrictive certaines des dispositions du traité de Rome (voir page 19).

Le nœud coulant

par GÉRARD TARDY (*)

La conférence sur la coopération économique Nord-Sud reprend, dans quelques semaines, à Paris. Chacun s'apprête à y discuter de la solidarité internationale, des pays industriels et du tiers-monde sans, semble-t-il, en faire le dialogue Nord-Sud ni les efforts entrepris en faveur de la reprise du dialogue. Le dialogue Nord-Sud n'est pas un exercice diplomatique quelque peu futuriste et son rapport avec les problèmes actuels du chômage en production industrielle dans les pays développés. Pourtant, les espoirs de développement en France, dans les politiques de relance par la demande externe des Etats-Unis, de l'Allemagne

du Japon risquent d'être déçus si on ne tient pas compte du poids nouveau du tiers-monde (pétrolier et non-pétrolier) dans la régulation de l'économie mondiale.

Un premier bilan des années de crise 1974 à 1976 permet de prendre la mesure de la nouvelle interdépendance Nord-Sud.

Depuis trois ans, les pays en développement non pétroliers ont vu leur déficit de 100 milliards de dollars (30 milliards en 1974, 60 milliards en 1976) se transformer en excédent de 170 milliards de dollars, soit 170 milliards de dollars de paiements en faveur de l'Occident. Ce déficit a été comblé en partie grâce à l'augmentation de l'aide publique en provenance des pays

occidentaux ou de l'OPEP, mais surtout par les marchés de capitaux privés. Les banques américaines et internationales ont ainsi assuré le recyclage d'une partie des excédents que les pays en développement non pétroliers se retrouvent, en 1977, avec une dette globale qui s'élève à 170 milliards de dollars, dont 70 milliards au secteur privé. Les charges d'amortissement de cette dette représentent déjà une quinzaine de milliards de dollars, soit 17 % du total de l'aide publique en provenance des pays développés.

Une dépendance à double sens

L'endettement des pays en développement non pétroliers depuis 1974 leur a permis de maintenir une croissance économique remarquable, mais d'aggraver la dépendance internationale.

Dans un article publié par l'American Review en mai 1976, les chercheurs de la Banque mondiale, M.M. John A. Holsen et Jean L. Wobrock ont chiffré à 1 % pour 1974 et pour 1975 la chute supplémenaire du P.N.B. (produit national brut) de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. si les pays en développement non pétroliers n'avaient pu recourir à des flux de capitaux extérieurs et avaient dû réduire leur demande de façon dramatique.

Si on essaye d'appliquer cette hypothèse au cas français on obtient une chute encore plus grave du P.N.B. de nos pays : de l'ordre de 1,5 % par

les deux années 1974 et 1975. Le terme d'emploi de la dette internationale est donc bien mille milliards supplémentaires.

De tous les pays industrialisés de l'Occident, les Etats-Unis sont les plus dépendants de l'avenir économique du tiers-monde. En termes d'importation de pétrole ou de produits de base, cela est bien connu, mais cette dépendance joue également à l'exportation.

Les pays du tiers-monde représentent 24 % de nos ventes (OPEP : 7 %, pays en développement non pétroliers : 17 %). La valeur de nos exportations a doublé de 1973 à 1976.

L'ensemble de notre commerce avec les pays en développement non pétroliers a été multiplié par trois de 1971 à 1976 et se maintient à 11 milliards de dollars en 1976. Il couvre le quart environ de notre commerce pétrolier : 50 milliards de dollars.

Cet ensemble est supérieur à notre déficit vis-à-vis de l'Allemagne (voir l'article ci-contre) qui représente pour nous un déficit de même ordre de taille : 17 % de nos ventes : 13 milliards de dollars de déficit en 1976.

Les exportations françaises vers les pays en développement non pétroliers ont plus que doublé de 1973 à 1976 (45 % de nos ventes). L'équipement professionnel représente à lui seul le tiers de nos ventes. Au niveau mondial, son importance doit être soulignée. En 1976, l'ensemble des ventes réalisées avec les pays en développement représentait plus de 70 % de l'excédent industriel total de la France.

(Lire la page 20.)



(Dessin de KONE.)

Quand les firmes françaises redécouvrent l'Amérique

DANS LES ANNEES DE CRISE et gigantesques crises économiques, la perspective des villes, sur les étages du petit épicer du coin — il en existe encore — dans les rayons des épiceries « people drugs », un chercheur en vain quelques magasins français. Les produits japonais, américains, et c'est à peine si l'on voit la présence des radios, télévisions, magnétophones, dans les pavillons japonais.

Pour le consommateur français, le vin français ne concurrence pas ceux de Californie. Pour une bonne raison : on ne les trouve pas au même prix. C'est pourquoi d'ailleurs quelques bouteilles de vin français, fabriquées sous licence aux Etats-Unis, sont à la mode chez les barons américains, avec son briquet et ses stylos, à

se séduire cette Amérique qui refuse de tout ce qui est jetable... et qui porte une griffe. La firme française a acquis un certain succès auprès d'une clientèle américaine et européenne. Cardin, Dior, Hermès, etc., ont pignon sur rue dans les magasins de New-York. Mais la réussite des couturiers et de quelques produits de luxe ne saurait masquer la réalité : la pénétration des produits français sur le marché américain est limitée.

Cette limite est confirmée par le touriste qui trouve sa confirmation dans les chiffres du commerce franco-américain. Certes, nos exportations ont progressé ces dernières années. Elles ont triplé en cinq ans, passant de 9 milliards de

francs en 1972 à 12,1 milliards en 1977. Mais la France n'est que le deuxième fournisseur des Etats-Unis avec 2 % du total des importations américaines, contre 2,5 % pour l'Allemagne, 4,5 % pour le Japon. Nos ventes outre-Atlantique ne représentent qu'une faible part de nos exportations totales : 4,5 %.

De plus, les ventes aux Etats-Unis de France ont progressé elles aussi dans les mêmes proportions. Si l'on se réfère à l'année 1976, la France a obtenu le déficit commercial de la France à l'égard des Etats-Unis à 10 milliards de dollars (le quart de l'excédent global). Le taux de couverture (100 %) est encore plus faible dans certains secteurs, comme l'agriculture (33 %) ou le matériel d'équipement (20 %).

Cette situation a conduit le gouvernement et le patronat français à une fois de plus, une offensive en direction des Etats-Unis. Le ministre du Commerce extérieur, M. André Rost, doit effectuer, du 2 au 6 mai, un séjour outre-Atlantique pour rencontrer des responsables de l'administration et des affaires américaines. Il a été précédé par M. François Ceyrac, président du C.N.P.F. (Conseil national du patronat français), qui lui a accompli sa mission du 21 au 24 mars. M. Valéry Giscard d'Estaing aura, de son côté, encouragé les industriels français à faire porter leurs efforts vers les Etats-Unis.

Un marché protégé

Pour le patronat français, c'est semblable que l'obstacle principal à la pénétration du marché américain provienne d'une méconnaissance profonde de la mentalité des acheteurs. En outre, ajoute le C.N.P.F., « force est de reconnaître que l'action des entreprises françaises aux Etats-Unis s'est heurtée à une recrudescence des tendances protectionnistes ». En discutant à Washington des négociations commerciales multilatérales, M. Rost aura, sans doute, l'occasion de relancer ce thème. Ne déclarait-il pas, le 14 avril, devant une commission de l'Assemblée nationale, que les Etats-Unis, qui se présentent comme les champions du libéralisme, sont en fait l'un des pays les plus protégés du monde ?

Les entreprises françaises, souvent différenciées, variant selon les Etats, sont un véritable casse-tête pour l'industriel français. Le système de calcul des droits de douane est particulièrement complexe.

Un poids deux mesures

OTTAWA. Genève. Ces deux villes ont été au cours de la semaine dernière le théâtre de réunions particulièrement importantes pour l'avenir du commerce mondial des Etats-Unis. Il a été question, à Genève, de négociations commerciales, à Ottawa, de détermination des conditions d'organisation des échanges internationaux. A priori, on pourrait penser que, s'agissant de deux villes si proches, les conditions de négociation devraient être analogues, tout au moins que les conditions de négociation devraient être différentes. Or, bien l'opinion est partagée, les organisations internationales, les pays en développement, les Etats-Unis, dont les Etats dominent le commerce mondial des marchandises, ne devraient-ils pas partager ce poids ? C'est la question que se pose M. Robert Bergland, à Genève, en tant que directeur des affaires économiques de l'Organisation des Nations Unies pour le développement.

A la fin grande producteurs et consommateurs de produits alimentaires, les Etats-Unis, dont les Etats dominent le commerce mondial des marchandises, ne devraient-ils pas partager ce poids ? C'est la question que se pose M. Robert Bergland, à Genève, en tant que directeur des affaires économiques de l'Organisation des Nations Unies pour le développement.

Les Etats-Unis ont le premier produit mondial des Etats-Unis, mais, néanmoins, ils importent 50 millions de tonnes de produits alimentaires. C'est leur déficit commercial le plus important. Ils ont le quintuplement du prix du sucre, en 1974, leur a coûté cher. Ils ont fait savoir, à Genève, qu'ils ne participent pas à la négociation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement, après avoir accepté le principe d'un contingentement des exportations des pays exportateurs ainsi qu'un stockage régulateur. Enfin, ils ont fait savoir, à Genève, qu'ils ne participent pas à la négociation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement.

A Ottawa, les représentants des Etats-Unis ont discuté avec les trois autres principaux pays exportateurs de produits alimentaires, le Canada, l'Australie et l'Argentine. Il n'a pas été question de stockage ou de contingentement, mais de détermination d'un prix-plancher en grains. C'est qu'en la matière les Etats-Unis livrent plus de la moitié des 50 millions de tonnes de blé et 20 millions de tonnes de maïs achetées par les pays déficitaires. Ils n'ont aucun moyen de contrôler les cours mondiaux — déterminés à Chicago, Minneapolis et Kansas-City — comme ils le font pour le pétrole. Ils ont donc le monopole des perspectives de commerce mondial sur les produits agricoles. Pour les autres continents européens, la manœuvre est claire : c'est de ne pas participer à la négociation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement.

En matière mondiale et sucrière, le poids des Etats-Unis sur le marché mondial est tel qu'ils ont les moyens d'imposer leur volonté aux autres pays. Mais, alors que le monde sur le commerce économique et mondial est en mouvement, les Etats-Unis, qui sont les plus puissants, ne peuvent pas ne pas raisonner et agir en fonction de leurs intérêts nationaux.

★★★★ EN ALSACE

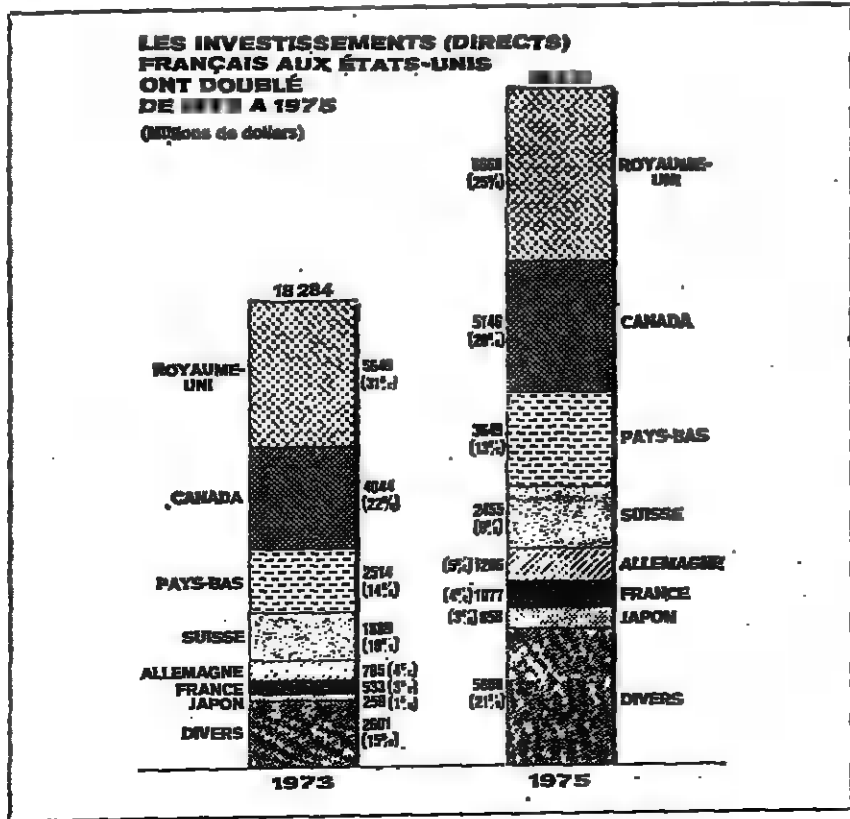
MULHOUSE
tél. : (89) 44 75 75
tél. 881311

STRASBOURG
tél. : (88) 32 30
tél. 870894

Sofitel Jacques Borel

35 HÔTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 11 41 TELEX 200 432



CONJONCTURE

LES INDICATEURS-CLÉS

	VARIATION (en %)	
	En 1 mois	En 1 an
EMPLOI (mars 1977) :		
■ Demandes : 1 020 500 (1 002 500)	- 3,3 (+ 3)	+ 8,8
■ Offres : 1 002 500 (1 002 500)	+ 6,8 (+ 0,2)	- 12,6
COMMERCE EXTERIEUR (mars 1977) :		
■ Importations : 31 436 (27 768)	+ 18 (+ 2,8)	+ 26,2
■ Exportations : 29 186 (26 528)	+ 14,4 (+ 3,9)	+ 11,9
PRODUCTION INDUSTRIELLE (février 1977) :		
■ Base 100 en 1970 : bâtiment et travaux publics exclus	- 5,2 (- 2,3)	+ 5,4
RESERVES DE CHANGE (fin mars 1977) :		
■ 92 314 millions de francs	- 98 millions	+ 1 700 millions
PRIX (mars 1977) :		
■ De détail (1970 = 100) : 175,5	+ 0,7	+ 1
■ De gros alimentaires (1962 = 100) : 251,5	+ 2,3	+ 1
■ De gros industriels (1962 = 100) : 215,6	+ 0,8	+ 11,9
MASSÉ MONÉTAIRE (janvier 1977) :		
■ 1 000 milliards de F (1962 = 100)	- 0,2 (+ 2,1)	+ 11,9
CREDITS A L'ÉCONOMIE (janv. 1977) :		
■ 1 000 milliards de F (1962 = 100)	+ 0,2 (+ 2,1)	+ 17,1
DEPOTS DANS LES CAISSES D'ÉPARGNE (mars 1977) :		
■ 1 000 milliards de F (1962 = 100)	+ 500 millions environ	- 100 millions environ

Les chiffres figurant dans ce tableau sont des données brutes. Ceux qui sont indiqués entre parenthèses sont corrigés des variations saisonnières.

Les prix de gros industriels sont ceux de la région parisienne. Étendue des prix de gros alimentaires (sauf produits) et ceux des demi-produits : fèves, acier, tissu, pâte à papier, bois scié, etc.

Les chiffres des réserves d'épargne ne prennent pas en compte les fonds bancaires d'épargne (compte sur livret). Le signe « - » qui précède la variation en un mois et en un an ne signifie pas une baisse de l'épargne mais des excédents importants.

EMPLOI

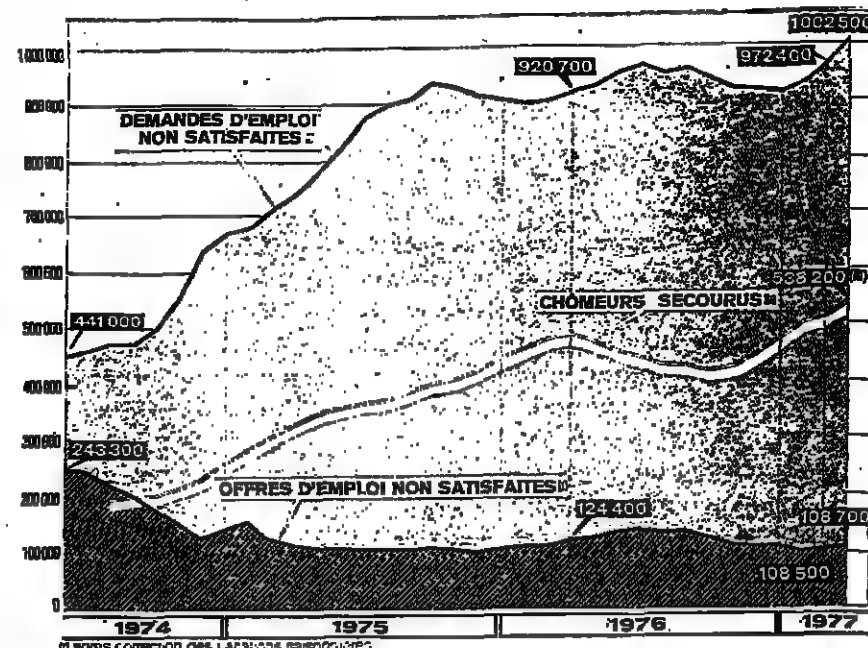
Chômage : nouvelle aggravation en mars

FRANCHI depuis longtemps en données observées, le million de demandes d'emploi satisfaites a été, en données corrigées des variations saisonnières, dépassé pour la première fois en mars : 1 002 500 contre 972 400 en février (+ 1 %). En février à mars 1977, le nombre des demandes satisfaites est pratiquement stable : 1 002 500 contre 991 400.

En données observées, une hausse semblable à celle de fin décembre à la fin janvier, a été enregistrée : 1 002 500 en février contre 1 020 600 en mars (+ 3,3 %). En 1976, le nombre des demandes satisfaites était passé de 978 900 à 938 000.

Sur ce qui concerne les offres d'emploi, la situation ne s'est guère améliorée de février à mars : stable en données corrigées des variations saisonnières (1 002 500 contre 1 002 500), leur nombre a un peu augmenté en données observées (1 002 500 à 1 020 600, + 2,1 %). Mais les offres enregistrées en fin de mois ont baissé : 1 002 500 en mars contre 98 200 en février à 102 500 en mars 1976.

Pour les demandes d'emploi, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), qui avait l'intention, fin mars, de publier des données de fin mars 1977, a finalement décidé de publier des données de fin février 1977 (1 002 500) par rapport au chiffre de fin février 1976 (938 200) est imputable pour les quatre cinquièmes aux demandes d'origine féminine (...) ce



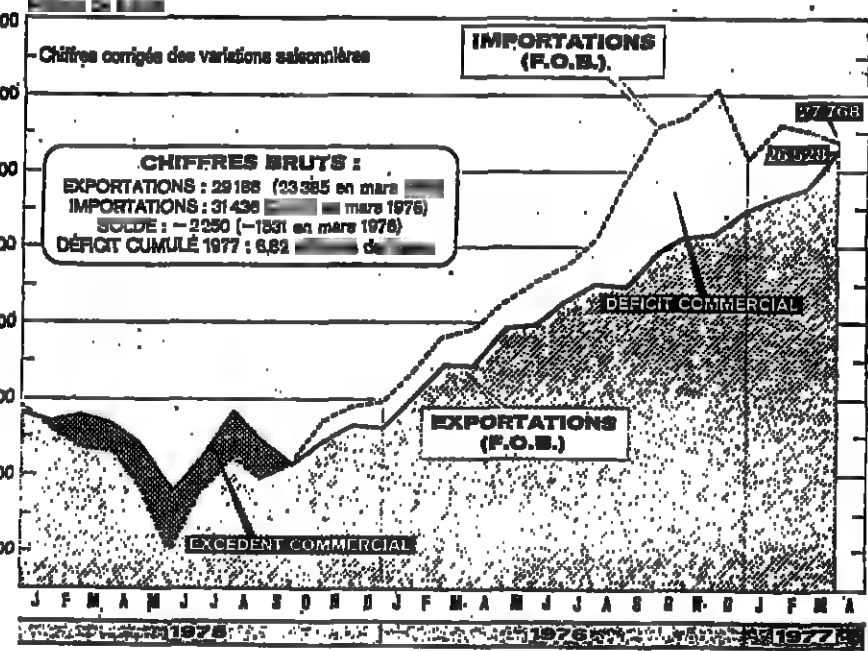
Après correction des variations saisonnières, les chiffres sont publiés par l'ANPE (autres : assurance chômage complémentaire) et estimés.

qui reflète bien l'inadaptation relative de la demande d'emploi féminine, notamment tertiaire, à l'offre d'emploi. En fin, 28 800 chômeurs ont été enregistrés en mars 1977, soit un chiffre de 518 000 à 538 000.

COMMERCE EXTERIEUR

Le redressement se poursuit

L'ÉTATEMENT mais surtout, le déséquilibre du commerce extérieur de la France se réduit. En mars le déficit a été de 1,2 milliard de francs, soit le chiffre le plus faible enregistré depuis juillet 1976. Sans doute ce chiffre correspond-il encore à un déficit annuel de 14,5 milliards de francs ; mais, si l'on tient compte de la fin de l'année dernière, ce qui est rassurant dans le résultat de mars, c'est qu'il prolonge l'amélioration enregistrée depuis décembre 1976. Autant il est périlleux de vouloir dégager une tendance à partir de chiffres d'un ou de deux mois, autant on peut après quatre mois d'amélioration parler de redressement. Celui-ci — sans accident imprévisible — semble se poursuivre : les importations plafonnent en volume depuis septembre 1976 (contre-troupes de la loi 1976 progression des importations) ; les exportations, elles, progressent par rapport à la fin de l'année dernière (en volume également).



BIBLIOGRAPHIE

Une nouvelle discipline : la politique économique comparée

Il y a une quinzaine d'années, la proposition de créer à l'ancienne Faculté de droit et des sciences économiques de Paris un centre de recherches sur la politique économique comparée s'est heurtée à l'opposition d'un « légionnaire », alors influent : « La politique économique comparée ? Je ne vois pas ce que cela signifie. » Il avait pour excuse, la science d'intégrité, que les économistes français souffraient alors plus encore qu'aujourd'hui de l'absence des Anglo-Saxons. À en croire certains, il n'y avait de science économique que théorique et mathématique. Les choses ont heureusement changé. L'ouvrage de Jacques et de Jacqueline Fuchs, publié sous le titre *Politiques économiques comparées* (1), ouvrage qui synthétise ce qu'il propose, et qui constitue son objet, constitue bien la matière d'une discipline propre. Il ne s'agit pas d'une théorie, mais de la politique économique à la manière d'un J. Tinbergen, dont le danger est de masquer l'insuffisance de documentation sur les politiques diverses pratiquées, en généralisant une expérience nationale. Mais bien d'un exposé systématique des politiques économiques comparées au pluriel. Encore fallait-il trouver les bases fondamentales de la comparaison. Avec résolution, les auteurs ont écarté celles qui se présentent trop facilement à l'esprit : telles que : économie de marché et économie d'intervention (mais aucune expérience aujourd'hui n'est pure, ni aux États-Unis, ni en Allemagne, ni au Japon, ni en Suède) ; politique globale ou politique (mais où classer la politique monétaire, la politique budgétaire, etc.) ; politique conjoncturelle ou politique structurelle (mais comment qualifier la politique industrielle, la politique de recherche, etc.). La méthode adoptée évite de telles

ambiguïtés. Elle mérite, croyons-nous, de faire l'objet d'une lecture attentive. Elle se présente sous trois groupes de politique économique. Le premier rassemble les politiques de sauvegarde, de l'équilibre démographique (natalité, immigration) ; de sauvegarde de l'approvisionnement (agriculture, énergie, matières premières), et l'expérience nous a appris combien pourrait être coûteuse la négligence de la sauvegarde énergétique ; de sauvegarde de l'environnement. Les politiques de croissance équilibrée constituent un second groupe. La méthode est particulièrement abondante, puis qu'elle nous fait bien comprendre l'adaptation au progrès économique, l'équilibre spatial et l'équilibre des politiques sociales (éducation, sécurité sociale, etc.). Les politiques de régulation conjoncturelle : politiques de la monnaie, du budget, des prix, etc. Le troisième groupe est celui des politiques de régulation sociale. On peut sans conteste, non pas le groupement de ces politiques qui est logique, mais plutôt l'ordre de ce groupement. Les politiques de régulation

conjoncturelle auraient pu venir en première ligne, avant les politiques de croissance équilibrée. Critique mineure, en comparaison de la qualité de la synthèse établie par les auteurs, mais qui ne change rien à la valeur de l'ouvrage. De ce livre ressort, à notre avis, une triple impression. D'abord celle d'une négligence, d'une « distraction » fréquente des hommes à l'égard des conséquences du progrès qui les entraîne : d'où les surprises, comme celles de la crise de l'énergie ; les problèmes sociaux et ceux de l'environnement en fournissent d'autres exemples. Mais une fois les problèmes perçus, on se frappe de l'ingéniosité des moyens mis en œuvre pour résoudre les difficultés. Il reste (dans l'impression finale) que la politique économique est infiniment maniable : elle impose des limites, techniques et psychologiques, aux politiques les plus diverses, aux régimes les plus différents.

ANDRÉ PIETTRE, de l'Institut.

(Publié) : **ETUDE DES FIRMES ALIMENTAIRES** 340 firmes importantes et moyennes des industries alimentaires analysées. — Évolution récente et évolution. — Structure et orientation. — Position sur le marché. Collection ABA 1976 - 3 rapports 500 pages - Révisés par l'ETUDE INTERNATIONALE Tél. : 331-37-33 16-18, rue de Vouillé, 75015 Paris.

parlez RUSSE ... LOGOS centre privé de formation 4 Villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 255.09.05 TOULOUSE : 40.98.51 NANTES : 41.70.50 ORLÈANS : 68.24.20

Claude Roset

LA 5^e ENERGIE

L'énergie nucléaire est-elle un pis aller ou un indispensable choix de civilisation ?

125 pages illustrées
14,00 francs

tema-éditions
186, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS

"VILLA FOCH"

dans un ancien hôtel particulier
6 appartements en duplex
de très grande classe - côté soleil
de l'avenue Foch. Livraison fin 1977.

Visites sur rendez-vous
Renseignements tous les jours, même le dimanche
9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 18 h. 30
225-98-33 ou 359-81-71

CARLTON
49 bis, av. F.-D. Rozeval
75008 PARIS
FRANCE

peut-on im-
un produit



Abecor aide vos
international

Abecor (Associated Banks of Europe) est l'association de sept banques européennes, parmi les plus importantes de leur pays. Leurs actifs totalisent plus de 200 milliards de dollars, et leur grande expérience vous aide à atteindre vos objectifs financiers internationaux.

Un service mondial
Bien qu'Abecor soit un groupe européen, avec un total de 10 agences en Europe, son activité est mondiale, grâce à un réseau de succursales, filiales et bureaux de représentation, dans 118 pays répartis sur les 5 continents.

Un service complet
Pour Abecor, un service bancaire doit être complet et étendu au plus grand nombre.

مكتبة من الأصل

PROTECTIONNISME

Peut-on importer d'un autre pays de la C.E.E. un produit contingenté en France ?

Un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes en matière d'origine et de libre circulation des marchandises remet en cause le protectionnisme français tel qu'il s'exprime subrepticement... dans le code des douanes.

L'interprétation de l'article 30 du traité de Rome, qui interdit à l'importation de produits originaires de pays tiers, a donné lieu (15 décembre 1976) à un arrêt d'une importance exceptionnelle de la Cour de justice des Communautés européennes.

Les faits : le 10 janvier 1976, le courant de l'année 1975 des marchandises originaires de Syrie et du Liban furent introduites en Belgique où elles acquiescèrent les droits de douane si bien qu'elles se trouvaient ainsi placées sous le régime de la libre pratique, tel que défini par l'article 10 du traité. Accompagnées du certificat de circulation communautaire (DDI) auquel leur titulaire leur donnait droit au titre libre si elles avaient été originaires de Belgique, ces marchandises furent importées en France par un consommateur belge. L'Union belge-luxembourgeoise a demandé l'indication du pays d'origine. A la faveur d'une enquête a posteriori, la douane française relevait la fausse déclaration d'origine et la sanctionnait d'une amende de 100 000 francs.

Les intéressés avaient contesté aux exigences de l'article 30 du traité de Rome, en invoquant l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 15 décembre 1976, par lequel la Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination était la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

Par cette fautive déclaration d'origine, les intéressés avaient obtenu l'application

de la procédure de licences d'importation, à laquelle les produits en question auraient dû être assujettis, et encouru de ce chef des sanctions douanières, notamment la confiscation des marchandises et une amende de 100 000 francs.

Il faut rappeler en effet qu'en application de la clause de sauvegarde de l'article 115 du traité de Rome, qui se traduit notamment par des dérogations de trafic, la France, sur la base d'une série d'avis publiés au Journal officiel du 14 juin 1971, a imposé à l'importation en France de marchandises en libre pratique dans un Etat de la Communauté mais originaires d'un pays tiers.

C'est dans ces conditions que la Cour de Douane, se basant sur les dispositions de l'article 115 du traité, par un arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

Les limites fixées par le traité

Pour mieux comprendre la portée de l'arrêt de la Cour de justice, il convient de rappeler que le concept de restriction quantitative a une portée restrictive, c'est-à-dire qu'il ne s'applique qu'à la circulation des marchandises et non à leur destination.

Le traité, en effet, ne s'applique qu'à la circulation des marchandises et non à leur destination. La Cour de justice a donc déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

Par contre, les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

susceptible d'être importée directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement, le commerce intra-communautaire » (affaire Dassonville, arrêt du 11 juillet 1974). « celles qui font obstacle à des importations qui pourraient avoir lieu en leur faveur » (arrêt de la Cour de justice du 14 juin 1971).

La rigueur de ces critères a toutefois été tempérée dans la jurisprudence par

par YVES FAMCHON (*)

la Cour de justice dans son arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

La Cour de justice dans son arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

La Cour de justice dans son arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

La Cour de justice dans son arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

La Cour de justice dans son arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

La Cour de justice dans son arrêt du 7 avril 1976, demande à la Cour de justice de juger à titre préjudiciel si la double origine de l'indication du pays d'origine sur la déclaration d'importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

d'origine sur la déclaration en douane. La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

La Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

importateur français n'achèterait pas en Belgique, il ne peut pas librement, des produits japonais, si leur importation en France n'était pas contingentée ou interdite.

Cet arrêt a donc encore des implications virtuelles infiniment plus graves. On a vu que la Cour considère que les Etats membres ne sauraient imposer à l'importateur autre que d'indiquer l'origine des produits « tels qu'ils sont » et non pas rétrospectivement la destination.

On introduit ainsi dans l'appréciation de l'importateur le concept de destination, ce qui est en contradiction avec l'interdiction expresse faite aux juges français d'examiner les intentions sur « l'intention » (art. 115 du traité de Rome). Dans le système préconisé par la Cour, ce n'est pas la destination qui prime, mais la destination qui prime.

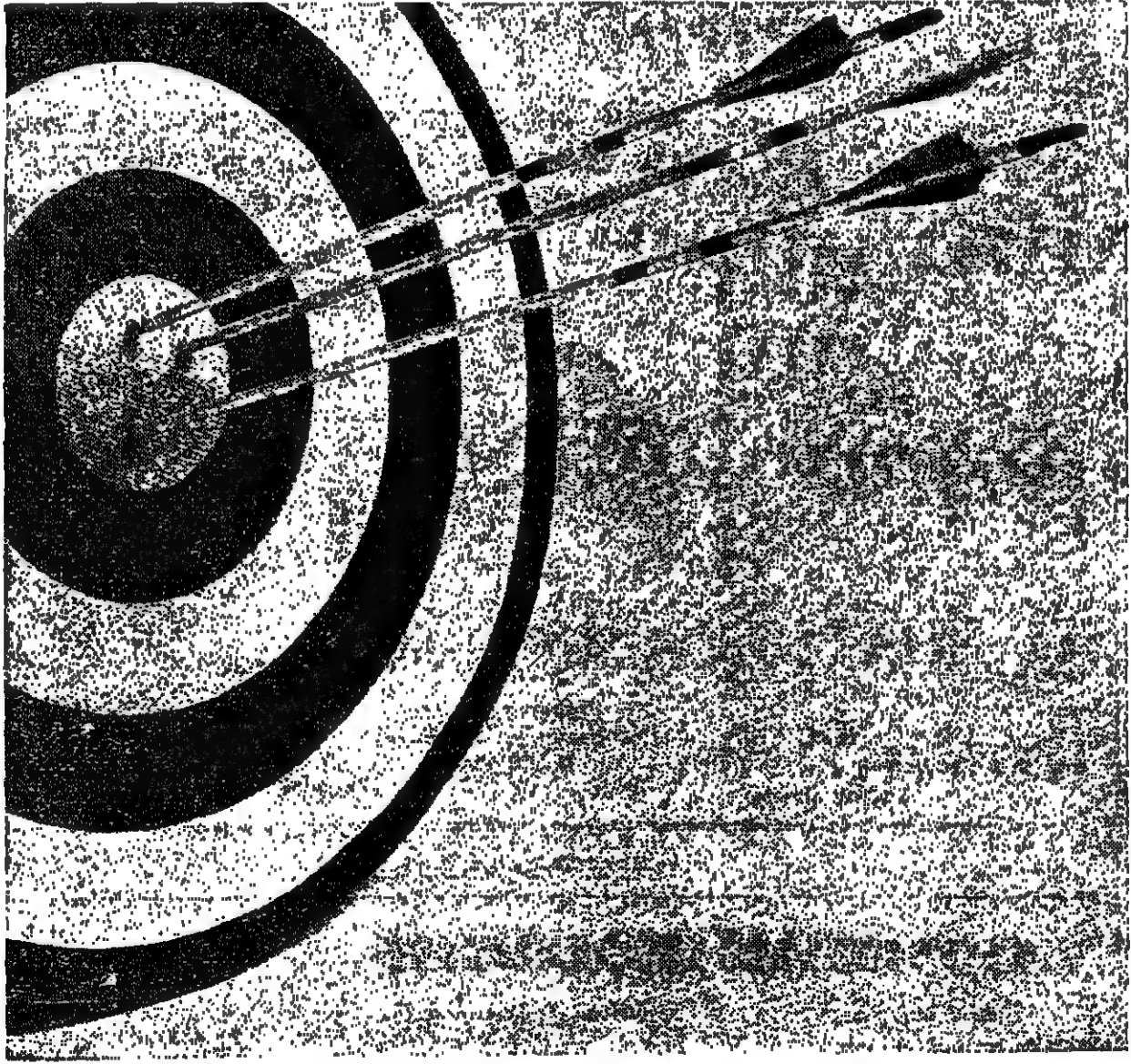
En outre, la Cour de justice a déclaré que la sanction qui consiste à imposer une restriction quantitative à une importation, en l'absence d'une licence d'importation, ne constitue pas pour les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, une restriction d'effet équivalente à une restriction quantitative.

Peut-on, dans ces conditions, imaginer que l'arrêt de la Cour de justice va entraîner une réforme législative des douanes, dans le sens d'une suppression de la restriction quantitative ? Il est vrai que la Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

Peut-on, dans ces conditions, imaginer que l'arrêt de la Cour de justice va entraîner une réforme législative des douanes, dans le sens d'une suppression de la restriction quantitative ? Il est vrai que la Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

Peut-on, dans ces conditions, imaginer que l'arrêt de la Cour de justice va entraîner une réforme législative des douanes, dans le sens d'une suppression de la restriction quantitative ? Il est vrai que la Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.

Peut-on, dans ces conditions, imaginer que l'arrêt de la Cour de justice va entraîner une réforme législative des douanes, dans le sens d'une suppression de la restriction quantitative ? Il est vrai que la Cour de justice a déclaré que les marchandises originaires de pays tiers, en libre pratique dans un Etat membre et dont la destination est la circulation, ne sont pas assujetties à une restriction quantitative.



Abecor aide votre société à atteindre les objectifs internationaux que vous vous êtes fixés.

Abecor (Associated Banks of Europe) est l'association de sept banques européennes, parmi les plus importantes de leur pays. Leurs actifs totalisent près de 200 milliards de dollars, et leur grande expérience aide à atteindre vos objectifs financiers internationaux.

Un service mondial : qu'Abecor soit un groupe européen, un total de 100 agences en Europe, une activité mondiale, grâce à un réseau succursales, filiales et bureaux de représentation, dans 118 pays répartis sur 5 continents.

Un service complet : Pour Abecor, un service bancaire doit être complet. Abecor est le plus grand nombre

de pays, les membres sont en mesure de vous fournir des informations et des conseils en matière financière, aussi bien dans les pays locaux que dans les grandes places financières du monde.

Un service permanent : A toute époque où les besoins internationaux évoluent rapidement, Abecor estime nécessaire que vous soyez au courant des perspectives internationales, grâce à un contact permanent avec les banquiers.

C'est ce but qu'Abecor a créé. Si vous voulez atteindre vos objectifs, prenez contact avec Abecor et adressez-vous à la Division Internationale de BNP, 20-22, bd Italiens, Paris. Téléphone : 523.55.00, poste 496, 300 ou 157.

Abecor est une banque membre de la banque Abecor du groupe Abecor. Les membres du groupe Abecor sont : Algemeine Bank Nederland, Banca Nazionale del Lavoro, Banque Bruxelles Lambert, Banque Nationale de Paris, Barclays Bank, Bayerische Hypothek- und Wechsel-Bank, Dresdner Bank, Membres associés : Banque Internationale de Luxembourg, Österreichische Länderbank, Membres associés : Banque de la Société Financière Européenne.

La B.N.P. est la banque Abecor en France.



GISCARD : EST-IL TOUJOURS A LA BARRE ? LA FRANCE EN 1977 NUMÉRO SPÉCIAL

La situation actuelle en France devient de plus en plus intéressante, non seulement pour l'Europe en général, mais plus particulièrement pour l'Angleterre, surtout en ce qui concerne les problèmes politiques et économiques communs à ces deux pays. C'est pourquoi « The Times » publie un numéro spécial sur la France en 1977. Numéro qui paraîtra à la fin du mois de mai et qui permettra de traiter les résultats des élections municipales. Une présence dans ce numéro permettra à votre entreprise d'être vue non seulement par nos 1 million 500 000 lecteurs à travers le monde, mais aussi, grâce à une distribution supplémentaire, par les premières compagnies du Royaume-Uni et les premières compagnies françaises. D'autre part, le ministère des affaires étrangères, a fait le cas l'année passée, nous a commandé plusieurs centaines d'exemplaires à distribuer dans le monde entier.

Vous êtes un industriel, si vous êtes une activité commerciale, si vous êtes une personnalité régionale ou si vous vous occupez de tourisme, vous devez laisser passer l'occasion de participer à cette étude.

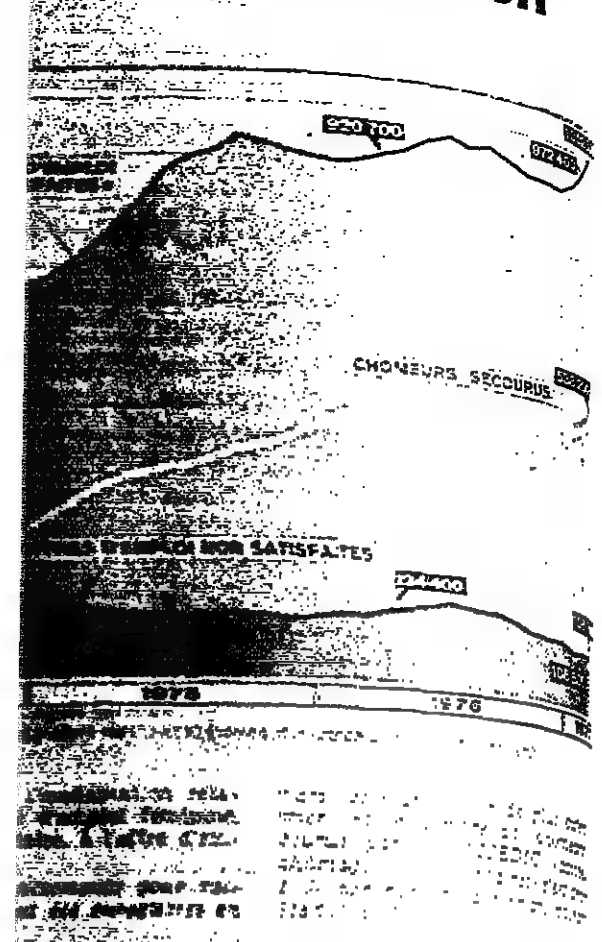
POURQUOI THE TIMES ?

« The Times » est le journal le plus lu dans le monde. Grande-Bretagne : 1 million de lecteurs. Le pourcentage de lecteurs est de 100 %. « The Times » est le journal le plus lu dans le monde. Grande-Bretagne : 1 million de lecteurs. Le pourcentage de lecteurs est de 100 %. « The Times » est le journal le plus lu dans le monde. Grande-Bretagne : 1 million de lecteurs. Le pourcentage de lecteurs est de 100 %.

Les renseignements complémentaires : Rosemary Vlasto, « The Times », Printing House Square, Gray's Inn Road, LONDON WC1R 5EZ. Tél. : 01-837 1234, poste 6205.

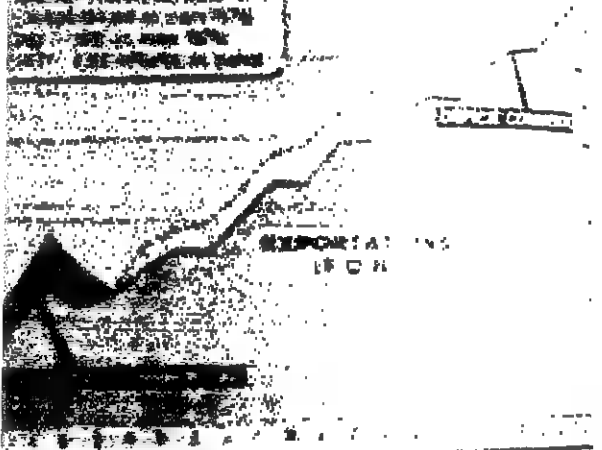
Dans ce groupe, tout le monde lit « The Times ». « British Today » 1971.

Il y a aggravation



EXTÉRIEUR

Il se poursuit



GRAPHIE

Discipline : économique comparée

Discipline : économique comparée

Discipline : économique comparée

Discipline : économique comparée

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS

La France peut-elle combler son déficit avec la R.F.A. ?

Le déficit du commerce franco-allemand s'est creusé en 1976 au détriment de la France. Les achats outre-Rhin ont dépassé de 13 milliards de francs les ventes, qui représentent les deux tiers du déficit global de la balance commerciale française. Comment s'explique ce déséquilibre ?

Un bilan bilatéral des échanges franco-allemands. Mais, s'agissant du premier partenaire commercial de la France (17 % de ses ventes et 19 % de ses achats), et, souvent, principal concurrent sur les marchés tiers, toute infirmité révèle une infirmité plus générale.

Certains industriels mettent en cause un « schisme » des acheteurs français qui se laisse influencer par l'image

de l'Allemagne et, à l'inverse, par la « protectionnisme naturel » des Allemands. S'il est exact que des entreprises françaises ont eu parfois des difficultés avec le côté très pointilleux des normes

allemandes, l'argumentation est globalement fautive. La part importée dans la consommation intérieure est, en effet, plus grande en R.F.A. que dans la nôtre : 27 % qu'en France, 30 % en Allemagne. C'est là, bien la compétitivité française qui est en jeu, comme le témoigne la baisse de nos produits

Les autres produits français se heurtent sur le marché allemand à une concurrence vive des producteurs nationaux, des pays de l'Est et du Sud. Mais, pour l'habillement, les efforts de nos industriels outre-Rhin sont restés insuffisants. Un certain nombre de Français ont pu le prouver, à contrario, en réussissant, en quatre mois, à atteindre un chiffre d'affaires mensuel de 3 milliards de francs. Trop d'entreprises françaises se contentent de vendre des produits à un prix bas, sans faire l'effort publicitaire et même, sans parler allemand.

De plus, les firmes françaises se découragent rapidement et abandonnent le marché allemand, alors que quelques mois supplémentaires d'efforts leur auraient permis d'atteindre leurs objectifs. L'attitude diamétralement opposée des hommes d'affaires allemands explique leurs succès en France.

A la décharge des industriels français, il convient de noter que les investissements nécessaires pour s'implanter en R.F.A. sont, du fait de la décentralisation, plus importants qu'en France, où il suffit d'être installé à Paris. Les Allemands profitent aussi souvent mieux que les Français des avantages fiscaux de la décentralisation. Leur pratique plus large de la publicité et leurs stocks plus importants, grâce

à des capacités financières supérieures, leur donnent un effet beaucoup plus grand que celui de la réponse.

La progression rapide depuis quelques années de nos échanges agro-alimentaires et la détérioration du taux de couverture dans ce secteur sont considérés comme un des meilleurs indices de la dégradation de nos échanges avec la R.F.A. d'offrir le plus en plus de produits agro-alimentaires élaborés, que la France vend surtout des produits agricoles bruts. Ce dynamisme se retrouve dans la vente de produits agro-alimentaires : les Allemands en ont vendu en France, l'an dernier, pour 21 milliards de francs.

Une aussi longue absence

D'autres secteurs des échanges franco-allemands sont bénéficiaires. Il en va de l'énergie, par suite des importations de charbon, et des demi-produits, à l'exception de la chimie et de la sidérurgie. Mais ce sont surtout les importations de biens d'équipement qui pèsent lourd dans la balance, depuis de longues années. L'an dernier, le déficit sur ce

poste a représenté 80 % du déséquilibre de la balance franco-allemande.

La cause est essentiellement l'absence dans l'Hexagone de certaines productions dans les domaines des biens d'équipement (machines-outils, pièces détachées d'engins agricoles, matériel de transport public, maintenance, mécanique de haute précision, machines agricoles, équipements pour la chimie, les plastiques, l'alimentation, le matériel électrique et électronique).

L'explication de ce déséquilibre remonte en partie à plusieurs dizaines d'années. La France, à prédominance agricole, pouvait, grâce à son marché protégé de colonies, développer ses ventes de biens d'équipement. Elle n'aurait pas dû de développer ses exportations de biens d'équipement. Les Allemands, au contraire, états limitrophes, pour pouvoir acheter leurs matières premières, d'organiser leur production en fonction de l'exportation, le marché intérieur n'étant qu'une préoccupation secondaire. Résultat : les producteurs français de biens d'équipement, insuffisamment tournés vers le marché mondial, ont dû abandonner progressivement des fabrications dont la rentabilité ne pouvait être assurée par le marché national. A l'inverse, l'industrie allemande peut aujourd'hui, grâce à une capacité de production double, offrir des gammes complètes. Or l'industriel français qui a commencé à s'équiper en Allemagne reste fidèle à son fournisseur pour garder un parc de machines homogène ; et celui qui commence à s'équiper aujourd'hui donne la préférence, par un souci peut-être excessif de fiabilité, au fournisseur qui présente le maximum de références, c'est-à-dire un Allemand. Le retard fait donc toute la difficulté, malgré les efforts des industries mécaniques françaises, dont la qualité technique est bonne.

Le déficit avec la R.F.A. provient donc, pour une certaine part, du passé colonial. La meilleure réussite de ce pays est la marche vers le décollage de sa production complète, les industriels allemands ont dû, faute de colonies, aller chercher des clients dans le monde entier, grâce notamment aux grandes entreprises commerciales de Hambourg. Le retard français dans ce domaine est d'autant plus difficile à combler que les Français s'exportent moins volontiers que leurs voisins d'outre-Rhin. Aussi le développement de la revalorisation du mark, d'ailleurs compensé par une hausse des prix moitié moindre que chez leurs concurrents, ne peut-il pas leur faire face à la qualité du matériel, du service après-vente et du respect des délais de livraison.

Est-il possible de réduire ce déficit ? Pour les biens de consommation et agro-alimentaires, cela dépendra notamment des efforts d'implantation commerciale des firmes françaises. Pour les biens d'équipement, en revanche, il est illusoire d'espérer reconquérir le marché intérieur ou accroître les ventes en R.F.A. rapidement. Il faut pour cela développer notre industrie en visant le marché mondial, ce qui est un travail de très longue haleine. Signes encourageants : le taux de couverture de la mécanique française en 1976 a été de 130 % et la supériorité de taille de nos machines-outils allemandes n'est pas que double, alors qu'elle triple il y a dix ans.

À plus long terme l'opposition à l'énergie nucléaire et la chute de la main-d'œuvre en R.F.A. pourraient, selon certains, handicaper l'industrie de ce pays et réduire sa supériorité sur la France. En attendant, les tensions de l'échange avec nos voisins continuent à se dégrader à notre détriment : d'une part, la revalorisation du mark renchérit nos importations ; d'autre part, la supériorité de la valeur ajoutée (différence entre la valeur d'un produit et celle des matières premières nécessaires à sa fabrication) des ventes allemandes sur rapport aux ventes françaises s'accroît.

En 1976, la France a déjà dû exporter 2 milliards de marchandises en R.F.A. pour pouvoir en acheter 4 milliards.

Le déficit du commerce franco-allemand s'est creusé en 1976 au détriment de la France. Les achats outre-Rhin ont dépassé de 13 milliards de francs les ventes, qui représentent les deux tiers du déficit global de la balance commerciale française. Comment s'explique ce déséquilibre ?

Un bilan bilatéral des échanges franco-allemands. Mais, s'agissant du premier partenaire commercial de la France (17 % de ses ventes et 19 % de ses achats), et, souvent, principal concurrent sur les marchés tiers, toute infirmité révèle une infirmité plus générale.

Certains industriels mettent en cause un « schisme » des acheteurs français qui se laisse influencer par l'image de l'Allemagne et, à l'inverse, par la « protectionnisme naturel » des Allemands. S'il est exact que des entreprises françaises ont eu parfois des difficultés avec le côté très pointilleux des normes

allemandes, l'argumentation est globalement fautive. La part importée dans la consommation intérieure est, en effet, plus grande en R.F.A. que dans la nôtre : 27 % qu'en France, 30 % en Allemagne. C'est là, bien la compétitivité française qui est en jeu, comme le témoigne la baisse de nos produits

Les autres produits français se heurtent sur le marché allemand à une concurrence vive des producteurs nationaux, des pays de l'Est et du Sud. Mais, pour l'habillement, les efforts de nos industriels outre-Rhin sont restés insuffisants. Un certain nombre de Français ont pu le prouver, à contrario, en réussissant, en quatre mois, à atteindre un chiffre d'affaires mensuel de 3 milliards de francs. Trop d'entreprises françaises se contentent de vendre des produits à un prix bas, sans faire l'effort publicitaire et même, sans parler allemand.

De plus, les firmes françaises se découragent rapidement et abandonnent le marché allemand, alors que quelques mois supplémentaires d'efforts leur auraient permis d'atteindre leurs objectifs. L'attitude diamétralement opposée des hommes d'affaires allemands explique leurs succès en France.

A la décharge des industriels français, il convient de noter que les investissements nécessaires pour s'implanter en R.F.A. sont, du fait de la décentralisation, plus importants qu'en France, où il suffit d'être installé à Paris. Les Allemands profitent aussi souvent mieux que les Français des avantages fiscaux de la décentralisation. Leur pratique plus large de la publicité et leurs stocks plus importants, grâce

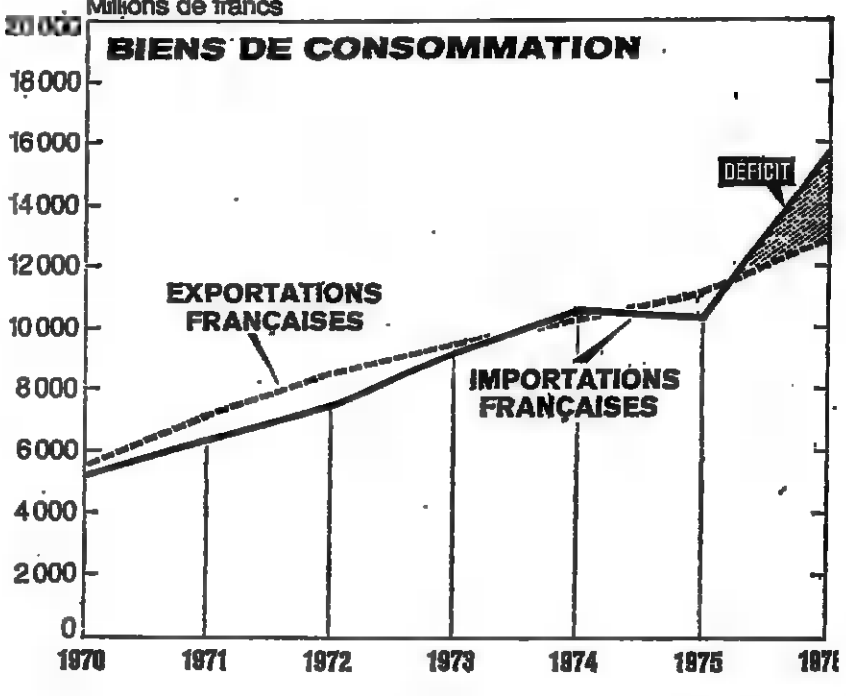
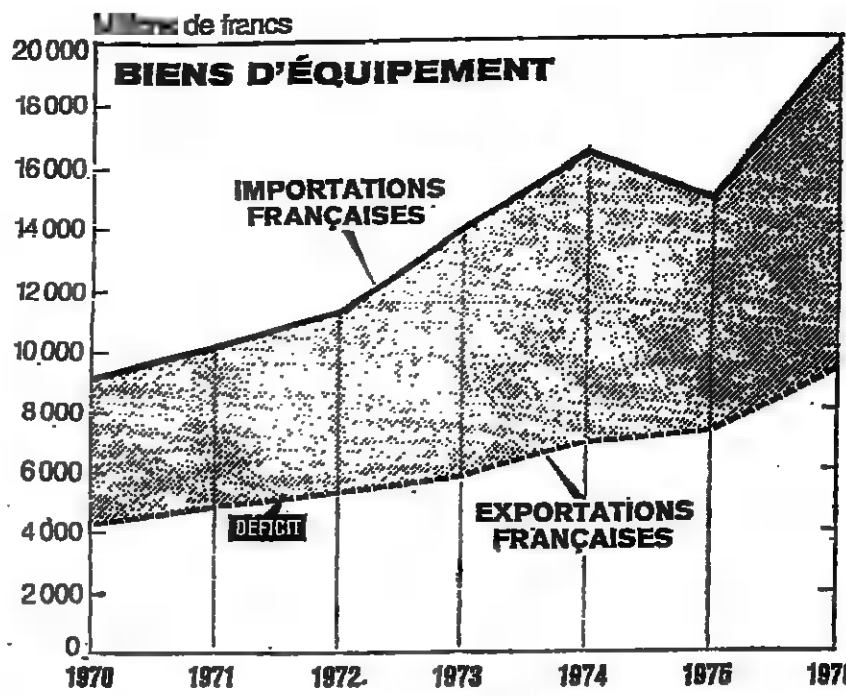
à des capacités financières supérieures, leur donnent un effet beaucoup plus grand que celui de la réponse.

La progression rapide depuis quelques années de nos échanges agro-alimentaires et la détérioration du taux de couverture dans ce secteur sont considérés comme un des meilleurs indices de la dégradation de nos échanges avec la R.F.A. d'offrir le plus en plus de produits agro-alimentaires élaborés, que la France vend surtout des produits agricoles bruts. Ce dynamisme se retrouve dans la vente de produits agro-alimentaires : les Allemands en ont vendu en France, l'an dernier, pour 21 milliards de francs.

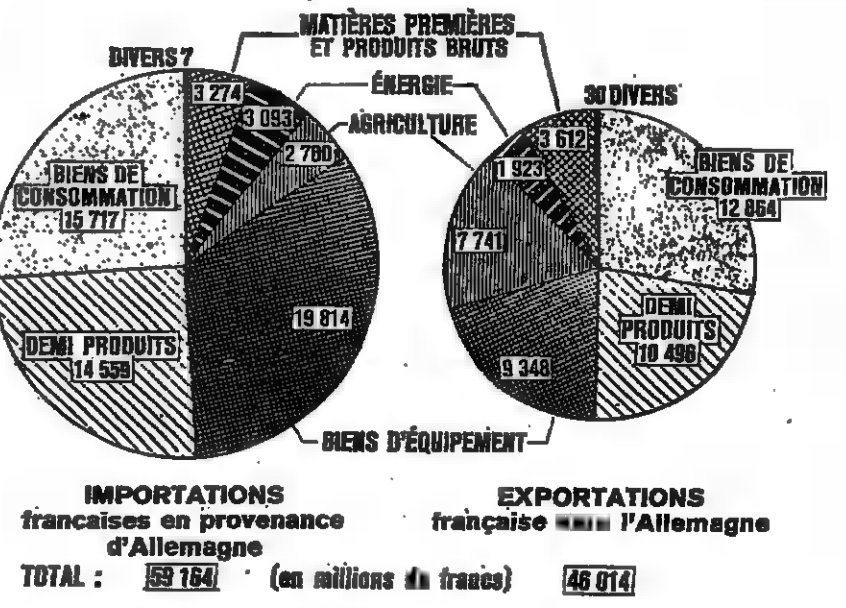
D'autres secteurs des échanges franco-allemands sont bénéficiaires. Il en va de l'énergie, par suite des importations de charbon, et des demi-produits, à l'exception de la chimie et de la sidérurgie. Mais ce sont surtout les importations de biens d'équipement qui pèsent lourd dans la balance, depuis de longues années. L'an dernier, le déficit sur ce

poste a représenté 80 % du déséquilibre de la balance franco-allemande.

La cause est essentiellement l'absence dans l'Hexagone de certaines productions dans les domaines des biens d'équipement (machines-outils, pièces détachées d'engins agricoles, matériel de transport public, maintenance, mécanique de haute précision, machines agricoles, équipements pour la chimie, les plastiques, l'alimentation, le matériel électrique et électronique).



MÊME POUR LES PRODUITS DE CONSOMMATION LES ÉCHANGES FRANCO-ALLEMANDS ONT LAISSÉ APPARAÎTRE EN 1976 UN SOLDE NÉGATIF



TIERS-MONDE

Le nœud coulant

(Suite de la page 17.)
La diversification géographique de nos échanges avec le tiers-monde reste limitée. L'Afrique du Nord et l'Afrique noire continuent à représenter près de 60 % de nos échanges. Les pertes de nos échanges avec ces régions restent importantes à quelques pays : Nigéria, Libye, Irak, Égypte. Dans certains des pays les plus dynamiques (Arabie Saoudite, Iran, Corée du Sud, Brésil) la part française du marché local plafonne entre 3 % et 5 % des importations en provenance des pays de l'O.C.D.E.

On peut se demander à quel prix est parée la progression des échanges avec les pays en développement. Il est tentant de le relier à l'augmentation très rapide des crédits commerciaux dont l'encours a augmenté de 10 milliards de francs en 1975 et de 16 milliards de francs en 1976 pour atteindre un total de 35 milliards de francs. Les exportations vers les pays en développement (y compris l'O.P.E.P.) ont bénéficié de 50 à 80 % de ces crédits. De même une part importante des aides directes aux exportateurs couvre des exportations de biens d'équipement lourds vers ces pays. Le coût budgétaire de ces soutiens (garantie du risque économique) est rapidement croissant.

Les financements sont largement, avec nos crédits, nos exportations vers le tiers-monde. Il reste que les perspectives déjà fragiles de rééquilibrage du commerce extérieur français vers 1980 prévues dans le VII^e Plan sont en danger si la situation du pays en développement venait à s'effondrer. Pour rappel, en 1976, le déficit du tiers-monde a été de 20,5 milliards de francs.

C'est donc un grand risque d'arriver à la fin du dialogue Nord-Sud de Paris à terme par un échec. L'effondrement de certains pays à l'échelle de nos niveaux que les banques privées ont des réticences de plus en plus fortes à s'engager. En outre, les facilités de crédit accordées par le F.M.I. ou les institutions internationales sont de plus en plus épuisées.

Dans les derniers mois, la hausse rapide des matières premières et énergétiques (indice Moody's de l'énergie, juillet 1976 + 12 %) a entraîné une bouffée d'oxygène à nos échanges. Mais nous ne pouvons pas nous en satisfaire beaucoup de l'un à l'autre. Ceux qui connaissent un développement rapide (Mexique, Brésil, Corée...) sont les plus ouverts sur le commerce international et leurs perspectives de croissance sont particulièrement dépendantes de l'augmentation de leur ventes d'exportation.

Les produits manufacturés, pour les derniers, les ventes se sont accrues de 30 % par an au moyen terme (1970-1975) mais représentent pour près de la moitié des échanges internes (Mexique, Brésil, Corée...) sont les plus ouverts sur le commerce international et leurs perspectives de croissance sont particulièrement dépendantes de l'augmentation de leur ventes d'exportation.

Les financements sont largement, avec nos crédits, nos exportations vers le tiers-monde. Il reste que les perspectives déjà fragiles de rééquilibrage du commerce extérieur français vers 1980 prévues dans le VII^e Plan sont en danger si la situation du pays en développement venait à s'effondrer.

Pour rappel, en 1976, le déficit du tiers-monde a été de 20,5 milliards de francs. C'est donc un grand risque d'arriver à la fin du dialogue Nord-Sud de Paris à terme par un échec.

La continuité de la croissance rapide de la récession des pays industriels est vulnérable. Quant aux pays en développement (Afrique enclavée, sous-continent indien), les perspectives économiques s'assombrissent toujours et les dépendants pour l'aide publique des pays développés.

Globalement, un effort massif est nécessaire pour recouvrer des équilibres positifs. La revalorisation des exportations du tiers-monde (projet d'institution d'un fonds commun : Stabex dit aussi le Lomé), l'accroissement de l'aide publique des pays développés, l'effort des pays en développement, l'effort des pays industriels, l'effort des pays de l'O.C.D.E. ou de l'O.P.E.P., ou une autre négative comme l'allègement des taxes. Le rôle des institutions à engager sera d'autant plus important que l'effort sera entrepris plus tard.

Il est donc nécessaire de nous engager dans une recherche plus approfondie de la situation des pays en développement. Les problèmes financiers qui se posent n'ont pas qu'un volume

GERARD TARDY.

Edite par OBBO
une initiation au décalque

Analyse et Synthèse
Ce document présente de façon claire et vivante les bases de la comptabilité OBBO :
- les renseignements analytiques et de synthèse que l'on peut en tirer ;
- les différents documents et journaux qui en découlent ;
- enfin, il donne un aperçu de l'emploi de la comptabilité OBBO comme instrument de gestion, pour toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Analyse et Synthèse" OBBO - 9 rue de Mauberge, Paris - (01) 280.68.78 - 878.25.50

Nom : _____ Adresse : _____ Tél. : _____

CHANGEZ DE LANGUE MATERNELLE.

Passer un mois seul avec une équipe de professeurs Berlitz. Un mois durant lequel vous serez obligé de parler et de penser dans leur langue. Demandez le calendrier des stages à : Paris, tél. : 742.13.29, Nice, tél. : 85.59.35. Cannes, tél. : 39.26.

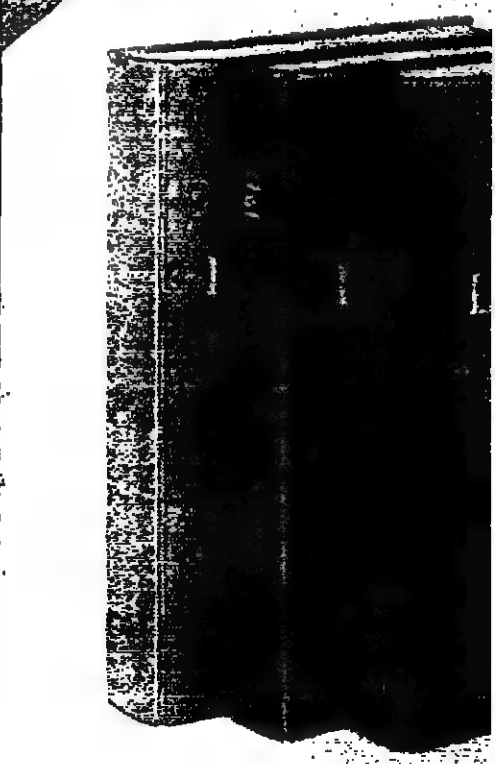
"IMMERSION TOTALE" BERLITZ

Service traduction Organisme privé

LES MARCHÉS L
quand le
redécou

la nécessité
d'une implantation
locale

EDITION 1977
VIENT DE PARAÎTRE



POUR RÉPONDRE CONCRÈTEMENT
JURIDIQUES QUI SE POSENT AU
LAMY SOCIAL
Tous les problèmes traités
correspondent à une situation
que nous avons eue à connaître
dans la vie des entreprises.
LAMY FISCAL
De la technique, la rapidité
de consultation garantissent
l'efficacité dans vos recherches
de solutions fiscales.
Actualisation permanente entre 2 éditions

كندا من الأصل

LES MARCHÉS LES PLUS DÉVELOPPÉS

Quand les firmes françaises redécouvrent l'Amérique

(Suite de la page 17.)

« Aujourd'hui, 25 % des exportations françaises sont destinées par ce pays de société », explique le conseiller commercial de l'ambassade de France à Washington. Il y a également d'autres exportations. Celles-ci peuvent par les filiales portoricaines, où les exonérations d'impôts s'étendent de dix-sept à trente ans.

La nécessité d'une implantation locale

Cependant, la France ne subit un traitement spécial qu'un quart en Europe de protectionnisme. Elle ne peut expliquer à lui seul la faiblesse de nos ventes aux États-Unis comparées à celles du Japon ou même de l'Allemagne. Une seule cause : les services commerciaux de l'ambassade de France à Washington, la compétitivité des produits français par rapport aux produits américains est fortement dégradée.

Entre 1965 et 1976 les produits industriels ont perdu près de 33 % de leur compétitivité, leurs prix sont donc élevés en moyenne supérieure de 11 % aux prix américains. Même si ces chiffres n'ont pas une signification très claire, ils indiquent malgré tout la tendance. Les entreprises ont donc une tendance à l'exportation, mais aussi l'accélération de l'inflation en France.

Face à cette situation, l'application de règles de bon sens (connaître l'anglais, s'informer à la source, faire preuve d'esprit de suite, s'adapter à la concurrence), ou le lancement d'opérations promotionnelles — le C.N.F.P. les propose — ne suffisent pas à créer une « implantation française » aux États-Unis ? — ne suffisent pas à créer une « implantation française » aux États-Unis ? — ne suffisent pas à créer une « implantation française » aux États-Unis ?

Ces ceux qui ont quelque expérience de l'exportation savent que cela ne suffit pas.

L'implantation n'est pas nouvelle. Un petit nombre de sociétés françaises (L'Air liquide, Pechiney - Ugine - Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Michelin, Creusot-Loire, Gardinier, pour citer quelques-unes) ont compris depuis longtemps que, jusqu'à une époque récente, que les gigantesques expec-

tions qui confirment la règle. Depuis deux ans, les exportations ont commencé à baisser. Entre 1973 et 1976, les investissements directs de la France aux États-Unis ont doublé, et leur total cumulé atteignait 1 077 millions de dollars, soit un peu plus de 5 milliards de F (voir graphique). En 1976, le mouvement s'est encore amplifié, puisque pour les premiers mois, leur montant est déjà égal à celui de l'ensemble de l'année 1975 (833 millions de F, soit 1 250 millions de dollars). Seul le Japon a connu une telle accélération de ses investissements sur le territoire américain.

Pour apprécier cette évolution, il faut cependant tenir compte de deux facteurs. D'une part, les chiffres ne reflètent pas les investissements dans les sociétés américaines où la participation étrangère est supérieure à 25 %. Les placements (achats d'appartements, de terres agricoles, etc.) aux États-Unis, qui se sont eux aussi notablement accrus, ne sont pas recensés. D'autre part, la France comme le Japon n'avait, comparativement à la Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou à la Suisse, que très peu investi aux États-Unis jusqu'en 1973. Dans le classement des cent premières entreprises étrangères implantées aux États-Unis, on ne trouve que dix françaises : la première d'entre elles, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, ne se situe qu'à la vingtième rang.

Une stratégie industrielle

Le débarquement des industriels français aux États-Unis est le résultat de leur activité dans la perspective d'un changement de majorité en France. Aujourd'hui certains syndicats, listes, bien des transferts de fonds particuliers, et d'autres certaines sociétés, répondent à cette préoccupation. Mais, plus qu'une motivation politique, les entreprises des groupes français considèrent une stratégie industrielle.

Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et Pechiney - Ugine - Kuhlmann se sont implantés aux États-Unis à une époque où le programme commun n'existait pas. De surcroît, les « nationalisables » ne s'attendaient pas à investir outre-Atlantique. L'Oréal, Bin Calor, BBR, Téfal, les Promagies, les Sika, Roemig, l'entreprise nationale Elf-Aquitaine, les sociétés françaises pétrolières, ont ouvert leur implantation sur le sol américain. Toutes ces entreprises partent du même point :

pour maintenir un taux de croissance élevé, la pénétration sur le plus grand marché mondial est essentielle. La mise en pratique de ce principe a varié selon les sociétés et les époques.

L'implantation d'une unité de production, d'une filiale sous le contrôle étroit du siège social, a eu les faveurs de Michelin (qui a déjà investi 300 millions de dollars), de Bie et, plus récemment, des Sika Roemig. Cette méthode n'est valable que sous certaines conditions : que l'entreprise dispose déjà d'une renommée mondiale, d'une certaine part du marché américain et d'une technologie avancée dans son secteur.

Une autre méthode, avec une société américaine (Joint Venture) a connu des fortunes diverses. De sérieux déconvenues (Saint-Gobain-Pont-à-Mousson avec Certain Teed, Creusot-Loire avec Alan Wood et enfin avec Milton Roy) voisinent avec des opérations mieux réussies (Lafarge avec Lona Star). En 1976, Creusot-Loire a acheté pour 200 millions de dollars 47 % de Phoenix Steel, fabricant de produits sidérurgiques.

L'acquisition d'entreprises américaines est la solution qui a de plus en plus les faveurs des industriels français. Elle permet souvent de faire d'une pierre deux coups : prendre pied sur le marché à travers une société locale qui apporte son nom, ses clients, son réseau, et acquiesce à une technologie particulière. La liste de telles opérations s'allonge : Creusot-Loire, Roemig, Gardinier, les Ciments français, la Compagnie française des pétroles à la pointe : composants électroniques, équipements professionnels, services informatiques. La liste s'allonge.

Une politique de rachat

La démarche de Thomson-C.S.F. est à cet égard significative. En 1974, la société repart avec une commande de caméras couleur de reportage de la grande chaîne de radio-télévision C.B.S. Un beau contrat à l'exportation — sinon par son montant du moins par son impact psychologique — qui risquait cependant d'être sans lendemain. Peu de temps après, C.S.F. décide de se séparer de sa filiale de production de matériel, C.B.S.-Laboratories. Thomson-C.S.F. achète l'occasion, et pour 2 millions de dollars elle rachète C.B.S. - Laboratories, préalablement amputée de ses activités militaires. La firme française va alors se servir de C.B.S.-Labora-

ries pour renforcer son influence sur le marché américain du matériel professionnel de télévision. « Cette opération est définitivement établie », crédibilité aux États-Unis.

D'un coup, Thomson-C.S.F. obtenait une base de clientèle, un réseau commercial et une technologie adaptée au marché américain. Sans parler des liens humains qui se sont noués à cette occasion avec les bénéficiaires pour le moment réinvestis sur place. Aujourd'hui, la firme américaine, devenue Thomson-C.S.F.-Laboratories, fabrique à côté de New-York les caméras couleur. Elle emploie cent cinquante personnes. En deux ans, le chiffre d'affaires a triplé et atteint, en 1977, 12 millions de dollars. Ces chiffres d'affaires sur place ne diminuent pas d'autant le volume des exportations ? « C'est ce qu'on veut », expliquent les industriels français. On s'implante avec si possible un « label » américain qui facilite le contact avec la clientèle, ou l'on ne vend rien. De plus, précisent les dirigeants de Thomson-C.S.F., « les ventes aux États-Unis de Thomson-C.S.F.-Laboratories intègrent une part de produits français (un tiers environ). Cette opération nous fait connaître aux États-Unis et sert de support pour des exportations dans d'autres secteurs ».

Fort de cette expérience et de celle réalisées quelques années plus tôt avec le rachat du département radiologie médicale de Westinghouse, le groupe Thomson intensifie sa prospection aux États-Unis. Tout comme son grand concurrent français, la Compagnie générale d'électronique qui a même élaboré un « plan d'attaque » étalé sur cinq ans. Tous deux cherchent à reprendre des « petites » entreprises américaines exerçant leur activité dans des secteurs à pointe : composants électroniques, équipements professionnels, services informatiques. La liste s'allonge.

À un niveau plus modeste, Sofinnova International a investi 1,2 million de dollars aux États-Unis (dont 800 000 en 1976) à travers une quinzaine de petites prises de participation (quelques pour cent du capital) dans des petites et moyennes entreprises américaines dans le plus souvent sur des secteurs à pointe (informatique, composants, télécommunications).

Pour le moment les autorités américaines ne s'opposent à de tels investissements, qui créent — ou maintien-

nent — des emplois, allègent la balance des paiements. De nombreux États offrent même des avantages fiscaux aux investisseurs étrangers. Cette politique de la « porte ouverte » durera-t-elle ?

« Pour planter des usines, partir de zéro, acheter des petites sociétés américaines, il n'y a pas de problème », explique un représentant français à Washington. « Il en va tout autrement quand un nouveau venu aux États-Unis laisse percer de trop grandes ambitions, ou s'attaque à des secteurs stratégiques. » Dans ce cas, les moyens de blocage ne manquent pas, les sociétés travaillant pour la « défense » doivent avoir un conseil d'administration composé uniquement de citoyens américains. Des manifestations antifrancophones ont « éclaté » lors de l'offre publique d'achat lancée par Inmetel (Rothschild) sur le fabricant de produits aéronautiques Copperfield. Bie a tenté de racheter en décembre 1976 la division « Rasoir » de Philip Morris : la Federal Trade Commission s'y est opposée. S'appuyant sur le Clayton Act, elle a estimé que cette opération risquait de réduire la concurrence sur le marché des rasoirs, occupé à 60 % par le groupe américain Gillette. Une mesure similaire est survenue à une société américaine dans la chimie.

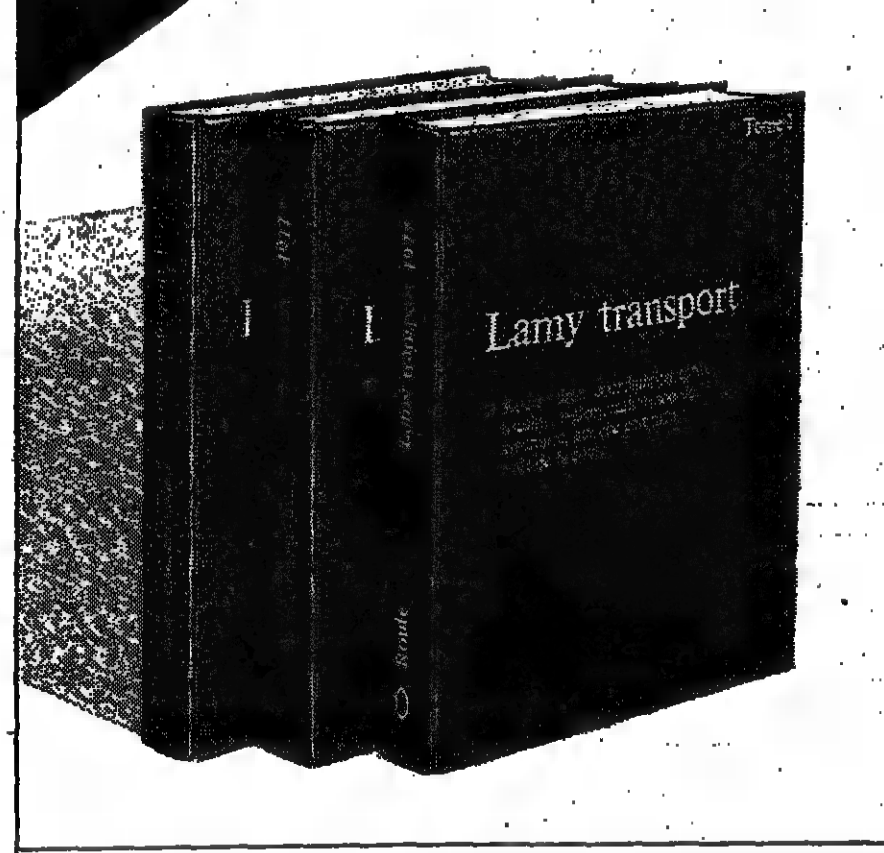
N'est-il pas déjà trop tard pour « redécouvrir l'Amérique » ? Certains le craignent. « Les bonnes affaires réalisées, expliquent-ils, s'il faut attendre quelques années, comme l'on fait certaines sociétés françaises, mais aussi et surtout les groupes japonais et Philipps en électronique. Quand ce n'était pas à la mode. Au moment où le dollar était fort, les entreprises américaines « à vendre » nombreuses. Lorsque les affaires politiques monopolisent l'attention des Américains... »

« Il reste encore de belles possibilités. Mieux tard que jamais », répondent ceux qui prospectent outre-Atlantique. Même s'ils pensent que la reprise économique, les affrontements commerciaux et les tendances « nationalistes » qui apparaissent vont rendre de plus en plus difficiles et aléatoires les implantations étrangères aux États-Unis, ils estiment avoir encore deux ou trois ans devant eux.

MICHEL BOYER
et JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Les importations comptabilisées C.A.P. (assurance et fret compris).

L'ÉDITION 1977
VIENDE PARAITRE



LAMY TRANSPORT 77 : UNIQUE EN FRANCE Une véritable encyclopédie du droit des transports

pour l'usager
pour le professionnel du transport
pour la formation et le perfectionnement
du personnel des services de transport.

A jour des derniers textes et plus récentes décisions judiciaires, le LAMY TRANSPORT, édition 77, traite du droit et de la réglementation des modes de transport (fer, route, navigation intérieure, mer, air), professions auxiliaires (commissionnaires de transport, transitaires, courtiers de fret, etc.) et du transport des matières dangereuses.

S'il est forcément juridique par nature, les spécialistes qui l'ont rédigé ont tenu essentiellement à ce qu'il soit à la fois complet et pratique. On y trouve donc, reproduites in extenso, toutes les dispositions législatives ou réglementaires qui régissent

chaque mode de transport, pour le cas où le lecteur désirerait s'y référer. Le commentaire qui en est fait a pour but de rendre ces dispositions accessibles à tous, même profane.

En rapport depuis de longues années avec un nombre considérable de transporteurs et d'usagers, connaissant les difficultés de toute nature susceptibles de se présenter à l'occasion des transports, les rédacteurs du LAMY TRANSPORT ont acquis une expérience qui donne seule une longue pratique dont ils font aujourd'hui profiter le lecteur.

POUR RÉPONDRE CONCRÈTEMENT À TOUS LES PROBLÈMES JURIDIQUES QUI SE POSENT AU SEIN DE L'ENTREPRISE :

LAMY SOCIAL

Tous les problèmes du correspondant à une situation juridique précise et à connaître dans la vie des entreprises.

LAMY FISCAL

Sa valeur technique, sa rapidité de consultation garantissent l'efficacité dans vos recherches de solutions fiscales.

Actualisation permanente entre 2 éditions annuelles

LAMY SOCIÉTÉS

Conseille et éclaire les dirigeants praticiens sur un droit complexe, changeant, souvent répressif.

LAMY TRANSPORT

Pratique, complète, regroupe toute la documentation indispensable à l'usager comme à l'expert.



155, rue Legendre - 75850 Paris Cedex 17.
Tél. 01.26.90
S.A. au capital de 380.000 F.
R.C. Paris B 305 254 181 - CCP PARIS n° 20581 11H

Je désire recevoir une documentation complète sur le :

☐ LAMY SOCIAL ☐ LAMY SOCIÉTÉS
☐ LAMY FISCAL ☐ LAMY TRANSPORT

M. _____ Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Téléphone _____ Ville _____

Faites parvenir ce coupon-réponse à :
LAMY S.A., 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

POINTS DE VUE SUR LES NATIONALISATIONS

Des expériences étrangères aux réalités françaises

par CLAUDE SERREUILLES

Il ressort des sondages ces dernières années sur les nationalisations que les Français en majorité sont favorables à un concept plus abstrait. Sommairement, la nationalisation s'identifie à une notion de justice, la propriété aux producteurs. Elle symbolise une conquête : celle du peuple sur les exploitateurs. Ensuite, les idées se brouillent et les critiques surgissent à l'égard de l'Etat patron. Les nationalisations apparaissent et, lorsque les services publics, le climat demeurent passif.

Il reste que aux yeux de nombreux éléments de la gauche française, les nationalisations ont a priori valeur de dogme. Il n'en est pas partout ainsi. Les socialistes allemands ne semblent pas croire à la nationalisation et leur programme est d'interdire bien davantage à la cession. En Suède, des socialistes ont conduit leur parti à un régime de plus en plus socialiste dans le respect des libertés, sans pour autant recourir à des nationalisations. En Italie, M. Giorgio Napolitano, un des principaux économistes du P.C.I. transalpin, déclarait tout récemment : « Nous sommes favorables au profit puisque nous acceptons le principe d'un profit. Nous sommes hostiles à la propriété nationale, sauf peut-être dans l'industrie pharmaceutique et la grande industrie sidérurgique ». En Grande-Bretagne, où les gouvernements travaillistes ont pratiqué les plus larges nationalisations par secteurs (sidérurgie, énergie, transports, etc.), un sondage révèle qu'elles ont été une impopulaire réussite.

Pour la première fois dans l'histoire

France, l'appropriation par l'Etat des moyens de production et d'échanges ne répond pas seulement à des considérations idéologiques. Le parti communiste, pour sa part, entend une situation irréversible. Il veut que toutes les entreprises nationalisées aient un statut d'entreprise publique et que soit affirmé le caractère inaliénable des biens acquis par l'Etat. Il vise ainsi à accroître l'empire de l'appareil d'Etat sur les entreprises et, à travers elle, à développer la production de biens. Pour les socialistes, les nationalisations ont une valeur sentimentale, elles répondent à une sensibilité populaire mais ont un faible contenu du point de vue de la doctrine. Elles sont plutôt perçues comme le prix payé pour parvenir à un accord avec le P.C. Les socialistes sont d'ailleurs loin d'être unanimes sur ce chapitre. Les nationalisations vont en effet à l'encontre du courant autogestionnaire qui suppose une très large décentralisation.

Les syndicats, quant à eux, attendent des nationalisations la consolidation de l'emploi. A l'heure des trades-unions, ils savent bien que les nationalisations ne peuvent que servir à survivre. Ils ont donc grâce aux subventions de l'Etat et que les compressions de personnel seront une majeure partie évitée. A plus forte raison lorsqu'une entreprise est nationalisée : en France, dans le secteur des entreprises publiques, les licenciements sont rares. Les syndicats ont donc une attitude positive. Ils ont même, en 1975, voté une loi contre le licenciement dans le secteur privé, soit inférieur à 28 %, soit qu'il soit dû à une déstructuration de l'entreprise. Les porte-paroles de ces deux types de compagnies pour exploiter l'Etat. Toutefois, les syndicats ont aussi une attitude négative. Ils ont peur du roulement la faillite n'épargne plus personne. On vient de le voir en Italie où, en décembre 1976, l'EGAM, quatrième holding publique, a été liquidée. Les plus importantes entreprises métallurgiques. C'est la première fois dans l'histoire des entreprises publiques que l'Etat a dû renoncer à porter l'entreprise. Les entreprises publiques ont donc le droit de faire l'Etat. Elles ont aussi le droit de faire l'Etat. Elles ont aussi le droit de faire l'Etat. Elles ont aussi le droit de faire l'Etat.

France, notamment par le C.G.T., ne suffirait pas davantage pour garantir l'emploi dans la crise.

D'ailleurs le jour où la loi sur les nationalisations sera votée, les difficultés commenceront. Nous l'observons en Grande-Bretagne où, dans les entreprises nationalisées, il existe un antagonisme entre ministre responsable et président du conseil d'administration. D'un Etat à l'autre, les relations ne sont guère meilleures. En Suède, Sir Harold Wilson, alors premier ministre, avait dû confier à l'Office national de développement économique le soin d'enquêter sur les relations entre gouvernement et public. Les relations ne se sont guère améliorées depuis. Récemment on assistait à un échange de propos acides entre M. Callaghan et le président de la British Airways, Sir Frank McAdams, qui accuse Whitehall de s'ingérer à tort et à travers dans la gestion de sa compagnie, tandis que le premier ministre rétorquait que, si Sir Frank est un bon technicien, il n'entend rien à la politique. Lorsque l'ancien ministre travailliste Sir Richard Marsh quitta la direction des British Railways, découragé amer, il déclara : « L'Etat est une machine à bricoler ».

Le monde extérieur, n'ayant jamais eu à révoquer personne, fabriqué ni vendu quoi que ce soit. Le rapport de l'Office suggère la création, au sein de chaque entreprise, d'un conseil de direction qui servirait de tampon entre le gouvernement et la direction de la société. Il serait composé de fonctionnaires ainsi que de représentants de l'industrie, des syndicats et des consommateurs. Il serait élu par les salariés. Mais on voit un alourdissement de l'appareil bureaucratique et un simple transfert de siège des décisions.

Si l'on se tourne vers la Yougoslavie, pays encore faiblement développé mais où les expériences d'Etat ne sont pas unanimes sur l'opportunité ou l'urgence de certaines mesures. Tous admettent que, sur le plan strictement politique, rien ne serait plus propre à l'appeler l'opinion que l'annonce de nationalisations. Mais du point de vue de l'efficacité, il pourrait en aller autrement. Certains se demandent si, dans une phase difficile, il serait bien recommandable que le pouvoir se mette délibérément sur les bras la peine de la prise directe d'importantes sections de l'industrie et des services publics de dirigeants. Le plus souvent parachutés de la ville d'ailleurs qu'ils ont voulu qu'ils soient nécessaires.

Si l'on se tourne à l'orthodoxie marxiste-léniniste et se fixe comme but à atteindre le capitalisme monopolistique d'Etat, les nationalisations n'ont pas de plus ; elles ne sont ni une panacée ni une fin en soi. Le transfert de propriété ne tient pas lieu de politique globale ni de dessin économique. Les nationalisations, dans ce cas, ne sont que des moyens. Elles ne sont que des moyens. Elles ne sont que des moyens. Elles ne sont que des moyens.

sation puisse appréhender étant une personne morale, en l'occurrence la société. Il découle de l'article 34 de la Constitution que le Parlement doit être saisi d'autant de projets de loi qu'il y aurait de sociétés à nationaliser. Les uns pourraient se satisfaire de nationaliser les entreprises, les autres voudraient que le Parlement soit saisi de projets de loi qu'il y aurait de sociétés à nationaliser. Les uns pourraient se satisfaire de nationaliser les entreprises, les autres voudraient que le Parlement soit saisi de projets de loi qu'il y aurait de sociétés à nationaliser.

Les tares du gigantisme

Le programme commun de la gauche prévoit de nationaliser les entreprises de production et de distribution. Les fonctions administratives et de travail national, de la Caisse des dépôts, des sociétés de développement régional et de la Caisse d'Allocations Familiales. On ne voit pas comment quelques affaires au sein de la gauche qui porteraient en lui, de la nationalisation, le gigantisme ne deviendrait un handicap pour la centralisation bureaucratique.

Des dirigeants de la gauche professent qu'ils ne peuvent compter sur les entreprises pour leur politique. D'où la nécessité d'une attaque frontale pour démanteler cette technocratie. On a fait, en effet, beaucoup d'efforts pour démanteler cette technocratie. On a fait, en effet, beaucoup d'efforts pour démanteler cette technocratie. On a fait, en effet, beaucoup d'efforts pour démanteler cette technocratie.

Mais au sein de la gauche, les groupes de gauche ne sont pas unanimes sur l'opportunité ou l'urgence de certaines mesures. Tous admettent que, sur le plan strictement politique, rien ne serait plus propre à l'appeler l'opinion que l'annonce de nationalisations. Mais du point de vue de l'efficacité, il pourrait en aller autrement. Certains se demandent si, dans une phase difficile, il serait bien recommandable que le pouvoir se mette délibérément sur les bras la peine de la prise directe d'importantes sections de l'industrie et des services publics de dirigeants.

Si l'on se tourne à l'orthodoxie marxiste-léniniste et se fixe comme but à atteindre le capitalisme monopolistique d'Etat, les nationalisations n'ont pas de plus ; elles ne sont ni une panacée ni une fin en soi. Le transfert de propriété ne tient pas lieu de politique globale ni de dessin économique. Les nationalisations, dans ce cas, ne sont que des moyens. Elles ne sont que des moyens. Elles ne sont que des moyens. Elles ne sont que des moyens.

Ce qu'on peut retenir de ce qui précède, c'est que les nationalisations ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont pas une fin en soi.

Le risque d'étatisation

par GEORGES TIFFON (*)

Le débat public qui a lieu sur l'indemnisation des actionnaires pourrait l'être utilement sur d'autres thèmes, qui sont déterminants pour la réussite des nationalisations. Il s'agit du statut et de la structure interne de l'entreprise, de son administration et de gestion, du rôle du personnel dans la gestion, de la nomination des pouvoirs et des responsabilités des dirigeants, des rapports entre l'Etat et l'entreprise, rien de précis n'apparaît dans les textes publiés.

Prenez l'exemple du « contrat ». Quatre questions se posent : pourquoi un contrat ? que doit contenir le contrat ? quels seraient les contractants ? qui en assurerait l'application ? Apportons quelques éléments de réflexion.

Pourquoi un contrat ?
L'entreprise nationale, telle que l'Etat la voit, doit répondre à un impératif : servir d'agent d'intervention économique et sociale. Elle doit être gérée de manière exemplaire, d'autre part. Si ces impératifs sont, à certains moments, antagonistes, l'essentiel est qu'ils ne se soient pas dans la confusion.

L'inflexion de la politique économique est de la responsabilité du pouvoir politique. La qualité de la gestion est de la responsabilité des dirigeants de l'entreprise. L'entreprise a une responsabilité vis-à-vis du public. Elle doit être gérée de manière exemplaire, d'autre part. Si ces impératifs sont, à certains moments, antagonistes, l'essentiel est qu'ils ne se soient pas dans la confusion.

Il s'agit d'une question assez théorique, sinon idéologique. Mais car peut-il y avoir un contrat entre une entreprise publique et la nation ? L'équilibre des forces n'est pas assuré entre ces deux entités.

Quel contenu ?

Il peut paraître assez facile de fixer un objectif à des entreprises qui assurent des services publics. Mais l'objectif doit être précis et mesurable. Il doit être réalisable. Il doit être réalisable. Il doit être réalisable. Il doit être réalisable.

Les SNCF produits et livrés par l'Etat, la densité du réseau de distribution, la qualité du service, les horaires, les tarifs, les conditions de travail, les conditions de travail, les conditions de travail, les conditions de travail.

L'engagement de l'Etat peut porter sur les moyens de financement (dotation en capital, prêt, garantie des emprunts) ou sur les conditions de travail (salaires, conditions de travail, conditions de travail, conditions de travail).

Pour limiter la dette de l'Etat, il faut limiter la dette de l'Etat. Il faut limiter la dette de l'Etat. Il faut limiter la dette de l'Etat. Il faut limiter la dette de l'Etat. Il faut limiter la dette de l'Etat. Il faut limiter la dette de l'Etat. Il faut limiter la dette de l'Etat.

Pour les Charbonnages de France, la dette perdue en 1974, par rapport au prix du marché, du fait du blocage des prix de vente des houillères, s'élève à 800 millions de francs, somme qui doit être assurée pour leur équilibre en 1976 et 1977.

(*) Georges Tiffon, directeur adjoint des Charbonnages de France.

La normalisation des prix de charbon aurait permis de libérer le bassin de Lorraine d'équivalents leurs comptes.

Pour des entreprises comme Rhodan-Poulenc ou la Compagnie générale d'électricité, l'énoncé des produits est singulièrement complexe. Il faudrait donc fixer des critères globaux d'appréciation, probablement des critères financiers et des ratios. Mais ces données ne devraient pas être les seules à prendre en compte. Pour l'entreprise nationale, la réponse aux objectifs qui lui sont assignés par le pouvoir commun de gouvernement, elle ne peut pas seulement être nécessairement gérée suivant les règles et les méthodes admises en matière de marché. Elle devra être gérée comme une entreprise de production, de distribution et de développement fixés par le Plan.

Quels seraient les contractants

L'Etat et l'entreprise sont des entités qui ne peuvent prendre d'engagements juridiques sans l'entremise de personnes dotées d'organes juridiquement habilités à contracter.

Est-ce le ministre de tutelle qui signerait un contrat avec le P.D.G. de l'entreprise, homme qu'il aura peut-être lui-même nommé et nommé ou fait nommer par le conseil d'administration ? Le ministre peut-il être le tuteur-contrôleur de l'autre contractant, l'Etat ? Il y a là une difficulté majeure, voire incompatibilité, entre la responsabilité de l'Etat et la responsabilité de l'entreprise.

Une solution consisterait à faire intervenir un organisme qui prendrait l'engagement au nom de l'Etat, à la condition toutefois que ce ministre dispose d'une position et des pouvoirs particuliers lui permettant une indépendance et une autorité suffisantes. Un gouvernement de gauche devrait étayer son action économique sur un véritable plan d'investissement et de développement au sein du Plan à large échelle.

Qui contrôlerait l'application ?

Sans mettre en doute l'intention des parties d'un contrat, il est évident que les problèmes d'interprétation ne posent pas fréquemment et qu'il faut savoir si le contrat est correctement appliqué.

Pour être crédible et applicable, le contrat doit être simple, clair, précis, réalisable et ne comporter qu'un nombre limité de paramètres. Or l'entreprise nationale est une machine à mouvoir économique et sociale permanente. Les effets sur les résultats propres de l'entreprise des facteurs économiques, monétaires et sociaux extérieurs seront à apprécier, voire à calculer : l'Etat aura pu, de son côté, imposer directement ou indirectement des contraintes non prévues. Qui pourra porter un jugement sur le respect du contrat ?

Cette mission, qui ne peut pas être confiée à l'administration, qui est partie au contrat, ni par la Cour des comptes, dans les procédures d'enquête ne peuvent pas répondre à ces objectifs. Elle doit être confiée à une magistrature spécifique, un conseil supérieur des entreprises publiques, dont les membres, totalement indépendants de l'exécutif, pourraient être nommés par le Parlement, le Conseil économique et la Cour des comptes par exemple.

La garantie d'un jugement impartial porté sur leurs résultats et sur l'application du contrat, qui leur sont données aux entreprises nationales, leur permettrait de se consacrer entièrement à la réalisation des objectifs qui leur seraient assignés. Il ne faudrait pas pour autant qu'elles soient dans une indépendance absolue, ce qui leur rendrait insupportable pour la nation. Pour limiter le risque, il faudrait éviter de faire jouer pleinement le contre-poids que constituerait un système de planification démocratique.

A défaut d'une construction équilibrée, l'Etat reprendrait rapidement ses pouvoirs et les entreprises se résoudraient pas à l'épreuve de la faillite.



Lentilles de contact miniflexibles.
Encore plus petites.
Plus légères. Plus douces.

A la gamme des lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur minuscule diamètre, ces mini-lentilles au contact doux et agréable à porter et totalement invisibles pour l'entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous ne pouvez pas vous résigner à porter des lunettes, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes raisons pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
11, rue Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
Télégrammes et téléphones sur demande.

Avec les Air Canadiens, allez où vous voulez au Canada. Directement.
31 villes vous attendent.

Air Canada vous offre un vrai choix de destinations en Amérique du Nord : 31 villes au Canada et 10 aux Etats-Unis.

Avec Air Canada, vous profitez également d'horaires étudiés pour faciliter votre vie d'homme d'affaires. Par exemple, vous partez de Charles-de-Gaulle à 11 h 30 et vous arrivez à Montréal à 12 h 55, à pied-d'œuvre pour vos rendez-vous.

Enfin vous serez en bonne compagnie avec les Air Canadiens : un équipage très aimable, qui connaît bien le Canada, parle français et vous donnera tous les renseignements ou les conseils dont vous pouvez avoir besoin.

Voyager avec les Air Canadiens, c'est déjà faire connaissance avec le Canada.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

AIR CANADA

Tél. 9° : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00. Lyon 2° : 63, rue du Pr E.-Herriot - Tél. 42.43.17

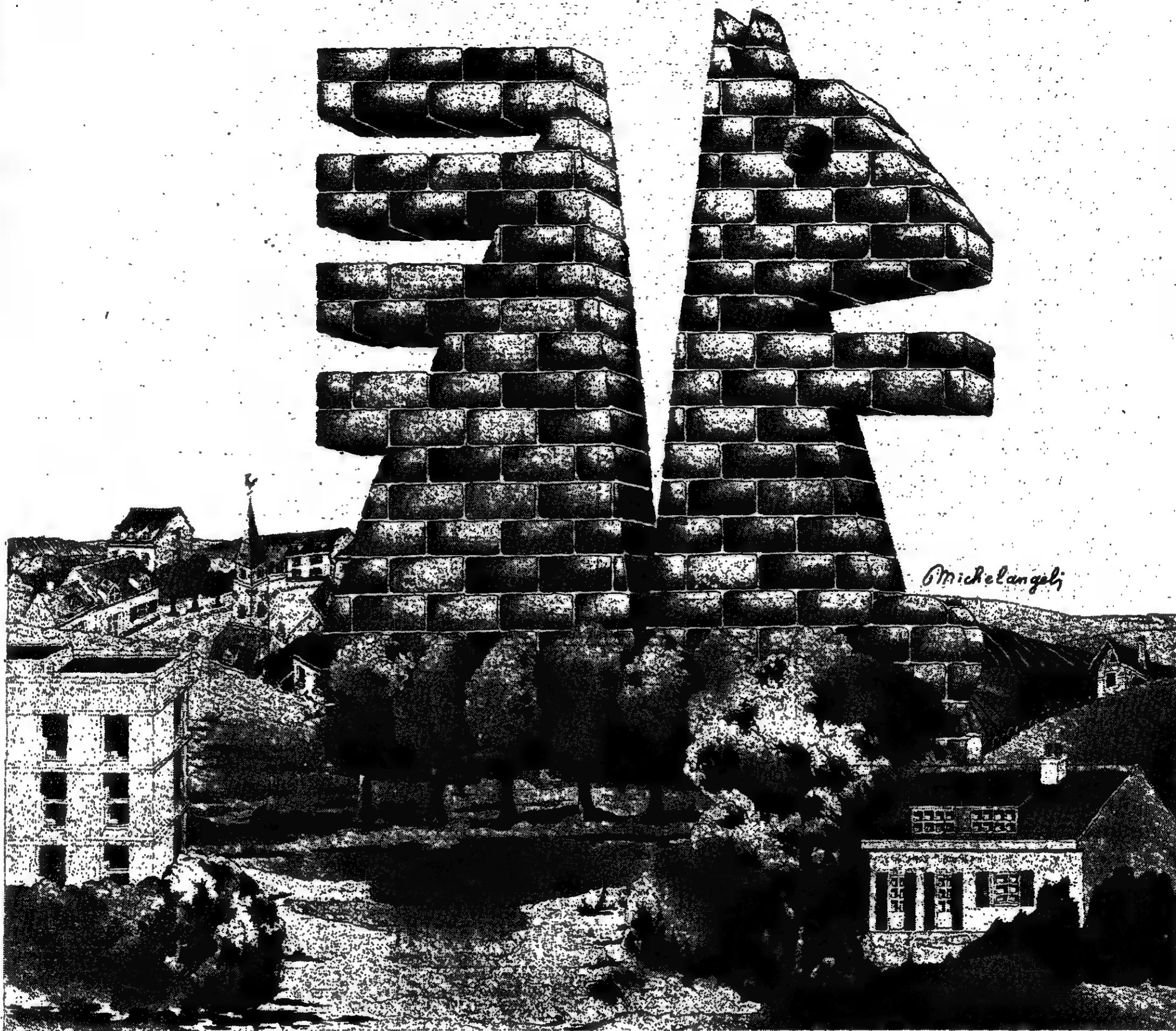
FINANCEMENT DE L'HABITAT SOCIAL CREDIT AUX PARTICULIERS : DEUX GRANDS ROLES DES CASSÉS D'ETAT

La plus grande partie de l'argent des Caisse d'Epargne sert à financer des opérations collectives, qui profitent à tous. La preuve : en 1975, 2500 milliards de francs ont été investis dans l'habitat social.

Organisme financier de la famille, l'Epargne est à l'écoute des besoins actuels et futurs. Elle améliore le cadre de vie. Spécialisée dans le crédit immobilier depuis 25 ans, elle offre de possibilités très variées : Livret Epargne, Plan Epargne-Logement, P.I.C. et autres prêts. Des faits : de 1971 à 1975, 17 milliards de francs ont été mis à la disposition des particuliers.

هكذا من الأصل

AVRIL-MAI SPECIAL-LOGEMENT A LA CAISSE D'EPARGNE



FINANCEMENT DE L'HABITAT SOCIAL, CREDIT AUX PARTICULIERS: DEUX GRANDS ROLES DES CAISSES D'EPARGNE.

La plus grande partie de l'argent déposé dans les Caisses d'Epargne sert à financer des réalisations d'intérêt collectif, qui profitent à tous. La preuve : en 1975, 2500 millions de francs prêtés aux organismes d'H.L.M. Soit 64 % du financement de l'habitat social.

Organisme financier de la famille, les Caisses d'Epargne sont à l'écoute des besoins actuels : devenir propriétaire, améliorer le cadre de vie. Spécialistes du crédit immobilier depuis 25 ans, elles offrent une gamme de possibilités très variées : Livret Epargne-Logement, Plan Epargne-Logement, PIC et autres prêts. Des faits : de 1971 à 1975, 17 milliards de francs mis à la disposition des particuliers.

POUR CONSTRUIRE, POUR ACHETER OU POUR RESTAURER : DES SOLUTIONS CAISSE D'EPARGNE.

Vous désirez acheter un appartement ou une maison : vous aimez le neuf ? ou peut-être préférez-vous l'ancien ? vous voulez faire construire ? vous voulez faire réparer, agrandir ou améliorer votre logement ?

Pour tous ces projets, les Caisses d'Epargne peuvent vous conseiller et vous apporter les solutions d'épargne et de crédit qui vous conviennent.

Un exemple : la restauration : les prêts Epargne-Logement peuvent être aussi utilisés pour remettre à neuf de vieilles pierres ou moderniser un appartement ancien... excellent moyen de valoriser le patrimoine immobilier.

... ET POUR CHACUN DE VOUS : UNE REPONSE "CAISSE D'EPARGNE".

La Caisse d'Epargne vous apporte des suggestions personnalisées. Parmi ses formules, avec ou sans épargne préalable, elle choisit pour vous celles qui correspondent à vos possibilités et à votre situation.

Que vous soyez jeune ou moins jeune, que vous soyez pressé ou que vous ayez le temps, vous profiterez de taux avantageux clairement calculés : les taux-vérité de l'Eureuil !

Vos projets-logement :
venez nous en parler maintenant.

Caisse d'Epargne



Stabilisation

ROBERT TIFTON (*)

En 1976, la normalisation des prix de vente du charbon aura permis de libérer toute tentative.

Pour des entreprises comme celle de la Compagnie des houillères, la normalisation des prix de vente du charbon aura permis de libérer toute tentative.

Quels seraient les contractants

L'Etat et les entreprises qui ne peuvent pas se passer de charbon pour produire de l'électricité ou d'autres produits industriels.

Est-ce que la signature d'un contrat de charbon aura permis de libérer toute tentative.

Qui contrôlerait l'application ?

La Commission de l'énergie aura permis de libérer toute tentative.

Directement.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Pacards encadrés" 2 col. +	0,00	45,76
(la ligne colonne)		
D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX	10,28	
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

L'IMMOBILIER	32,03	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

chef comptable

[illegible]

CHEF COMPTABLE

**CADRE RESPONSABLE
DE VENTES**

ACQUITTED
TRIAL - 1961

Water
plan

[The page contains faint, illegible markings and a large circular stamp on the right side.]

100-443887-100

Ce syndicat regroupe quelques milliers de petites entreprises du secteur de la métallurgie.

Représentant permanent de son Président, le Secrétaire Général doit assurer le fonctionnement interne des services, assurer les contacts avec les services officiels et les syndicats patronaux, organiser les actions de commissions, représenter le syndicat à des réunions ou manifestations régionales.

Ce poste convient à un homme ayant au moins 15 ans d'expérience dans les milieux scolaires dans l'administration ou la grande entreprise, rompu aux négociations aux niveaux élevés et déjà introduit dans les milieux industriels.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera notre questionnaire et dossier de candidature sur demande.

Référence 734 M.

Adjoint au chef de département

Spécialiste Crédit Documentaire

- Ayant des connaissances approfondies de la réglementation de change, de caisse, compensation et si possible gestion portefeuille.
- Expérience bancaire au moins 7 ans.

Le candidat recherché doit être absolument bilingue anglais-français (lu, écrit, parlé).

Age minimum 35 ans.

Excellente rémunération pour un candidat de valeur.

Veuillez envoyer C.V. et prétentions au Chef du Personnel, 12, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Une Importante Banque Privée décide d'implanter
un réseau de plus de 200 terminaux et recrute
pour la durée du chantier (3 ans) :

2 INGÉNIEURS Grandes Ecoles

Les candidats ■■■■■ auront impérativement :

- une expérience d'informatique ou d'organisation
en milieu bancaire où, plus particulièrement, ils auront
conçu et mis en place un système de Base de Données ou
de Contrôle de Gestion,
- une expérience réussie de conduite de ce type de projet.

Elle offre :

- une rémunération attractive,
- des responsabilités réelles,
- un cadre de travail agréable à 200 km de Paris.

■■■■■ C.V. manuscrit, photo ■■■■ prétentions à ■■■■ Champs
■■■■■ 1355, 5, rue du Heider - 75009 Paris

**■ ans d'expérience
en Construction mécanique
ou chaudronnerie
en usine
ou chantiers**

Résidence Province

- Conception écrite et l'expression écrite en petits groupes.
- Expérience professionnelle.
- Niveau supérieure.
- Libre rapidement.

CV + photo + prétentions à IMPAR.
 25. rue Saint-Sauveur, 95000 RENNES. CRDEX.

Pour son activité "Études de Marché" (ETMAR) :

Un(e) Chargé(e) d'Études expérimenté(e)

ayant acquis un professionnalisme :

- dans le domaine des études quantitatives, pour des produits de grande consommation domestique
- (elle) devra être capable de prendre en charge les études et dossiers (méthodologie, questionnaire, traitement informatique et analyse de l'information).

Adressez toutes lettres, C.V. et préparations à :

IFOP - ETMAR - Bureaux Séparés
20, rue d'Aumale, 75441 PARIS CEDEX 04

Pour son secteur "Production des Études" :

Un Assistant au Chef de Département

ayant acquis un professionnalisme :

- dans le domaine des études sur le marché (pour ETMAR) et des études d'usage et de confort (pour IFOP)
- dans le domaine de l'organisation des travaux des entreprises de service.
- (elle) devra être capable de prendre en charge le suivi quantitatif de la réalisation d'études et de contrôler les pratiques de ce suivi (contrôle sur qualité).

Adressez toutes lettres, C.V. et préparations à :

IFOP - ETMAR - Bureaux IFOP
20, rue d'Aumale, 75441 PARIS 13

cadre transports

R#1 : 122
Trilingue Français-Anglais-Espagnol N. ou F., ayant une large
expérience de l'enseigne des questions logistiques, transports, etc.

**secrétaire
de Direction**

R#1 : 123
Trilingue Français-Anglais-Espagnol, avec plusieurs années
d'expérience de fonctions de secrétaire de direction.

Toutes informations sur ces offres sont disponibles
sur téléphone au 020 20 20 20 ou par information Carrière

Information Carrière

SVP 11.11

SVR 11.11 qui demandent
un peu de temps pour vous aider
à vous occuper.

On peut aussi demander
son dossier.
Préciser la référence

à l'adresse de Wagram
11.11

faisant un **CA de 50 MF**
 crée le poste de
Responsable
de l'Audit Interne
 Il sera chargé dans un premier temps de le
 placer au Service et en assurera en-
 suite le bon fonctionnement dans toutes les
 directions.
 Ce poste correspond à l'Auditeur Interne,
 au minimum, pourvus au préalable d'une
 bonne expérience en ce domaine, acquise
 dans Cabinet ou entreprise d'importance impor-
 tante.
 Déplacements fréquents.
 Les dossiers de candidature
 - sous Réf. M. 13144 - préciser sur l'emveloppe
 seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
 10 rue de la Paix. 75002 Paris.

Afin nos publiions dans la recherche d'un emploi, nous publions des informations pratiques, depuis le 25 mars chaque lundi matin, dans nos pages d'annonces.

Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

**MOYENS DISPONIBLES
POUR LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (n° 3)**

Annances d'Hon d'empiol.

Même si l'on ne cherche pas un ampiol, il est toujours intéressant de lire les annonces pour se tenir informé du marché du travail et des fonctions. Ainsi, depuis quelques années, les gestionnaires dans la fonction Personnel sont plus nombreux que les administratifs ; on remarque également l'importance croissante des fonctions Crédit et Audit.

Conservez celles auxquelles vous répondez à noter la date et le nom du journal afin de pouvoir les relire avant les entretiens de recrutement ; souvent, la personne qui vous recevra vous questionnera, par exemple, sur les domaines qu'elle annonce qui vous ont le plus attiré.

Ne perdez pas trop de temps et votre énergie à répondre aux personnes qui présentent peu de chances de réussite. Répondez aussi vite que possible (dans un délai maximum de dix jours) à celles qui correspondent à vos compétences et si possible à vos projets professionnels.

CHEF DE SERVICE EXPORT

LA MISSION : — développer les exportations produits finis, semi-finis et composants.

— initiative, sens de la — et la négociation ; — de gestion ; — d'administration propres à l'Export ; — disponibles et mobiles ; — pratique courante de l'anglais et, si possible, de l'arabe ; — apprécier —

— personnes pouvant justifier d'une expérience —

responsabilité — Export écriture langue C.V. et photo — n° 6.722

contenance F. 20, — Paris-19, qui transmet.

Leader mondial de l'automatisation des analyses de laboratoire
le poste

**CHEF DU SERVICE JURIDIQUE
ET DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL**

Cette fonction, évolutive, conviendrait particulièrement à une personne ayant une formation supérieure en droit et sciences humaines.
En outre, elle devra avoir une expérience concrète de 10 ans, de gestion administrative et humaine ainsi que de juriste d'affaires.
Nous recherchons un homme de dialogue qui devra prouver ses qualités de présence et d'autorité, les qualités d'organisation.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. et photo à Monsieur J. MOINARD
Société TECHNICON - RN 1 - LEPRIEL - DOMONT

Le poste convient à un Ingénieur de haut niveau, de formation grande école, parvenu par une formation en génie de type IUT, pouvant justifier une expérience de 4 à 6 ans dans une entreprise de TP, bâtiment ou Ingénierie ayant comme chef de département l'un des domaines à niveau élevé - travaux concrets de chantier.

Directement rattaché au P.D. de la Société, il est appelé à prendre progressivement en charge les fonctions du Directeur Adjoint - Organisateur du Gestionnaire, il devra assurer les tâches de planification aux responsables des différentes agences et filiales du groupe.

Cette importante évolution de carrière dans la Société lui permettra de s'intégrer à l'entreprise existante.

Rémunération attractive.

Lieu de travail : Paris.

séle
CEGOS

Adresser lettre man. - CV détaillé, photo et prétentions
à Mme CLÉRE à Mme CLÉRE SAU-CEGOS 33 quai
d'Orléans 91 - BURESNES.

diplômés d'écoles d'ingénieurs
ou titulaires d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunications.
Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation.
Dans les services d'exploitation, de Direction, d'enseignement ou de recherches.

diplômés d'études commerciales
ESCP - HEC JF - DEA ou DESS (marketing) ou Université II,
ou LICENCE de SCIENCES ECONOMIQUES + ESCAE - ESC Lyon - Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy - IECC Strasbourg - ISG - IEP de Paris (section économique et financière).
Pour études et actions commerciales.
Dans les services d'exploitation et de Direction.

**ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT
LE 23 MAI 1977**

Renseignements et inscriptions dans les Directions régionales de Télécommunications au 01.61.11.11 - ou de résidence.

qui aura la responsabilité : du **RECHERCHER** de la gestion des ressources humaines, de l'information, Pour l'assister : une petite équipe avec laquelle il collabore, une équipe de terrain qui lui permettront d'être à l'écoute des besoins et des aspirations du personnel. Il participera aussi au **RECHERCHER** et Relations Humaines à l'élaboration d'une politique d'information, d'écoute, de sensibilité à tous les niveaux et la diffusera dans l'entreprise. Pour réussir : une expérience d'au moins cinq ans en tant que directeur adjoint ou responsable de votre service, une maîtrise parfaite de la langue française, mais également une réelle adhésion à nos conceptions. Réponse et discrétion assurées à **■■■■■** man., CV, photo, rém. adressé s.éf. B/5230 **■■■■■** Mme Sigolier.

ANNONCES CLASSEES

TYPE D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. ou +	40,00	48,76
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	22,00	48,04
CAPITAUX OU	9,00	10,29
REPERE DE L'EMPLOI	70,00	80,08

TYPE D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. ou +	28,00	32,03
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	38,99
CAPITAUX OU	36,00	43,47
REPERE DE L'EMPLOI	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Groupe bancaire
recherche pour son département

DES ENGAGEMENTS

CADRE D'EXPLOITATION

Ayant une grande expérience de l'appréciation du risque, et des très larges connaissances bancaires, notamment dans le domaine des crédits à moyen terme, toute nature, y compris aux professions libérales, et opérations avec l'étranger.

L'aisance dans les relations commerciales, la responsabilité, la volonté de réussir permettront au candidat d'accéder rapidement à un niveau de responsabilité en rapport avec ses capacités.

Le poste conviendrait à un candidat d'une trentaine d'années ayant une solide formation générale.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et références à : 9.100 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, q. tr.

DIRECTEUR DE DIVISION Equipements techniques PARIS

Nous recherchons une Société Française en développement constant, réalisant un C.A. de 150 millions de Francs, leader incontesté dans l'un de ses secteurs d'activité.

Pour cette division, nous recherchons un Directeur de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs), âgé de 35 ans minimum, possédant plusieurs années d'expérience dans le marketing et la vente.

Nous proposons aux administrations locales et aux industriels, des équipements techniques innovateurs dans un marché en plein développement.

Nous souhaitons trouver un collaborateur qui soit un homme de caractère, d'ordre, de contact, un animateur et un organisateur.

Envoyer à M. CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

IMPORTANT MISSION DE DISTRIBUTION recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL

Recherche à la Direction Régionale, il sera chargé de contrôler la gestion de l'ensemble du réseau de vente et de contrôler les ventes régionales sur le SECTEUR CENTRE DE LA FRANCE.

Notamment, il devra visiter et prospecter les points de vente, contrôler les ventes, gérer les livraisons, les stocks et les commandes.

Un poste intéressant à un candidat de formation commerciale possédant une première expérience en grande distribution (industrie, vendeur-promoteur ou promoteur).

Env. C.V. et références à : 819 SWEET'S, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

TRES IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL FRANCAIS

Implantations AFRIQUE NOIRE ET FRANCE

Recherche le meilleur de sa politique de recrutement à long terme.

ASSISTANTS DE DIRECTION

L'insertion rapide de ces collaborateurs nécessite :

1) un diplôme HEC, ESSEC, ESCP, 2) de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

Env. C.V. manuscrits à : 819 SWEET'S, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INFORMATION MEDICALE

Maîtrise de Physiologie ou de Biologie

Un des plus puissants Groupes Pharmaceutiques mondiaux et nous recherchons pour une importante Filiale Pharmaceutique en France, un homme (ou une femme) jeune, titulaire d'une Maîtrise de Physiologie ou de Biologie, passionné par les problèmes de documentation, de rédaction et d'information scientifique. Il sera spécialisé dans la recherche et la mise au point d'une gamme de produits pour laquelle il devra réunir le maximum d'informations, faire l'analyse puis synthétiser la synthèse. Il fera partie de l'équipe chargée de concevoir la philosophie, puis la politique médicale et promotionnelle des produits de son ressort. Il participera à l'information et à la formation de notre force de vente.

Une excellente connaissance de l'Anglais est indispensable, envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et références sous référence 529/M à :

seior
75008 PARIS CEDEX 01

Important Groupe d'Assurances recherche pour son département

ENGINEERING

UN INGÉNIEUR (PARIS)

Formation technique supérieure (type A) ;
Expérience pratique (mécanisme, mécanique, bâtiment) ;
Connaissance des marchés étrangers et de la technique de l'assurance.

MISSION : agir comme

TECHNICO-COMMERCIAL

au sein du département Engineering de la Direction Régionale du Groupe.

Il assurera la représentation technique des assurances (machines et chantiers, risques spéciaux) et assurera le règlement de sinistres.

Le candidat devra recevoir la formation "Assurances".

Envoyer C.V. et références sous réf. 529/M à : M. ALBERT DUPONT, 40, rue de Châteauneuf, 75010 Paris.

GROUPE DE PRESSE ET EDITION producteur et commercialisant le monde entier les périodiques du monde (C.A. 74 M ; C.A. 77 prévu : 80 M) recherche son

directeur de la publicité

Il assurera le rendement publicitaire maximal des journaux du monde entier. Il dirigera et animera 15 collaborateurs.

En fonction de son expérience, il assurera la gestion d'un service commercial ou similaire, il aura une expérience de 10 ans minimum en tant qu'éditeur ou dans un grand support.

Anglais courant indispensable.

Rémunération de 120.000 à 150.000 F par an, plus une prime importante plus intéressant sur résultats.

Env. avec C.V. détaillé et références à : 819 SWEET'S, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE

CONSTITUÉE EN CABINET DE GROUPE (7 associés)

EN RECHERCHE :

(60 candidats)

Toutefois des candidats au poste de chef de cabinet ou de gestion de la comptabilité, disposant d'une expérience internationale de comptabilité.

Offre à un

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ

(28 ans minimum)

Ayant une expérience de cabinet H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent.

Langue anglaise impérativement non indispensable. Un poste de responsabilité avec supervision de plusieurs équipes opérationnelles.

Env. C.V. détaillé et références à : 819 SWEET'S, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

Importateur Machines-Outils recherche, libre de suite :

UN COLLABORATEUR

répondant au profil ci-après :

- courageux - dynamique - autonome
- techniques approfondies de la machine-outil ;
- expérience d'atelier et de vente ;
- connaissance de la langue anglaise (anglais parlé) ;
- connaissances plus particulières de la machine-outil ;
- connaissance de la commande numérique ;
- âge : 35 ans minimum ;
- formation : 3 ans ou équivalent.

fonctions :

- responsable d'un service machines-outils importantes, nécessitant contacts avec les clients et fournisseurs ;
- responsable de la formation de la Société aux différentes disciplines.

Poste très intéressant

Env. C.V. et références à : 819 SWEET'S, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS, qui transmettra.

UNE SOCIÉTÉ DE VENTE DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE TRÈS SÉRIEUSE

Filiale d'un groupe spécialisé dans l'industrie des semi-conducteurs, P.C.B. et du dessin automatique recherche :

Directeur du Marketing

pour ses activités commerciales en EUROPE MÉRIDIONALE. Il dirigera depuis Paris une équipe d'ingénieurs techniques et commerciaux et sera chargé de la vente et de la promotion de produits électroniques de pointe, de la politique de vente, de prix et des programmes publicitaires.

Il assurera la coordination entre le service après-vente et les services commerciaux.

Une bonne formation technique (diplôme d'ingénieur d'électronique ou équivalent) est nécessaire ainsi qu'une bonne expérience dans l'une des industries.

Le candidat devra être capable de signer d'importantes commandes commerciales. Anglais courant requis.

Il est proposé un salaire annuel de 120.000 F.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : M. FULFORD, INTERTRADING, 20, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL DE SOCIÉTÉS D'ÉTUDES DE MARCHÉS

C.A. de l'ordre de 80 millions de Francs, créé en 1974, filiale M.I. France à Paris en 1976.

Après un an d'activité, l'expansion de cette société nécessite la création de deux nouveaux postes pour lesquels nous recherchons :

1) **UN COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU**

qui sera responsable du développement de M.I. France dans des domaines où le groupe est actif au niveau international, tels que l'industrie automobile, les produits financiers, le matériel de bureau.

2) **UN CHARGÉ D'ÉTUDES**

qui assistera le directeur actuel dans l'extension de nos activités concernant les marchés pharmaceutiques, services, notamment dans le domaine des études de marché.

Pour ces deux postes, une activité similaire récente dans une société d'études de marché constituerait un avantage, et la maîtrise de l'anglais est requise.

Stanley CRAWFORD, Chairman, M.I. RESEARCH Ltd, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

Merci de prendre contact en envoyant C.V., photo et références à :

Suzanne TROUQUET, Directeur M.I. France, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL 120.000 F + PARIS

Une Société de création récente, appuyée par un groupe financier très important, a pris l'initiative mondiale de l'exploitation d'un brevet dans le domaine photographique.

Elle confie à un diplômé de l'enseignement supérieur, 35 ans minimum, la Direction Générale.

C'est un poste d'après l'entreprise, bon gestionnaire, ne craignant pas d'être jugé sur ses performances et capable d'assumer la responsabilité de la marche de l'entreprise.

En échange, il lui est offert un produit unique dans son secteur, un marché international pour satisfaire ses ambitions, et une possibilité d'évolution de carrière dans un groupe fortement diversifié.

Les candidats doivent adresser, sous référence 73371, à Havas France, 10, bd Haussmann, 75008 Paris, qui garantira la totale discrétion.

SYNDICAT PROFESSIONNEL importante INDUSTRIE ALIMENTAIRE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Responsable du fonctionnement de l'organisme, relations avec l'administration et l'interprofession.

Une formation complète suppose : au-delà d'une formation juridique, une spécialisation prouvée par l'expérience antérieure dans le domaine de la réglementation et des relations avec l'administration.

Age 30 ans minimum.

Env. C.V. à : 9322 CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Proche Banlieue Nord
Très Important Groupe Français recherche

ADJOINT DIRECTEUR JURIDIQUE

chargé de la conception des contrats internationaux, d'ingénierie, du suivi d'affaires contentieuses et des liaisons avec les services financiers et fiscaux de la Société.

Nous demandons :

- 35 ans minimum
- D.E.S. Droit Privé
- Expérience de 5 ans minimum après le stage dans un Cabinet d'Affaires ou dans les services juridiques d'une importante entreprise
- Anglais et formation complémentaire financière et fiscale appréciées.

Adresser CV détaillé manuscrit, photo et références à : 5432 à 31, rue BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

Importante société française d'ASSURANCE recherche pour sa

DIRECTION ÉTRANGÈRE (SERVICE RISQUES TECHNIQUES)

JEUNE INGÉNIEUR A.M., E.T.P., ...

Après une formation d'environ 6 mois, il sera confié :

La vérification, le règlement, l'inspection d'affaires «risques machines», «risques chantiers», «risques montages», ...

Anglais exigé.

Lieu de travail : PARIS, avec possibilité de l'étranger.

Faire parvenir lettre manuscrite, C.V., photo et références, sous réf. 12.156 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

ALUMINIUM PECHINEY recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

formation X - Mines, Centrale, E.E.S...

pour les FABRICATIONS Alpes Pyrénées

Les candidats doivent accepter d'aller éventuellement quelques semaines à un séjour de 3 à 5 ans à l'étranger.

Large possibilité d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser C.V. à : DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

hb conseil

UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE DE L'ÉTUDE DE DIRECTION recherche

pour le développement de :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

tant au moins trois ans d'expérience une société multinationale, la recherche de l'alignement constitue un travail supplémentaire.

Env. C.V. à : 70, rue Ponthieu, Paris

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le candidat conditionne et distribue de petits articles en plastique pour l'équipement de la maison (10M de C.A.). Si vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou titulaire du DECS et si vous avez 3 ou 5 ans d'expérience professionnelle, ce poste est susceptible de vous intéresser par la variété des tâches qu'il implique.

Lieu de travail : SENLIS.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.

France 75008 Paris

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EXPANSION

SON CHEF DES SERVICES Administratif et Comptable

du service comptable

- Il devra posséder une expérience professionnelle et une bonne maîtrise de la comptabilité.
- Il dirigera les services administratifs et comptables des établissements parisiens et supérieurs de ces établissements de province.

Env. C.V. manuscrite et photo à : MINET PIERRE, 40, rue de Valenciennes, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE son secteur d'activité

pour la DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

ASSISTANT GESTION ET ORGANISATION

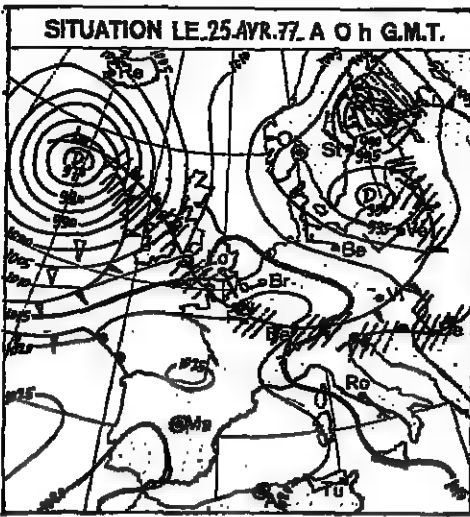
- Contrôle de gestion ;
- Organisation administrative ;
- Gestion économique.

Le poste conviendrait à un B.S.E.C. ou Ingénieur Université ayant une formation en gestion, 35 ans environ, 3 à 5 ans d'expérience dans une responsabilité administrative. Il aura une maîtrise d'un esprit analytique et synthétique poussé, et une maîtrise de la langue anglaise.

Env. C.V. manuscrite et photo à : 819 SWEET'S, 17, rue de Valenciennes, 75008 PARIS, qui transmettra.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre (le mb vaut environ 1% de mm)
— Zone de pluie ou neige — Front chaud — Front froid — Front occlus

SITUATION LE 25.04.77 A 0 h G.M.T.
Météo probable de la journée du 26 avril :
— France : temps nuageux avec pluie ou neige, vent fort, mer agitée.
— Atlantique : mer agitée, vent fort, pluie ou neige.
— Méditerranée : temps nuageux, vent fort, mer agitée.
— Corse : temps nuageux, vent fort, mer agitée.

PRÉVISIONS POUR LE 26.04.77 DÉBUT DE MATINÉE
Météo probable de la journée du 26 avril :
— France : temps nuageux avec pluie ou neige, vent fort, mer agitée.
— Atlantique : mer agitée, vent fort, pluie ou neige.
— Méditerranée : temps nuageux, vent fort, mer agitée.
— Corse : temps nuageux, vent fort, mer agitée.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 24 avril 1977 :
DES DÉCRETS
— Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Malaisie en vue de la double imposition et à l'égard de l'échange fiscal en matière d'impôts sur le revenu (annexe à un protocole) ;
— Portant organisation des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales ;
UN ARRÊTÉ
— Arrêté relatif à l'emprunt national 1977 pour les petites et moyennes entreprises et l'artisanat.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1748

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

HORIZONTALEMENT
I. Indispensable pour bien mener sa barque. — II. Échafaudage. — III. Participe à la localité. — IV. La France est la patrie de. — V. Réserves d'énergie. — VI. Conseil. — VII. On en trouve toujours un peu partout. — VIII. Mécanisme. — IX. Réserve d'énergie. — X. Réserves d'énergie. — XI. Indispensable pour bien mener sa barque.

VERTICALEMENT
1. Indispensable pour bien mener sa barque. — 2. Échafaudage. — 3. Participe à la localité. — 4. La France est la patrie de. — 5. Réserves d'énergie. — 6. Conseil. — 7. On en trouve toujours un peu partout. — 8. Mécanisme. — 9. Réserve d'énergie. — 10. Réserves d'énergie. — 11. Indispensable pour bien mener sa barque.

Visites et conférences

MARDI 28 AVRIL
VISITES GUIDÉES ET CONFÉRENCES
M. Jacques Duchemin, directeur régional de l'Énergie, donnera une conférence sur le thème : "L'énergie et le développement".
M. Jacques Duchemin, directeur régional de l'Énergie, donnera une conférence sur le thème : "L'énergie et le développement".

AUTOMOBILE

Honda Accord : des compliments

Une époque où le volant se tourne, les Honda Accord ont une réputation de voitures commerciales quand les acheteurs ont compris qu'une machine aussi sûre soit-elle, ne pouvait pas être une Honda. La Honda Accord est aujourd'hui une voiture qui mérite quelques compliments. C'est d'abord la présentation générale, celle qui frappe l'œil et qui donne une idée de la qualité de la machine. C'est la ligne, la silhouette, la silhouette qui est à la fois moderne et classique, qui est à la fois sportive et élégante. C'est la couleur, la couleur qui est à la fois brillante et durable. C'est le moteur, le moteur qui est à la fois puissant et économique. C'est la transmission, la transmission qui est à la fois souple et précise. C'est la direction, la direction qui est à la fois légère et précise. C'est les freins, les freins qui sont à la fois puissants et précis. C'est les pneus, les pneus qui sont à la fois sûrs et confortables. C'est tout cela qui fait de la Honda Accord une voiture qui mérite quelques compliments.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LES CAFÉS JACOBS VABRE PASSENT SOUS CONTRÔLE SUISSE

Jusqu'à présent détente à égalité par la société hollandaise Jacobs Vabre, le capital des Cafés Jacobs Vabre vient de passer sous contrôle suisse. Cette opération a été menée à bien par la société suisse de gestion des entreprises, la S.G.E., qui a acquis la totalité des actions de la société Jacobs Vabre. Cette opération a été menée à bien par la société suisse de gestion des entreprises, la S.G.E., qui a acquis la totalité des actions de la société Jacobs Vabre.

Le P.-D.G. de Manufrance donne sa démission

De notre correspondant
Saint-Etienne. — M. André Blanc n'est plus le patron de Manufrance. Il a donné sa démission d'administrateur et de président-directeur général de la société Manufrance. Cette démission a été acceptée par le conseil d'administration de la société Manufrance. M. André Blanc a été remplacé par M. Jacques Duchemin, directeur régional de l'Énergie. Cette opération a été menée à bien par la société suisse de gestion des entreprises, la S.G.E., qui a acquis la totalité des actions de la société Jacobs Vabre.

MONNAIES ET CHANGES

VIVE HAUSSE DU FLORIN BAISSSE DU DOLLAR

Le florin hollandais vient de connaître une hausse de 10 % par rapport au franc français. Le dollar américain, quant à lui, a connu une baisse de 10 % par rapport au franc français.

AGRICULTURE A LUXEMBOURG

Les Neuf reprennent une difficile négociation sur les prix

Les ministres de l'Agriculture des Neuf ont commencé à Luxembourg une nouvelle session de négociations sur les prix agricoles. Cette session a été ouverte par le ministre luxembourgeois de l'Agriculture, M. Jacques Duchemin. Les ministres des Neuf ont discuté de la situation des prix agricoles et de la nécessité de prendre des mesures pour les stabiliser. Cette session a été ouverte par le ministre luxembourgeois de l'Agriculture, M. Jacques Duchemin.

TRAVAUX PUBLICS

ILE-DE-FRANCE ET RHONE-ALPES EN TÊTE

Le dernier bulletin d'information sur les travaux publics en France indique que l'Ile-de-France et le Rhône-Alpes sont en tête des régions pour le montant des travaux publics. L'Ile-de-France a réalisé des travaux publics pour un montant de 100 milliards de francs, tandis que le Rhône-Alpes a réalisé des travaux publics pour un montant de 80 milliards de francs.



LA SEMAINE SOCIALE

La grève de jeudi prépare le

La grève de jeudi prépare le mouvement social. Les syndicats ont appelé à une grève générale pour le jeudi 27 avril. Cette grève est destinée à protester contre les mesures prises par le gouvernement pour réduire les dépenses sociales. Les syndicats ont appelé à une grève générale pour le jeudi 27 avril.

FAITS ET CHIFFRES

Immigration
Le nombre d'immigrés en France a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975. Le nombre d'immigrés en France a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le Marché Allemand est ouvert
Le marché allemand est ouvert pour les produits agricoles français. Les produits agricoles français peuvent désormais être exportés librement en Allemagne.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ctions de M. Beaulieu

ACHY (*)

Le licenciement de cent cinquante-trois personnes aux Ateliers roannais de constructions textiles est autorisé par le ministre du travail

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le ministre du travail vient d'autoriser le licenciement collectif qu'avait refusé l'inspecteur du travail, le 24 décembre, de cent cinquante-trois salariés des Ateliers roannais de constructions textiles (A.R.C.T.). Dans un communiqué rendu public samedi 23 avril, la direction des A.R.C.T. affirme que, afin de tenir compte de la situation difficile de l'emploi à Roanne et dans la Loire, elle avait demandé cette autorisation « en envisageant toutes les mesures possibles permettant de faciliter les reclassements ».

Elle rappelle d'autre part que cette décision a été nécessaire « par la dégradation profonde des activités de l'entreprise depuis l'automne 1976, en raison de la crise économique mondiale et de celle du pétrole, ses machines

EMPLOI

Le licenciement de cent cinquante-trois personnes aux Ateliers roannais de constructions textiles est autorisé par le ministre du travail

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le ministre du travail vient d'autoriser le licenciement collectif qu'avait refusé l'inspecteur du travail, le 24 décembre, de cent cinquante-trois salariés des Ateliers roannais de constructions textiles (A.R.C.T.). Dans un communiqué rendu public samedi 23 avril, la direction des A.R.C.T. affirme que, afin de tenir compte de la situation difficile de l'emploi à Roanne et dans la Loire, elle avait demandé cette autorisation « en envisageant toutes les mesures possibles permettant de faciliter les reclassements ».

Elle rappelle d'autre part que cette décision a été nécessaire « par la dégradation profonde des activités de l'entreprise depuis l'automne 1976, en raison de la crise économique mondiale et de celle du pétrole, ses machines

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les grévistes des établissements Deffrenne ont mis à l'abri un « trésor de guerre »

De notre correspondant

Lille. — Les délégués C.F.D.T. et salariés des établissements Deffrenne, appartenant au groupe Schlumpf, qui occupent les locaux de Roubaix depuis le 4 avril, ont révisé, samedi 23 avril, qu'ils avaient constitué et mis à l'abri un « trésor de guerre », en l'occurrence cent trois pièces de tissu d'une valeur de 200 000 F environ. Ce trésor, ont expliqué les délégués, représente une garantie financière des salaires et préavis qui leur sont dus.

« Nous nous engageons publiquement, ont-ils ajouté, à restituer le stock dans son intégralité dès que les droits fondamentaux des travailleurs seront sauvegar-

LES DOCKERS ONT CESSÉ LE TRAVAIL DANS TOUS LES PORTS

De notre correspondant

A l'appel de la C.G.T., les dix-huit mille dockers ont observé le 23 avril, dans la proportion de 90 à 100 %, un arrêt de travail de vingt-quatre heures dans tous les ports français en solidarité avec les camarades grévistes de Dunkerque.

Ce mouvement, le cinquième depuis le 26 mars, n'a pas causé de trop graves perturbations dans le trafic qui est généralement réduit pendant le week-end.

Dans les ports du littoral normand, y compris au Havre où ils sont quatre mille, les dockers ont dans leur totalité répondu au mot d'ordre de la fédération des ports et docks. En Bretagne, et dans les ports de la Loire, le pourcentage des grévistes a été de 90 à 100 % des effectifs normaux. Même situation dans le Sud-Ouest où cinq cargos ont été immobilisés à La Rochelle. Sur la côte méditerranéenne, la grève a été totale à Port-Vendres où un cargo transportant du vin en provenance de Grèce a cependant été déchargé sur son équipage.

Dans les bassins du port autonome Marseille-Fos, les trois mille cinq cents dockers ont arrêté totalement le travail. De plus, en réponse aux consignes fédérales, ils refusent, depuis quinze jours, de faire des heures supplémentaires ou de décharger à nuit ou le dimanche ce qui immobilise de nombreux bâtiments jusqu'à lundi.

DE NOUVELLES PROPOSITIONS DU MAIRE POUR LES ÉBOUEURS PARISIENS

De notre correspondant

Les éboueurs parisiens, en révolte depuis le jeudi 21 avril, se renouent ce lundi 25 avril sur le pourcentage ou l'arrêt de leur mouvement.

M. Jean Tiberi, adjoint au maire, chargé des questions de personnel de la Ville, a fait de nouvelles propositions dimanche matin aux délégués syndicaux. Il a confirmé que leur « prime nationale » serait augmentée de 15 %. Il a, en outre, proposé un forfait d'heures supplémentaires modulé selon les catégories, qui a pour but de répondre, en respectant la loi, à la demande des éboueurs de voir modifier la ville indicielle des salaires.

M. Jean Tiberi a précisé que cette offre représenterait pour le budget de la Ville une dépense supplémentaire pour 1977 de millions de francs et pour 1978 de plus de 3 millions. Il a d'autre part, laissé entendre que, s'il se surait à un refus des grévistes, municipalité parisienne serait obligée à prendre les mesures nécessaires pour assurer à partir de mardi 26 avril la collecte des poubelles dans la capitale, c'est-à-dire qu'il serait sans doute fait appel à l'armée.

SYNDICATS

Les cadres F.O. réclament la journée de « huit heures, tout compris »

De notre correspondant

Grenoble. — Au cours de leur congrès, qui s'est tenu à Grenoble du 21 au 25 avril, les cadres et ingénieurs F.O. ont défini les nouvelles aspirations de cette catégorie de salariés. « C'est une démarche syndicale originale que celle qui consiste à s'exprimer collectivement sur le plus urgent d'aujourd'hui est de s'occuper de vivre. Il est plus important de faire sa vie que de le gagner », devait déclarer M. Robert Cottave, secrétaire général de la Fédération nationale des ingénieurs et cadres F.O.-F.O.

Les cent dix délégués représentant trente-cinq mille ingénieurs et cadres affiliés à la F.N.I.C. réclament des conditions de travail différentes, et notamment « la journée de huit heures, tout compris » (temps de transport, de travail et de repas).

La F.N.I.C. souhaite d'autre part « en finir avec la lettre d'une bonne demande pourvoyeuse de progrès social ». Il ne s'agit plus maintenant de faire une bonne économie pour ensuite faire du social, mais de « définir des finalités sociales et mettre ensuite l'économie au service de ces finalités ». Constatant d'autre part qu'il y aura de moins en moins d'emplois pour tous, F.O. estime qu'il ne faut plus aborder ce problème avec les mêmes critères de rentabilité qu'aujourd'hui et propose « la création d'industries nouvelles, directement branchées sur les aspirations des gens ».

En ce qui concerne le chômage, la Fédération des ingénieurs et cadres F.O.-F.O. propose que la contribution de la société aux dépenses sociales soit de 10 % du chiffre d'affaires, et qu'on arrive ainsi à maintenir, grâce à des aides extérieures, des salariés sur le lieu de travail au lieu de leur verser des indemnités individuelles.

M. ANDRÉ BERGERON EST REÇU À L'HOTEL MATIGNON

De notre correspondant

M. André Bergeron, secrétaire général de la Fédération nationale des ingénieurs et cadres F.O., a été reçu, ce lundi matin 25 avril, par le directeur du bureau confédéral de son organisation, à l'hôtel Matignon. Il a abordé, selon ses déclarations, « le devenir de la politique conventionnelle », notamment les problèmes de la réduction progressive de la durée du travail et de l'avancement de l'âge de la retraite.

Le veille, à Metz, M. Bergeron, précisait que M. Bernard Mourgue, secrétaire de la fédération F.O. des métaux, accompagnerait la délégation pour évoquer les problèmes de l'emploi engendrés par la crise de la sidérurgie, avait annoncé qu'il redirait à M. Raymond Barre qu'il n'avait pas de l'intérêt à la profession ne doit être consentie sans un accord préalable entre les employeurs de la sidérurgie et les organisations syndicales.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. français
12 mois	4 1/4	5 1/4	4 1/8	5 1/8
6 mois	3 1/4	4 1/4	3 1/8	4 1/8
3 mois	2 1/4	3 1/4	2 1/8	3 1/8
1 mois	1 1/4	2 1/4	1 1/8	2 1/8

Source : Banque de France, 23 avril 1977.

SIDÉRURGIE

M. Monory : les constructeurs d'automobiles n'ont pas dit non à leur venue en Lorraine

De notre correspondant

« Les constructeurs d'automobiles s'installent en Lorraine », a déclaré M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, au cours de l'émission « Le club de la presse », organisée dimanche soir par Europe 1. « Les modalités précises sont encore à fixer », a ajouté M. Monory, mais, en tout cas, « ils n'ont pas dit non ».

Les réactions des constructeurs à l'annonce, par M. Raymond Barre, de leur venue ou du développement de leurs installations en Lorraine ont été très diverses.

A Nancy, après un silence de deux mois, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du conseil régional de Lorraine, a évoqué le dossier de la sidérurgie, au cours d'une conférence de presse, samedi 23 avril. Pour M. Servan-Schreiber, les problèmes de la sidérurgie se trouvent au centre de difficultés économiques plus larges en Lorraine : « Par exemple, les perspectives pour 1978, dans les travaux publics, sont plus sombres que celles de la sidérurgie. Il y a aussi les problèmes sociaux et humains ».

M. Servan-Schreiber a précisé qu'il n'était pas un agent de propagande : « Je ne suis pas venu de diminuer la gravité de la crise sidérurgique, d'autant qu'elle aura des répercussions qu'il faudra multiplier par trois ou quatre au niveau de l'emploi ».

Le président du conseil régional a appuyé la demande faite par M. Seitzinger, député et maire de Sarreguemines, à l'Assemblée nationale, concernant le transfert des sièges sociaux des sociétés sidérurgiques en Lorraine : « Si les responsables voulaient sur place, ils mesureraient la portée de leurs décisions, et l'incertitude serait levée. Il s'agit d'une mesure essentielle. Nous nous emploierons à ce que sa réalisation ».

Abordant la question du haut fourneau d'Usinor-Tilmanville, M. Servan-Schreiber a indiqué que le gouvernement avait demandé à Usinor et à Sacilor d'assurer les débouchés de sa production de fonte, et il faut modifier cet outil moderne afin qu'il fabrique de la fonte non phosphoreuse et opérant un transfert avec Dilling en Sarre. Le coût entraîné par cette modification ne s'élèverait qu'à 3 millions de francs environ ».

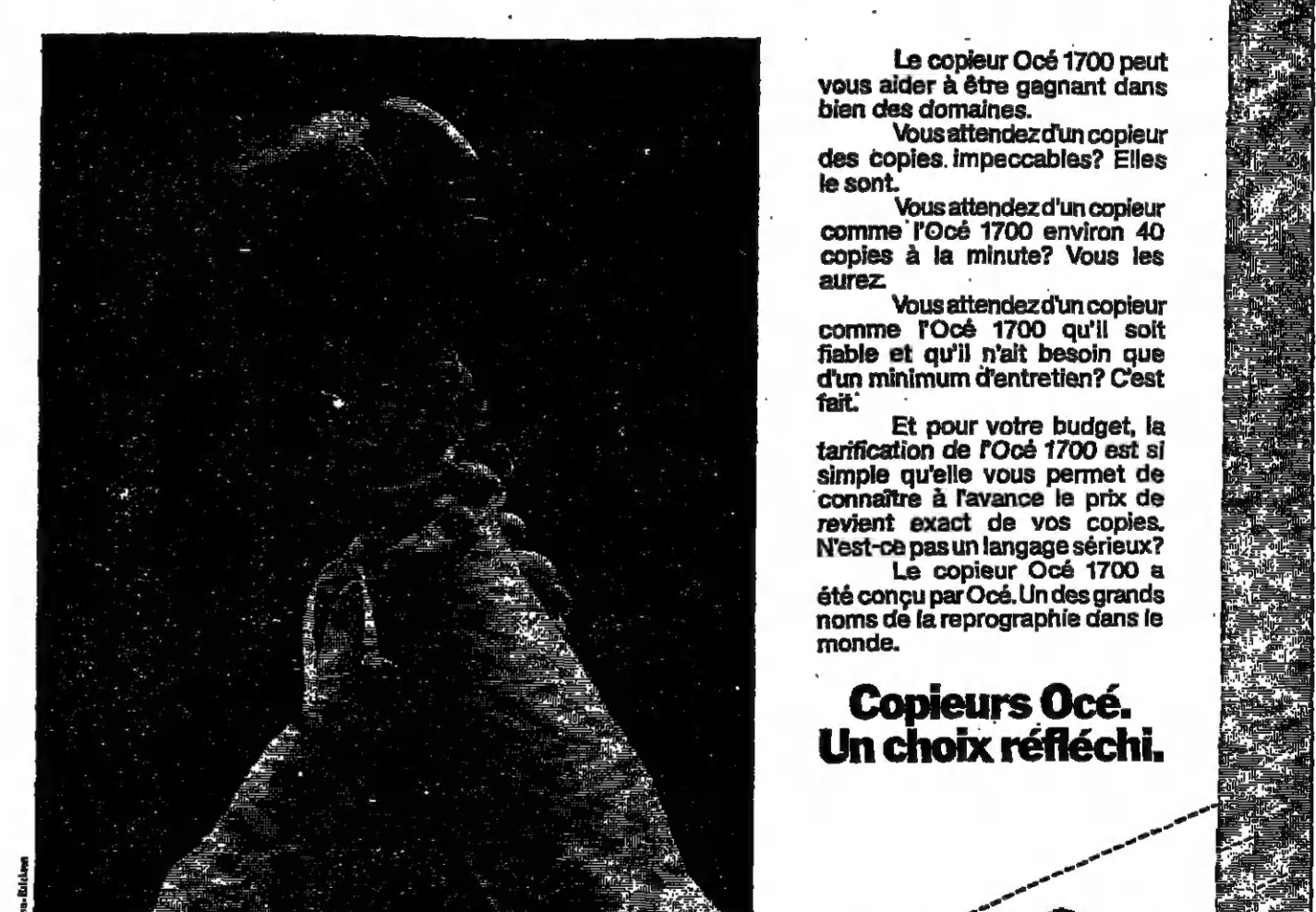
Le président du conseil régional de Lorraine pense que le problème de la sidérurgie est complexe : « On peut agir. Les industriels devront obéir au gouvernement. Si je ne suis pas inquiet dans l'immédiat, je suis plus pessimiste pour l'avenir de la sidérurgie européenne, peu combattive et manquant de débouchés ». Il est impossible, à l'heure actuelle, de discerner l'échéance à laquelle elle deviendrait rentable ».

M. Servan-Schreiber s'est également expliqué sur son silence de deux mois en avançant comme raisons le désir de ne pas gêner les candidats aux élections municipales et son travail sur les réformes de structure dans le cadre de la mission que lui a confiée le gouvernement.

Au sujet de l'emploi des jeunes, il a indiqué qu'il représentait le grand problème qui pèse sur la Lorraine : « Il dépasse tout le reste ».

Le syndicat C.F.D.T. de la sidérurgie lorraine a indiqué, de son côté, dans un communiqué, que « le plan de vingt-quatre mille suppressions d'emplois dans la sidérurgie préparé par le patronat est bel et bien maintenu ». Dans le Nord-Pas-de-Calais, le conseil régional se réunira en séance plénière le lundi 9 mai à Valenciennes pour examiner la situation économique régionale, notamment celle de la sidérurgie.

Parce que la compétition est forte
notre copieur Océ 1700 se devait d'être le meilleur.
Tant mieux pour vous.



Le copieur Océ 1700 peut vous aider à être gagnant dans bien des domaines.

Vous attendez d'un copieur des copies impeccables? Elles le sont.

Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 environ 40 copies à la minute? Vous les aurez.

Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 qu'il soit fiable et qu'il n'ait besoin que d'un minimum d'entretien? C'est fait.

Et pour votre budget, la tarification de l'Océ 1700 est si simple qu'elle vous permet de connaître à l'avance le prix de revient exact de vos copies. N'est-ce pas un langage sérieux?

Le copieur Océ 1700 a été conçu par Océ. Un des grands noms de la reprographie dans le monde.

Copieurs Océ. Un choix réfléchi.

J'aimerais être plus amplement informé sur l'Océ 1700.

Nom _____

Raison sociale de l'entreprise _____

Adresse _____ Tél. _____

Océ-Photosis S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

Asnières : 790.81.75 - Bordeaux : 28.23.29 - Grenoble : 87.78.04 - Lille : 55.11.24 - Lyon : 20.60.34 - Marseille : 48.69.16 - Nancy : 51.42.51 - Montrouge : 65.12.24 - Nantes : 46.54.84 - Paris : 742.90.65 - Rouen : 55.22.84 - Strasbourg : 32.64.18 - Toulouse : 40.07.39.

